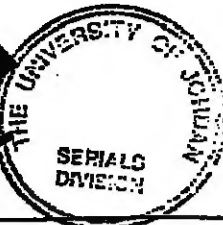


مركزا من راصلا

# Le Monde



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16666 - 7,50 F - 1,13 EURO

JEUDI 27 AOÛT 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

le travail »  
de la précarité  
sécurité sociale

## L'enquête qui inquiète Jacques Chirac

● Après sa mise en examen, M. Juppé a affirmé qu'il « assume ses responsabilités » ● L'enquête sur les permanents du RPR pourrait concerner des collaborateurs de la campagne présidentielle de M. Chirac ● La chambre des comptes d'Ile-de-France va transmettre de nouveaux éléments au parquet



Pendant ce temps, au Kosovo...

EN SIX MOIS, au moins 230 000 Kosovars ont été chassés de leurs foyers par les forces serbes. A l'impuissance des démocraties occidentales s'ajoute un silence honteux. Christophe Châtelet a recueilli des témoignages de réfugiés sur cette guerre toute proche. Un reportage illustré par les photos de Joachim Ludeke.

p. 12-13 et notre éditorial p. 14

### A Kinshasa, on se bat à l'aéroport

Mardi 26 août, les combats opposaient rebelles et forces gouvernementales près de l'aéroport de la capitale de la RDC.

### Les routes : la France condamnée

La France a été condamnée, lundi 24 août, par la Cour européenne des droits de l'homme pour non-respect de la vie privée dans une affaire d'écoutes téléphoniques.



### Avec les Inuits

Troisième étape du voyage d'Annick Cojean dans le monde esquimaux. p. 11 et notre grand jeu-concours p. 24

### Aéronautique : Londres à l'unisson

Les Britanniques sont désormais prêts à s'impliquer dans la restructuration de l'aéronautique européenne.

### L'unique voyage de Charles Darwin

L'auteur de *De l'origine des espèces* ne fit qu'un voyage dans sa vie. Mais il dura cinq ans, de 1831 à 1836, et a bouleversé notre conception de l'évolution animale.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 25 D; Espagne, 225 PTA; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,40 \$; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Malaisie, 10 RM; Norvège, 10 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 5 F; Suède, 200 F; Suisse, 2,50 CHF; Taiwan, 1,20 \$; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-827-7,50 F



### Le premier ministre finlandais en papa modèle

STOCKHOLM. de notre correspondant en Europe du Nord. Entre premiers ministres nordiques, on a parfois des attentions touchantes. En visite à Helsinki, le week-end dernier, le dirigeant norvégien Kjell Magne Bondevik a offert une layette à son hôte Paavo Lipponen. A cinquante-sept ans, le chef du gouvernement finlandais est devenu père pour la seconde fois, le 21 août. Et il compte bien s'occuper lui-même du bébé : il a décidé de prendre un congé parental d'une semaine, dès que sa jeune épouse sera sortie de l'hôpital.

La grossesse de Päivi Hertzberg, trente et un ans, fut l'une des plus médiatisées de l'histoire de la République. Les Finlandais suivent de très près le couple depuis leur rencontre lors d'une réunion social-démocrate, alors que Paavo Lipponen n'avait pas encore divorcé de sa première femme. Leur mariage, en janvier, fut digne d'une noce royale. Et suivi, donc, par la naissance d'une petite fille, de 3,5 kilogrammes, dont le prénom ne sera connu qu'ultérieurement. M. Lipponen va donc interrompre ses activités pour s'occuper du nouveau-né, avec son épouse, au domicile

familial. Le ministre de l'économie, Sauli Niinistö, assurera l'intérim. Peu importe qu'il soit conservateur alors que le premier ministre est social-démocrate : la Finlande est dirigée dans une relative harmonie par une coalition « arc-en-ciel » gauche-droite.

C'est la première fois qu'un membre masculin du gouvernement finlandais utilise la possibilité de prendre un congé parental, instauré il y a une vingtaine d'années pour les pères. La loi les autorise à prendre six à douze jours ouvrables, moyennant une indemnité journalière variable selon les revenus mais n'excédant pas 440 marks (490 francs). Un système qui a la préférence du premier ministre par rapport au modèle suédois. Chez le voisin scandinave, le père a obligation de prendre au minimum trente jours pour s'occuper chez lui de son enfant en bas âge. Un congé parental rémunéré à 80 % du salaire et qui peut être étalé sur huit ans. Ces journées servent d'ailleurs souvent plus à rallonger des vacances ou à regarder le sport à la télévision.

Le développement des congés parentaux se heurte notamment au peu d'empressement

des employeurs à laisser le personnel masculin s'investir à plein temps, lui aussi, dans les couches et les biberons. Aussi le ministre finlandais des affaires sociales prépare-t-il une campagne afin de valoriser le rôle du père au foyer. Et, se dit-on au ministère, quel meilleur héraut de cette cause que Paavo Lipponen ? Le premier ministre devrait bientôt se voir proposer de la promouvoir. A l'entendre déjà exhorter les pères à assister à l'accouchement, il n'est pas exclu qu'il accepte.

Homme réputé naguère bourru et peu souriant, le premier ministre semble s'être métamorphosé. Sans doute faut-il voir l'influence de sa dynamique épouse, mais la proximité des élections législatives pourrait aussi y être pour quelque chose. Des affaires politico-financières ont entaché l'image des sociaux-démocrates en 1997, et leur maintien au pouvoir après le scrutin de mars 1999 est loin d'être acquis. Ce qui ne décourage pas la très populaire Päivi Hertzberg de se lancer dans la politique nationale : elle est candidate à un siège de députée à Helsinki.

Antoine Jacob

Lire page 9

## La littérature contre Jean-Marie Le Pen

C'EST ENTENDU, la France est championne du monde de football : la République est renforcée sur des bases saines ; la liberté, l'égalité, la fraternité, brillent partout par leur évidence ; tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, la haine est vaincue, l'exclusion aussi, le racisme n'est plus qu'un mauvais

souvenir. On a vu tout un peuple en léses, peaux blanches ou brunes tatouées aux trois couleurs ; on a admiré non seulement les joueurs, mais toute une jeunesse sportive, enthousiaste, au milieu de laquelle le président flottait, comme en pleine ivresse. Quel jour noir pour le fascisme ainsi écrasé, humilié, gommé ; quel moment radieux de

conscience. L'automne, déjà, et les premiers brouillards s'appellent sans-papiers, immigration, chômage, misère, crise asiatique, débâcle du rouble, angoisses autour de l'euro. C'est la rentrée : scolaire, politique, littéraire. Je lis un bref roman, et non seulement je le trouve littérairement excellent, mais politiquement remarquable

de justesse (ce qui est le contraire de correct). Un roman pourrait donc, à un moment donné, être plus vrai, sur la situation réelle d'un pays, que toutes les analyses, discussions, protestations, manifestations, pétitions et proclamations ? Oui, et le voici : *Le Procès de Jean-Marie Le Pen*, de Mathieu Lindon (POL, 144 p., 80 F). C'est un livre exact, clair, subtil, drôle, terrible. Un livre de contrepoison et de contre-illusion. Un exorcisme efficace, comme toute bonne littérature.

L'histoire est simple, elle a déjà eu lieu d'une autre façon, elle peut avoir lieu de nouveau demain. Un jeune militant du Front national, colleur d'affiches, tue en pleine rue, à la carabine, un jeune Français d'origine algérienne (comme on dit). Nous assistons à son procès, dont l'opinion, presque unanime, attend qu'il soit aussi le procès de Le Pen. Un coupable ne suffit pas, il faut un responsable, et ce dernier, avec ses provocations continuelles et ses appels à la haine, est tout désigné. Le personnage principal, ici, est pourtant l'avocat du tueur : « Un jeune homme de gauche, à la vie personnelle, très personnelle. [...] Fils d'avocats juifs, M. Mine a les cheveux longs, il est élégant, il a trente ans. »

Philippe Sollers pour *Le Monde*

Lire la suite page 14

### Il joue à faire le comédien



JAMEL DEBBOUZE

DE LA BANLIEUE à Canal Plus, du comique à l'acteur (dans *Zonzon*, de Laurent Bouhnik, qui sort sur les écrans mercredi 26 août), Jamel Debbouze est devenu Jamel. Son parler issu des cités n'explique pas à lui seul sa trajectoire fulgurante d'humoriste en perpétuel état d'invention de gags et d'un personnage unique : lui-même. « Je ne suis pas comédien, je joue à faire le comédien », explique-t-il.

Lire page 21

International	2	Communication	16
France	6	Tableau de bord	16
Carnet	8	Aujourd'hui	18
Société	9	Météorologie	20
Régions	10	Jeux	20
Abonnements	10	Culture	21
Horizons	11	Cadex culturel	22
Entreprises	15	Radio-Télévision	23

## BERTRAND VISAGE



Une histoire d'amour à trois dans un Paris déglingué et dangereux.

Editions du Seuil



**CROISSANCE** Alors que la chute du rouble entraîne dans la crise de nouvelles devises (le dollar australien, le dollar canadien, la couronne norvégienne, etc.), les écono-

mistes restent divisés sur l'impact de la crise monétaire mondiale sur l'activité en Europe et aux États-Unis. Dans leur majorité, ils estiment que la croissance en Europe ne devrait

pas en être fortement affectée. La crise russe vient cependant renforcer les inquiétudes. **LES CRAINTES** ne concernent pas tant l'effet sur la croissance européenne - l'économie

russe pèse peu - que l'éventualité d'une crise de confiance qui pourrait gagner l'ensemble des pays émergents. **À MOSCOU**, où le rouble était à nouveau, mercredi 26 août,

en chute libre, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, avait annoncé, mardi, que seul un tiers de la dette intérieure serait remboursé aux investisseurs étrangers.

## La crise russe menace moins l'Europe que les pays émergents

Ni l'impact de la dette de Moscou ni la chute du rouble ne paraissent suffisants pour écorner sérieusement les perspectives de croissance des Quinze. Les pays en développement sont plus exposés aux secousses des marchés

« L'ASIE la nuit, la Russie le matin et l'Amérique latine l'après-midi. » Il ne se passe plus une journée sans qu'une mauvaise nouvelle monétaire, financière ou économique ne vienne d'un pays en développement. Partie d'Asie, il y a un peu plus d'un an, la grande vague de défiance des investisseurs et ses corollaires - fuite des capitaux, dévaluations, faillites, récessions, crises sociales et politiques - a touché la Russie, forcé de dévaluer, de se déclarer en cessation de paiements, et menace aujourd'hui le continent sud-américain. Le tour du monde est bouclé. Les économies occidentales, nord-américaine et européenne, ont été épargnées jusqu'ici, comme deux havres de prospérité dans une planète ravagée par les cyclones.

Cet isolement peut-il durer ? Les responsables européens se veulent rassurants. La Commission de Bruxelles a expliqué que la crise russe n'était pas une cause suffisante pour réviser les perspectives à la baisse. Le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, devrait dans quelques jours souligner sa grande confiance dans la solidité de la reprise française. Les marchés boursiers, après un mou-

vement de quasi-panique, vendredi 21 août, se sont stabilisés depuis le début de la semaine.

Les économistes sont, dans leur très grande majorité, du même avis. « Il ne faut pas s'alarmer », résume Dominique Barbet, responsable de recherches à Paribas Capital Market. Les craintes émises au début de la crise asiatique, il y a quinze mois, n'étaient pas justifiées. Les effets négatifs et les effets positifs se sont compensés. Première crainte : le krach asiatique allait entraîner un effondrement des exportations occidentales. En fait, la baisse des ventes a été relative et elle a été compensée par la bonne tenue des marchés des pays industrialisés. Deuxième peur : les produits des pays asiatiques vont défendre en Europe à prix cassés mettant à bas des secteurs entiers. En réalité, « les industriels asiatiques ont été encore plus désorganisés qu'on le pensait et ils ont été incapables d'exporter massivement chez nous », selon Dominique Barbet. Ils se sont fait concurrence surtout entre eux. Si pression sur les prix il y a eu néanmoins en Europe, notamment aussi du fait de la baisse des cours des matières premières, son effet

macro-économique s'est révélé excellent : les prémisses d'un regain d'inflation ont été étouffées et beaucoup de pouvoir d'achat a été distribué aux ménages. Nous vivons une sorte de deuxième contre-choc pétrolier.

### AFFLUX DE CAPITAUX

Aux États-Unis, le ralentissement de la croissance qui était en cours a sans doute été un peu plus marqué du fait de la crise asiatique et, surtout depuis cet été, de la crise japonaise. Le rythme (annuel) d'expansion est tombé de 5,5 % au premier trimestre à 1,4 % au deuxième. Mais la consommation des ménages américains est restée soutenue et les perspectives de renchérissement des taux d'intérêt par la Federal Reserve (Fed) se sont éloignées. « La crise asiatique a fait le travail de Greenspan (le président de la Fed) », note Philippe d'Arvisenet, directeur des études à la BNR.

Bonne consommation et faible inflation ont donc consolidé la croissance en Occident. Un troisième phénomène positif est venu la renforcer encore : l'afflux de capitaux. Fuyant l'Asie du Sud-Est, la Chine, le Japon, la Russie, les in-

vestisseurs se sont rabattus sur les pays plus sûrs. Ces milliards de dollars ont provoqué une hausse des Bourses (elle aussi bénéfique pour les revenus des ménages) et une baisse des taux d'intérêt en Europe à des niveaux historiquement bas. Et l'argent pas cher est bon à la fois pour la consommation et pour l'investissement.

La crise russe va-t-elle assombrir le paysage ? Le très faible poids économique de ce pays devrait rendre la réponse négative. Le produit intérieur brut (PIB) russe n'est que le tiers de celui de la France, ses exportations ne représentent que 2,6 % des exportations mondiales, les investissements occidentaux sur place ont jusqu'ici été spectaculaires, c'est-à-dire qu'ils sont déjà partis. La crise russe est un événement géostratégique mais un non-événement économique. « L'effet sur la croissance européenne sera nul », tranche un économiste du gouvernement français. Même les banques allemandes, qui sont les plus engagées à l'est, ne devraient pas subir de graves répercussions : « Je ne vois aucune raison d'inquiétude », a expliqué mardi Manfred Weber, le directeur de la Fédération des banques allemandes.

Et ensuite ? Après la Russie quel pays va sombrer ? Les opérateurs des marchés - qui ont pour métier de chercher inlassablement quelle sera la prochaine monnaie à « décrocher », afin de protéger les capitaux qu'ils gèrent, afin de spéculer aussi - passent le Globe en revue depuis la dévaluation du rouble le 17 août. Deux cibles leur paraissent fragiles : l'Europe de l'Est et l'Amérique latine.

### ILOTS DE PROSPÉRITÉ

Si les pays de l'ancienne Union soviétique, très liés à la Russie, sont menacés, Pologne, Hongrie, ou la République tchèque ont, en revanche, un commerce désormais tourné vers l'Ouest, ce qui devrait les mettre à l'abri (lire ci-dessous). Mais l'Amérique latine, dont la moitié des exportations est faite de pétrole et de matières premières, est touchée de plein fouet par la chute des prix.

A nouveau rassurants, les économistes soulignent que, quelle que soit la contagion future, les États-Unis et l'Europe ne subiront qu'un impact limité parce que leur croissance a des moteurs internes forts et que seulement 13 % du

commerce de l'Euroland et 12 % de celui des États-Unis se fait avec des pays extérieurs à la zone. Ilots de prospérité, l'Amérique et l'Europe sont grosses et protégées. Si révision des perspectives économiques il y a donc à la rentrée, elles ne devraient pas être très fortes : « au grand maximum de 0,5 % », assure un économiste. La croissance prévue pour 1999 était jusqu'à présent autour de 2,8 % en Europe et de 2 % à 2,5 % aux États-Unis.

Il reste un scénario noir possible : qu'une récession en Amérique latine fasse brutalement peur à Wall Street, entraînant une panique et des retraits massifs des ménages américains, la suite est alors totalement imprévisible. Les phénomènes psychologiques ont pris une telle importance dans l'économie moderne qu'un retournement n'est jamais à exclure.

L'économie mondiale est entre les mains des marchés. La crise asiatique n'a pas conduit à l'effondrement généralisé que certains redoutaient. Mais elle apprend que la matière économique est devenue un gaz explosif.

Eric Le Boucher  
et Eric Leser

## A Moscou, une économie guettée par un retour de l'hyperinflation

### MOSCOU

de notre correspondant

Le rouble continuait sa chute rapide à Moscou, mercredi 26 août, atteignant dans la matinée un cours de 8,26 pour un dollar, ce qui a provoqué un arrêt des échanges. La veille, une brusque chute de 9 % du rouble avait déjà démontré que la Banque centrale russe (BCR) n'a pas les moyens de défendre, à la fois, sa monnaie et son système bancaire croulant sous les dettes, ce qui place le nouveau pouvoir devant des choix qui ne peuvent plus être reportés.

La panique semble avoir saisi les milieux bancaires, où circulaient, mardi, des rumeurs, alarmistes, mais non vérifiées, sur l'imposition prochaine d'un gel « provisoire » des comptes en dollars. Dans la rue, des files d'attente de Moscouvites, représentant la classe moyenne naissante en Russie, s'allongeaient, dès lundi, devant les guichets de certaines banques, dont SBS-Agro, Inkombank, Menatep et Most, dans l'espoir, souvent vain, d'en retirer leurs économies en dollars.

Il s'agit des principales banques commerciales russes ayant créé des réseaux de service aux particuliers. Près de 80 % des Russes ont cependant conservé leurs comptes à l'ancienne Caisse d'épargne soviétique, la Sberbank, à majorité étatique. Mais elle aussi est en position critique, car elle détient, avec la BCR qui doit la soutenir, la moitié au moins des bons du Trésor (GKO)

émis par le gouvernement ces dernières années à un rythme ayant fini par en faire une « pyramide », laquelle vient de s'écrouler.

La dette intérieure de l'État, dont le tiers serait détenue par des étrangers, a été gelée le 17 août, quand fut annoncée une dévaluation et un moratoire de 90 jours sur les dettes commerciales extérieures. Or les modalités de la restructuration de quelques 33 milliards de dollars de GKO, dont l'annonce fut reportée à deux reprises, ont finalement été

arrêtées, mardi soir, par le nouveau premier ministre par intérim Viktor Tchernomyrdine et contréesignées par Boris Eltsine : extrêmement défavorables aux détenteurs de GKO, elles correspondent à une confiscation de 70 % au moins et limitent au maximum la possibilité d'en retirer des dollars. Le but étant de tenter de protéger le rouble, qui avait subi mardi, premier jour ouvrable sur le marché des changes depuis le changement de gouvernement, la plus forte attaque intervenue depuis 1994, quand l'inflation était encore forte.

Diverses raisons ont été avancées pour expliquer cette chute, dont les premières déclarations de M. Tchernomyrdine sur l'échec du monétarisme à tout résoudre en Russie. Le chef de son parti Notre maison la Russie, Alexandre Chokhine, a renchéri mardi en affirmant que « le 17 août, le jour où l'ancien gouvernement a mis la Russie en banqueroute, l'ère du libéralisme a pris fin dans le pays ». Mais le porte-

parole de la BCR, Irina Iassine, a précisé que l'attaque sur le rouble a été provoquée par la décision de la Banque centrale, prise en fin de semaine, de réduire certaines réserves obligatoires des banques commerciales après d'elle.

La BCR voulait permettre à ces banques de répondre aux demandes de roubles des petits déposants, selon M<sup>me</sup> Iassine, mais elles

Dès la semaine dernière, elle avait pourtant laissé entendre que le montant de ses réserves, estimé aujourd'hui à moins de 12 milliards de dollars, ne lui permettrait plus de continuer à défendre le rouble, même s'il devait descendre en-dessous du plancher fixé à 9,5 pour un dollar jusqu'à fin décembre, lors de « l'élargissement de son corridor de fluctuation » le 17 août.

### Refinancement de la dette intérieure

Le gouvernement russe va offrir aux détenteurs de bons du Trésor expirant d'ici à la fin de 1999 de les échanger soit contre des obligations de 3, 4 ou 5 ans libellées en roubles, soit contre des obligations à 8 ans libellées en dollars, a indiqué mardi 25 août le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. Au total, c'est une dette de l'ordre de 250 milliards de roubles (193 milliards de francs) que l'État russe cherche à refinancer selon un schéma qui, à en croire les banquiers, pénalisera les détenteurs actuels de bons du Trésor en leur offrant un rendement inférieur à 30 %. Un tiers de ces bons sont possédés par des étrangers.

Le nouveau gouvernement russe espère se donner une marge de manœuvre pour venir à bout de la crise financière que traverse le pays. « Ce n'est pas la fin des problèmes pour la Russie, ce n'est que le début », a estimé Raul Elizalde, un financier de Santander Securities à New York.

ont préféré diriger les sommes ainsi libérées (l'équivalent de près de 500 millions de dollars) à l'achat de dollars sur le marché des devises. Celui-ci fut interrompu à deux reprises mardi matin, mais à chaque reprise, le rouble tombait encore et la BCR est finalement intervenue, grillant encore près de 500 millions de dollars.

L'État ne pouvant plus recevoir de crédits étrangers, ni compter sur des recettes de la privatisation, ni escompter augmenter sérieusement ses levées d'impôts, « la seule issue est d'augmenter l'émission » (de billets), a déclaré mardi Piotr Aven, président d'Alfa, une de principales banques russes, qui se sont mieux que d'autres de la crise.

« Mais celle-ci doit être raisonnable, pour garder à terme l'inflation dans des limites de 20 à 30 % », a-t-elle précisé.

### TENTATION

En réponse, le jeune premier ministre libéral limogé dimanche, Sergueï Kirilenko, a affirmé que le gouvernement doit se garder au maximum de cette tentation, « qui risque de replonger la Russie dans la situation d'hyperinflation qu'elle a connue en 1991, lors de l'effondrement de l'URSS ». Son successeur, Viktor Tchernomyrdine, tout en affirmant, mardi soir, qu'il était prêt, s'il le fallait, à prendre « les mesures les plus dures », affirmait en même temps qu'il avait « l'intention de tout faire pour l'éviter ». Mercredi, il s'est déclaré « extrêmement mécontent du travail de la Banque centrale ces deux derniers jours ». Il a annoncé son intention de convoquer mercredi le président de la BCR, Iouri Doubinine, pour lui « parler sérieusement », sans préciser s'il lui reprochait de n'avoir pas assez soutenu le rouble ou certaines banques.

La tourmente qui emporte ces dernières les a amenées à annoncer, mardi, des projets de fusion, dont la nécessité était évidente depuis des mois, mais qui semblent aujourd'hui surtout dictés par l'urgence politique. « Elles doivent atteindre une masse critique en terme d'influence pour éviter de tomber sous le coup des mises en faillites inévitables », estimait, mardi, un banquier occidental.

Un premier projet de fusion des banques Onexim, Menatep et Most, dont des responsables ont démenti qu'il s'agissait en fait d'un rachat par la première des deux autres, a vu le jour. Un second projet rassemble la NRB et Inkombank, qui entrent dans la nébuleuse du monopole gazier Gazprom. Ce dernier reste la principale base d'appui de M. Tchernomyrdine et ses actions ont gagné si vite, après sa nomination, que les échanges sur la Bourse russe, jusque-là exsangues, ont dû être plusieurs fois stoppés. Deux autres groupes devraient se former autour du maire de Moscou et de la Sberbank. M. Tchernomyrdine s'est donc plaint, mardi, du « caractère trop politique en Russie de la question du rouble ». Plusieurs médias l'ont en effet accusé d'avoir été remis en selle par de nouvelles intrigues de l'oligarchie Boris Beresovski, celui-là même qui fut accusé en mars dernier d'avoir provoqué sa chute. Une rencontre entre M. Beresovski et M. Tchernomyrdine aurait en lieu à la mi-août dans une villa près de Cannes, rapporte la presse.

Le jeune Boris Nemtsov, qui a démissionné du gouvernement de son ami Kirilenko, a en outre accusé les oligarques d'avoir précipité les événements en ayant appris les plans de mise en faillite de grosses banques et entreprises pétrolières que l'ancien cabinet voulait soumettre, lundi, au président Eltsine.

Sophie Shihab

## L'Ukraine est plus vulnérable que les autres pays d'Europe de l'Est

LA CRISE FINANCIÈRE russe ne devrait pas contaminer durablement les économies des pays d'Europe centrale et orientale, car leurs échanges commerciaux se sont surtout développés avec l'Union européenne (UE) au détriment de la Russie. Pour les six premiers mois de

1998, 63 % des exportations de la République tchèque se sont faites avec l'UE, contre 3,1 % vers la Russie, celles de la Hongrie ont représenté 4,3 % (contre 24 % vers l'UE), ce chiffre étant de 8,2 % pour la Pologne (contre 66 % vers l'UE).

Dans l'immédiat, les pays les plus exposés à la contagion sont les ex-républiques soviétiques, et plus particulièrement l'Ukraine, qui a gardé des liens étroits avec la Russie. « Nous ne pouvons pas ne pas être inquiets de ce qui se passe dans ce pays », a déclaré, lundi 24 août, le président ukrainien, Léonid Kouchma. Une rencontre entre les deux présidents est prévue les 18 et 19 septembre à Kharkov tandis que le traité d'amitié qu'ils signèrent en 1997 ainsi que celui portant sur le partage de la mer Noire n'ont toujours pas été ratifiés.

Absorbant 40 % des exportations de l'Ukraine, la Russie est son premier partenaire commercial. Les investissements russes sont à la septième place et représentaient - au 1<sup>er</sup> juillet 1998 - la somme de 160,3 millions de dollars (près de 961 millions de francs), soit 6,6 % des investissements étrangers (au total 2,470 milliards de dollars depuis 1991). Les systèmes bancaires des deux pays sont si étroitement imbriqués que, si les banques russes s'effondrent - comme le craignait récemment le ministre des finances, Mikhaïl Zadornov, estimant qu'une trentaine, sur les mille six cents existantes, survivraient -, les banques ukrainiennes, qui ont d'importantes créances en dollars, suivront.

La monnaie locale, la hryvna - stable depuis son lancement en septembre 1996 -, s'est affaiblie dès l'annonce, le 17 août, de la dévaluation de facto du rouble. Trois jours plus tard, la banque centrale d'Ukraine révélait que ses réserves

en devises avaient chuté de près d'un tiers en deux mois, tandis que le maintien d'un corridor de fluctuation de 1,80-2,25 hryvnas pour 1 dollar semblait de plus en plus hypothétique. Pis, le FMI a reporté, mercredi 26 août, l'octroi d'un crédit, très attendu à Kiev, de 2,2 milliards de dollars.

### INDUSTRIE OBSOLETE

La menace de contagion intervient alors que l'économie ukrainienne connaissait, pour la première fois depuis 1989, un léger mieux avec un produit intérieur brut (PIB) en augmentation de 0,4 % et une hausse de 54 % des investissements étrangers pour le premier semestre. L'Ukraine est engeignée, depuis sept ans, dans le cortège de maux inhérents aux économies post-soviétiques : baisse de la production, industrie obsolète (jadis un des fleurons de l'économie soviétique, elle concentrait un tiers

de la production d'armement de l'URSS), agriculture essoufflée, hausse des impôts et appauvrissement de larges segments de la population. L'Ukraine est aussi lourdement endettée. Plus de 90 % des recettes budgétaires du premier semestre 1998 ont servi à rembourser la dette, qui se monte à 40 milliards de hryvnas (environ 110 milliards de francs, dettes interne et externe confondues).

Les équipes dirigeantes qui se sont succédé depuis l'indépendance en 1991 (le pays a connu sept premiers ministres en sept ans) n'ont pas su imposer les réformes structurelles nécessaires. Les privatisations ont été gelées, la réforme du système fiscal est bloquée par un Parlement dominé par les communistes et les agrariens hostiles à la privatisation de la terre. La corruption est omniprésente et l'économie grise prospère. Comme en Russie, le mé-

contentement social menace, car 11 millions de salariés (sur une population totale de plus de 50 millions) n'ont rien touché depuis des mois et le volume des impôts (16 milliards de francs en juin, dont 55 % détenu par le secteur privé) est en augmentation.

C'est donc plein d'incertitudes que les Kievitains ont assisté, mardi 24 août, à une parade militaire sur le Khreshchatik, l'artère principale de la capitale, reconstruite après la guerre dans le style néo-classique cher à Staline, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, proclamée sept ans plus tôt. Pour nombre d'Ukrainiens, gagnés par la nostalgie, le bilan est mitigé. Il est à craindre que les maigres acquis des derniers mois soient bien vite balayés par le contrecoup de la crise russe.

Marie Jégo

Bernard Thomas  
**LES VIES D'ALEXANDRE JACOB**  
roman  
Ca se devore pas, ça se dévale.  
Jean-Louis Esnèze, France Inter  
374 p., 120 F. mazarine



Les perspectives de croissance

RUSSIE	1997	1998	1999
RÉP. TCHÈQUE	+0,9 %	+1,2 %	+2,8 % (juin)
HONGRIE	+4,9 %	+1,1 %	+2,8 % (juin)
POLONIE	+3,2 %	+1,2 %	+2,8 % (juin)
CHINE	+5,8 %	+2,1 %	+3,5 % (juin)
HONGKONG	+2,8 %	+1,2 %	+16,8 % (juin)
INDE	+4,3 %	+1,2 %	+7,2 % (juin)
INDONÉSIE	+0,2 %	+1,1 %	+17,7 % (juin)
MALAISIE	+1,8 %	+1,1 %	+8,4 % (juin)
PHILIPPINES	+1,7 %	+1,2 %	+8,8 % (juin)
CORÉE DU SUD	+3,8 %	+1,2 %	+24,7 % (juin)
THAÏLANDE	+0,4 %	+1,2 %	+4,8 % (juin)
ARGENTINE	+0,9 %	+1,2 %	+6,1 % (juin)
BRESIL	+1,1 %	+1,2 %	+6,4 % (juin)
MEXIQUE	+0,6 %	+1,2 %	+6,4 % (juin)
VENEZUELA	+5,1 %	+1,2 %	+6,5 % (juin)

GRANDE-BRETAGNE	+2,6 %	21
CANADA	+3,8 %	11
FRANCE	+3,4 %	11
ALLEMAGNE	+3,8 %	11
ITALIE	+2,5 %	11
JAPON	+3,7 %	11
PAYS-BAS	+4,2 %	11
ESPAGNE	+3,7 %	11
SUÈDE	+4,1 %	11
ÉTATS-UNIS	+3,5 %	21

1. = en rythme annuel au premier trimestre  
2. = en rythme annuel au deuxième trimestre  
(\*) = en % monnaie locale

Nombres de pays émergents sont touchés par la crise asiatique. L'Europe et les États-Unis apparaissent épargnés.

## Le Brésil touché par les turbulences des crises russe et asiatique

RIO DE JANEIRO  
de notre correspondant

En annonçant, lundi 24 août, la suspension jusqu'à la fin de l'année des restrictions décreées moins de six mois plus tôt pour décourager les placements en devises à très court terme sur le marché financier brésilien, le porte-parole de la banque centrale de Brasilia a invoqué la nécessité de « rendre moins confortable la traversée de la période de turbulences » déclenchée par la crise russe.

Les capitaux trop volatils, que le président de la banque centrale, Gustavo Franco, tenait voilà peu pour « méprisables », ont donc retrouvé une odeur tout à fait supportable. Les 5,8 milliards de dollars (35 milliards de francs) qui ont déserté le pays depuis le début du mois ont permis, il est vrai, d'évaluer rapidement l'intensité de l'onde de choc : la préservation des réserves de change, officiellement estimées à environ 70 milliards de dollars, est redevenue la priorité première du président social-démocrate, Fernando Henrique Cardoso, dont les derniers sondages prévoyaient, avant la dévaluation du rouble, la réflexion triomphale dès le premier tour du scrutin fixé au dimanche 4 octobre.

Après l'effondrement du peso mexicain (décembre 1994), puis celui du baht thaïlandais (juillet 1997), qui a entraîné dans sa chute la plupart des monnaies de la région, c'est maintenant la déconfiture de l'économie russe qui fait planer la menace d'une nouvelle attaque spéculative contre le réal brésilien. D'autant que l'épidémie semble sur le point de frapper l'Amérique du Sud : durement touchée par la forte baisse des cours du

pétrole, sa principale richesse, le Venezuela devrait sous peu se résigner, selon de nombreux analystes, à laisser filer le bolivar, la devise nationale. La méfiance croissante et généralisée des investisseurs à l'égard de l'ensemble des pays émergents se traduit pour l'heure, au Brésil, tant par la dépréciation brutale des titres de la dette extérieure (le plus négocié, le C-Bond, cotait lundi 56,62 % de sa valeur faciale contre 76,31 % il y a un mois) que par la déprime persistante du marché des actions (l'indice de la Bourse de Sao Paulo a perdu près de 30 % au cours des trois dernières semaines).

Mêmes errements, même châti-

**Affecté par la forte baisse des cours du pétrole, sa principale richesse, le Venezuela devrait sous peu se résigner, selon de nombreux analystes, à laisser filer le bolivar, la devise nationale.**

ment, la croissance, avec une incidence négative sur les rentrées fiscales. Comme le note un éditorialiste du quotidien *la Folha de São Paulo*, le « *neud gordien*, c'est le change ». En poursuivant sa politique du réal fort (surévalué pour la plupart des experts brésiliens et internationaux) qui a eu raison de l'hyperinflation, Brasilia est condamnée à naviguer à vue entre deux écueils : la récession, déjà perceptible dans certains secteurs où le chômage bat tous les records, et l'étranglement financier

freinant la croissance, avec une incidence négative sur les rentrées fiscales. Comme le note un éditorialiste du quotidien *la Folha de São Paulo*, le « *neud gordien*, c'est le change ». En poursuivant sa politique du réal fort (surévalué pour la plupart des experts brésiliens et internationaux) qui a eu raison de l'hyperinflation, Brasilia est condamnée à naviguer à vue entre deux écueils : la récession, déjà perceptible dans certains secteurs où le chômage bat tous les records, et l'étranglement financier

qui résulterait, dans le cas d'une tentative précipitée de relance économique, d'un abaissement important des taux d'intérêt, initiative qui ferait simultanément fuir les capitaux spéculatifs et flamber le déficit de la balance commerciale.

En pleine campagne, M. Cardoso se pose en meilleur garant de la consolidation du plan réal, mis en place en juillet 1994 et plébiscité trois mois plus tard par les électeurs, dont il fut le maître d'œuvre du temps où il dirigeait le ministère des finances. Le chef de l'Etat rappelle volontiers que son pays a jusqu'ici efficacement résisté aux diverses tentatives financières, dont l'épicentre s'est successivement déplacé du Mexique en Russie, après avoir transité par l'Asie. Pour ses partisans, le succès inespéré de la récente privatisation des télécommunications, dont les douze sociétés holdings ont été adjudgées pour un montant global de 19,10 milliards de dollars (115 milliards de francs, *Le Monde* du 31 juillet), représente la meilleure preuve que le Brésil conserve, en dépit du début de panique consécutif au moratoire russe sur la dette extérieure, la confiance des investisseurs étrangers.

Les investissements directs, les privatisations et les concessions au secteur privé devraient rapporter cette année quelque 20 milliards de dollars (120 milliards de francs), de quoi financer dans les meilleures conditions près de 60 % du déséquilibre prévu des comptes courants (de l'ordre de 35 milliards de dollars). Il n'empêche que, à la suite d'un exposé un brin sulfureux d'un représentant du FMI sur le déficit public brésilien, le ministre des finances, Pedro Malan, s'est dernièrement senti dans l'obligation d'annoncer, sans plus de précisions, « des mesures fiscales » qui prendraient effet peu après la victoire attendue de M. Cardoso à l'élection présidentielle.

Seul rival en mesure d'atteindre le second tour, qui aurait lieu le 25 octobre, Luis Inacio « Lula » da Silva, leader historique du Parti des travailleurs, a réorganisé sa campagne télévisée en fonction de l'« extrême dépendance » du plan réal à l'égard des capitaux étrangers, que la crise économique russe a opportunément remplacé sous les feux de l'actualité.

Jean-Jacques Sévillia

## Hongkong tente de défendre son dollar

UNE BATAILLE boursière de grande ampleur est engagée depuis le 14 août entre les investisseurs internationaux et la Hongkong Monetary Authority (HKMA). L'enjeu : la défense du pegh, ce lien unissant le dollar de Hongkong au billet vert depuis 1983, à un cours proche de 7,80.

Depuis de longues semaines, les cambistes parient sur une rupture de ce lien (avec, à la clé, une possible dévaluation du dollar de Hongkong de 30 %) pour renferrer les difficultés économiques du territoire. Le produit intérieur brut s'est contracté de 2,8 % au premier trimestre 1998 et devrait baisser de 5 % au deuxième. Jeudi 20 août, Tung chee-hwa, le chef de l'exécutif, a prévenu : « Les troisième et quatrième trimestres devraient être très difficiles, et je pense que les difficultés devraient se prolonger l'année prochaine. » Forts de cette conviction, les opérateurs ont massivement vendu des dollars de Hongkong. Mais, dans un système de change

fixe, ce mouvement a automatiquement entraîné un relèvement des taux d'intérêt à court terme (ceux à trois mois ont été propulsés à 12,33 %). Cette défense est imparable puisque les autorités du territoire, en augmentant le loyer de l'argent, empêchent les spéculateurs d'emprunter des dollars de Hongkong pour les vendre. Mais elle ne peut être brandie longtemps, car elle handicape les entreprises déjà confrontées à une récession.

### LE POINT FAIBLE

Bloqués sur le marché des changes, les spéculateurs ont reporté leurs attaques sur celui des actions. Ils ont massivement vendu des titres (et donc des dollars de Hongkong) à découvert, en espérant les racheter à un prix inférieur. Car le marché des actions est le point faible du système : depuis le début de la crise asiatique en été 1997, l'indice Hang Seng a abandonné 60 % de sa valeur pour descendre à 6 660

points, le jeudi 13 août. La Hongkong Monetary Authority a donc décidé de réagir en achetant massivement des actions et des contrats à terme sur l'indice. Résultat, en sept séances, l'indice a artificiellement rebondi de 18,4 %. L'autorité monétaire du territoire aurait investi dans cette opération plus de 2 milliards de dollars américains, selon les spécialistes. Des sommes prélevées sur les réserves de change de 96 milliards de dollars américains.

Le but de la manœuvre est simple. Elle vise à forcer les spéculateurs à racheter les actions vendues à découvert. Pris à revers, certains sont obligés de constater une perte. Mais d'autres tiennent leurs positions et parient que la HKMA ne pourra pas soutenir le marché très longtemps. La guerre des nerfs est intense. Le vendredi 21 août, la HKMA a ralenti ses interventions, laissant l'indice plonger de 2,8 %. Mais c'était pour mieux reprendre. L'offensive le lundi 24 août. Ses achats ont alors fait grimper le marché de 4,8 %.

L'issue de ce bras de fer pourrait se décider le vendredi 28 août. Les autorités de Hongkong rendront publiques les statistiques économiques pour le deuxième trimestre. Et cette séance marquera également l'arrivée à échéance des contrats à terme sur l'indice Hang Seng. Si les spéculateurs ont les reins assez solides pour reporter leurs positions sur le mois suivant, la HKMA pourrait perdre une manche décisive. S'ils doivent couper leurs positions, elle aura nettement pris le dessus.

Enguérand Renaud

## Baisse du PNB en Corée du Sud et en Thaïlande

Le produit national brut (PNB) par habitant doit chuter en Corée du Sud de 34,8 % en 1998 par rapport à 1997, ont affirmé mercredi 26 août des responsables sud-coréens. Si ces prévisions se confirment, le PNB par habitant chutera à son niveau d'il y a huit ans pour atteindre entre 6 200 et 6 400 dollars contre 9 511 dollars en 1997, a annoncé le ministère des finances. La Banque centrale a indiqué que le produit intérieur brut a reculé à un rythme annuel de 5 % au premier semestre, soit un peu plus que prévu. Le won devrait rester relativement stable, à 1 400 wons pour 1 dollar.

Pessimisme aussi en Thaïlande, où la baisse du PNB, d'abord estimée à 5,5 %, pourrait être de 7 % en 1998 (pour 0,4 % en 1997), écrivent les autorités de Bangkok dans leur lettre d'intention trimestrielles au Fonds monétaire international. La Thaïlande devrait tirer une nouvelle tranche de 494 millions de dollars (2864 millions de francs) sur l'enveloppe totale de crédits de 17,2 milliards qui lui a été accordée par la communauté internationale.

## Un mort et vingt-quatre blessés dans un attentat à la bombe en Afrique du Sud

LE CAPE. Une femme a été tuée et 24 autres personnes ont été blessées, mardi soir 25 août, par l'explosion d'une bombe dans le restaurant Planet Hollywood du Cap. Une personne se réclamant d'une petite organisation radicale, les Musulmans contre l'oppression globale, a revendiqué la responsabilité de l'attentat, dans un appel téléphonique à une radio locale.

Le correspondant a annoncé que « la guerre sainte a débuté » et que l'explosion était liée aux raids américains du 20 août contre le Soudan et l'Afghanistan. Mais le coordonnateur de ce mouvement, Mohamad Ahmad, a formellement démenti mercredi cette revendication et « condamné » l'attentat.

A Washington, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques, Thomas Pickering, a déclaré que le gouvernement américain n'a pour l'instant « rien qui lui permette de conclure qu'il existe un lien ou pas » entre l'explosion du Cap et les attentats de Nairobi et Dar-es-Salaam. Le FBI va enquêter. - (AFP)

## Irak : l'ONU réduit le programme alimentaire dans des secteurs-clés

NEW YORK. Les Nations unies sont obligées de réduire le programme humanitaire dans des secteurs-clés en Irak, dans le cadre de la formule Pétrole contre nourriture, en raison de recettes plus faibles que prévu de la vente de pétrole irakien et de l'impossibilité pour la production irakienne d'atteindre le niveau autorisé par l'ONU, a annoncé, mardi 25 août à New York, un porte-parole de l'ONU.

Le prix du pétrole irakien atteignait 18 dollars (110 francs) par baril lorsque le programme « Pétrole contre nourriture » a démarré en décembre 1996. Il est à présent descendu sous la barre des 10 dollars. - (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **BIRMANIE** : des renforts de police anti-émeutes ont été déployés, mardi 25 août, dans certains quartiers de Rangoun, où de nouveaux troubles sont redoutés après deux manifestations en faveur de la démocratie dispersées lundi par les forces de l'ordre. Selon des témoins, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées lundi. - (AFP)

■ **CHINE** : Pékin a condamné le militant ouvrier dissident Li Bifeng à sept ans de prison pour « fraude », a annoncé, mardi 25 août, le Centre d'information des droits de l'homme et du mouvement démocratique, basé à Hongkong. L'inculpation pour fraude est souvent utilisée dans la répression contre les dissidents. - (AFP)

■ **COLOMBIE** : une délégation de six parlementaires s'est entretenue, lundi près de Genève, avec trois représentants de l'Armée de libération nationale (ELN), un mouvement de guérilla guévariste, a indiqué mardi 25 août un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, organisateur de la rencontre. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) n'étaient pas représentées. Les entretiens auraient essentiellement été consacrés à des questions humanitaires et à l'éventuelle libération de deux parlementaires enlevés. - (Corresp.)

■ **INDE** : les inondations qui touchent le nord de l'Inde depuis deux mois ont déjà fait plus de 900 morts et entraîné le déplacement de millions de personnes dans quatre Etats, a rapporté mardi 25 août l'agence indienne PTI. Au Bangladesh, qui connaît des inondations records, le bilan officiel fait état de 411 morts et de plus de 30 millions de sans-abri. - (AFP)

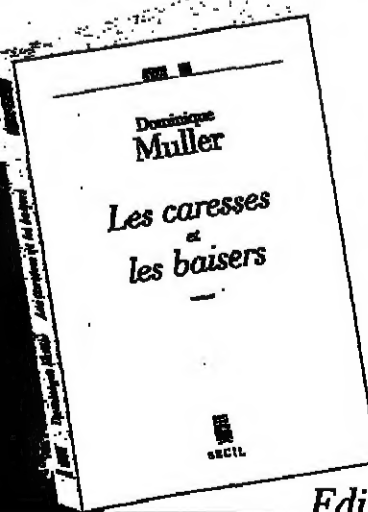
■ **INDE-VATICAN** : la Congrégation pour la doctrine de la foi vient de déclarer « incompatibles avec la foi catholique » les thèses d'un théologien indien, le jésuite Anthony de Mello, décédé en 1987, auteur d'une œuvre qui connaît un grand succès en Asie et en Occident (en France, six titres chez Desclée de Brouwer, pour une vente totale d'environ 50 000 exemplaires). La note du Vatican reproche au Père de Mello de substituer à la révélation « une intuition de Dieu sans forme ni image, au point de parler de Dieu comme d'un simple vide » et de considérer le Christ comme « un maître parmi d'autres, tandis que le bien et le mal sont seulement des évaluations mentales imposées à la réalité ». - (AFP)

■ **ISRAËL-LIBAN** : des roquettes de type Katioucha, tirées par le Hezbollah libanais, se sont abattues mardi soir 25 août sur le nord d'Israël, blessant 12 personnes, dont 10 civils et faisant d'importants dégâts, selon des sources militaires et hospitalières israéliennes. - (AFP)

■ **NIGERIA** : le chef de l'Etat, le général Abdulsalam Abubakar, a déclaré, mardi 25 août, qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle du 27 février 1999. « Cela ne m'a même jamais traversé l'esprit », a-t-il dit aux journalistes. - (AFP)

■ **SUÈDE** : le Front national de Jean-Marie Le Pen a contribué à la campagne électorale du petit parti nationaliste régional suédois Sverigedemokraterna en payant les brochures diffusées par ce mouvement en vue des élections législatives du 20 septembre, a indiqué mardi 25 août l'agence suédoise TT. - (AFP)

## DOMINIQUE MULLER



Deux adolescents, la musique, le désir et les déssillusions de l'amour.

Editions du Seuil



## De retour à Kinshasa, M. Kabila promet d'écraser la rébellion

Aux abords de l'aéroport de Kinshasa, les rebelles se sont violemment heurtés, dans la matinée du mercredi 26 août, aux forces congolaises soutenues par les troupes et l'aviation angolaises et zimbabwéennes

Alors que le gouvernement de la République démocratique du Congo avait annoncé, mardi 25 août, avoir repris tout le sud-ouest du pays, grâce à l'intervention des troupes angolaises, des combats ont eu lieu

dans la matinée de mercredi aux abords de l'aéroport de Kinshasa. Il semble que les insurgés, poursuivis par les blindés et l'aviation de Luanda, aient contourné la capitale congolaise et tenté de s'approcher de l'aéroport où sont stationnés les avions angolais et zimbabwéens venus au secours de Laurent-Désiré Kabila. Ces appareils ont aussitôt décollé pour repousser les attaquants. Dès son retour, mardi, à Kinshasa, M. Kabila

a écarté toute idée de cessez-le-feu. L'aviation angolaise est également intervenue dans le nord-est du pays en bombardant Kisangani, la troisième ville congolaise, contrôlée par la rébellion. Dans le camp de

M. Kabila, le Zimbabwe a appelé les insurgés à se rendre alors que le Rwanda, qui soutient la rébellion, menace d'intervenir ouvertement. Les pressions se multiplient sur l'Angola pour aboutir à un cessez-le-feu.

### KINSHASA

de notre envoyé spécial

Laurent-Désiré Kabila est rentré à Kinshasa. Un peu avant 9 h, mardi 25 août, le cortège présidentiel venant de l'aéroport a traversé la ville sous la clameur des passants. M. Kabila ne s'était pas montré dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) depuis presque dix jours. Devant l'avancée de la rébellion, il s'était installé à Lubumbashi, la principale ville du Katanga, sa région d'origine. Le retour du président de la RDC à Kinshasa représente, pour la population kinoise, un signe rassurant qui consacre l'éloignement de la menace rebelle.

Mardi, le barrage d'inga était encore sous le contrôle des insurgés et Kinshasa demeurait privée d'électricité. Mais, grâce à l'appui des troupes angolaises et zimbabwéennes, les rebelles ont été repoussés des abords de la capitale et

leurs positions semblaient de plus en plus menacées dans le sud-ouest du pays. Plutôt habituée, jusqu'à présent, à déguiser les défaites gouvernementales, la presse kinoise versait, mardi, dans l'exaltation, sur le mode du triomphalisme. « Sauve-qui-peut chez les agresseurs, non au cessez-le-feu ! », titrait le quotidien *L'Avenir*, en exigeant la poursuite des combats jusqu'à la victoire finale du camp gouvernemental.

Les journaux ne font que s'aligner sur la position officielle que M. Kabila a réaffirmée dès son arrivée à Kinshasa. « L'issue est certaine. Nos ennemis vont perdre la guerre injuste qu'ils ont imposée à un pays souverain. Mais cela n'est pas fini. Le peuple congolais doit continuer à se mobiliser pour rejeter les agresseurs hors du territoire national », a déclaré le président Kabila en faisant allusion à l'occupation de l'est du pays par la rébellion.

Porté par la contre-offensive victorieuse que mènent ses alliés, M. Kabila tient un discours va-t-en-guerre avant tout destiné à l'opinion publique. Non sans démagogie, le chef de l'Etat reprend pied sur la scène politique du pays en se présentant comme le sauveur de la patrie, le héros intrinsèque de l'honneur national bafoiné. Cette stratégie vise aussi, sans doute, à rassurer un pouvoir déstabilisé par le départ de M. Kabila à Lubumbashi et par l'avancée des rebelles. Pendant toute la période où le sort de Kinshasa semblait incertain, le gouvernement comme l'armée ont cherché à faire illusion, mais sans jamais donner l'impression de vraiment contrôler la situation.

### UN NOUVEAU TUTEUR

Aujourd'hui, M. Kabila veut reprendre le pouvoir en main. Mais sa marge de manœuvre semble particulièrement étroite et entièrement dépendante de son nouveau tuteur, l'Angola du président José Eduardo Dos Santos. Plus que les troupes zimbabwéennes, c'est la puissante armée de Luanda qui a stoppé en extrême la progression des rebelles et qui est en train de les refouler du sud-ouest de la RDC.

Mais si l'Angola a sauvé le régime Kabila alors que ce pays n'a jamais caché son mécontentement à l'égard de Kinshasa, c'est uniquement pour s'en faire un allié plus docile. Luanda a pris soin d'attendre le dernier moment pour intervenir afin de se rendre indispensable et d'être maître du jeu. En laissant passer les rebelles devant ses frontières jusqu'aux portes de Kinshasa, M. Dos Santos a pris M. Kabila en otage. Il s'est donné les moyens de lui imposer une ligne de conduite

correspondant aux intérêts angolais. Sur le plan militaire, malgré les rododromes jusqu'au-boutistes de M. Kabila, l'intérêt de Luanda n'est pas de prolonger la guerre à l'est du pays et d'entretenir un conflit régional avec le Rwanda et l'Ouganda.

Comme ils l'ont montré au Congo-Brazzaville en ramenant Denis Sassou Nguesso au pouvoir, l'essentiel pour les Angolais consiste à avoir des voisins stables et à priver de ses sanctuaires la rébellion de Jonas Savimbi, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Si Luanda a aidé M. Kabila à prendre le pouvoir en mai 1997, c'est en grande partie pour cette raison. Mais le chef de la RDC n'a pas tenu sa promesse. En volant aujourd'hui à son secours, M. Dos Santos espère bien avoir les mains libres pour pacifier la partie frontalière du pays qui sert toujours de base arrière à l'Unita. En finir avec cette rébellion est devenu, pour Luanda, un objectif qui tourne à l'obsession et qui ne peut être que retardé par un conflit régional.

Pour autant, la partition de l'est

de la RDC ou son occupation par des troupes étrangères n'est pas acceptable pour Luanda. Une telle situation ne peut que fragiliser le gouvernement de Kinshasa vis-à-vis de son opinion et créer un précédent fâcheux, facteur d'instabilité dans toute la région. Dans l'attente de trouver un compromis avec le Rwanda et l'Ouganda, les armes patientent encore. Mais un communiqué de Luanda a souligné l'attachement de l'Angola à une « solution politique ».

### PRÉJUGÉ FAVORABLE

Sur le plan intérieur, la marge de manœuvre que Luanda va accorder à M. Kabila sera sans doute dictée par le même souci de stabilité. Dans ce domaine, M. Kabila ne s'est guère montré efficace depuis sa prise de pouvoir en se mettant à dos l'opinion et la classe politique congolaise. Mais un nouveau gouvernement à la botte des Rwandais n'aurait pas été accepté par la population et n'aurait sans doute rien résolu. Aujourd'hui, les solutions de rechange sont rares dans une classe politique déclinée ou discréditée par

les régimes Mobutu et Kabila. De plus, pour Luanda, intervenir directement dans la vie politique congolaise en imposant un remplaçant à M. Kabila serait commettre la même erreur que les Rwandais. En voulant manipuler M. Kabila comme une marionnette, Kigali l'a discrédité et s'est aliéné la population par une mainmise trop visible sur le pays.

Une fois la guerre terminée, les Angolais, plus subtils, pourraient se contenter, au moins dans un premier temps, d'encadrer étroitement le président de la RDC et l'inciter à une plus grande ouverture politique.

Quelle que soit l'option qu'ils choisissent pour s'assurer de la stabilité politique du pays, les Angolais ont au moins l'avantage de bénéficier d'un préjugé favorable de la part des Congolais. Les deux peuples appartiennent au groupe des Bantous et ils ont en commun des langues et des ethnies à cheval sur la frontière. Comme l'explique un Kinlois : « Les Angolais, on les connaît. Ce n'est pas comme les Rwandais. Ce sont nos amis ».

Frédéric Chambon

### Trente-sept personnes massacrées à Kasika (Kivu)

Trente-sept personnes, dont cinq religieux, ont été massacrées, lundi 24 août, dans la paroisse de Kasika, près d'Uvira, dans le Kivu (est de la République démocratique du Congo), a-t-on appris mardi au Vatican. Les victimes sont toutes de nationalité congolaise. Les religieux - le prêtre Stanislas Bwabulakombe, sœur Germaine et deux autres sœurs dont les noms n'ont pas été communiqués, ainsi qu'un séminariste, Eusèbe Malenga - appartenaient à la congrégation des Filles de la résurrection, précise l'*Osservatore Romano* dans un article paru mercredi. Le quotidien du Vatican, citant l'Agence d'information des congrégations missionnaires italiennes (Misna), indique que le massacre aurait été perpétré par des rebelles banyamulenges. Toujours selon la Misna, « ce massacre aurait été commis en représailles à l'assassinat, dimanche (23 août) à Mwenga (à 120 kilomètres de Bukavu) de nombreux rebelles dont des officiers ». Avec cet épouvantable massacre s'allonge la douloureuse liste des martyrs de l'Eglise dans la région africaine des Grands Lacs, où ont été assassinés indistinctement évêques, prêtres, missionnaires et religieuses », écrit le quotidien du Vatican.

### Luanda ne réagit pas aux pressions en faveur d'un cessez-le-feu

LES DÉFAITES infligées à la rébellion par l'Angola et le Zimbabwe ont renforcé l'intranséance de M. Kabila et de ses alliés, qui rejettent toujours toute idée de cessez-le-feu. « Matadi, Kivira, Moanda, Boma et Banana (les ports maritimes et fluviaux du Bas-Congo) ont été repris », a annoncé, mardi 25 août, dans la soirée, le ministre congolais de l'Information, Didier Mumenzi. Dans la journée, ce dernier s'était rendu à Brazzaville, sur l'autre rive du fleuve Congo, afin de dissuader le président Denis Sassou-Nguesso, du Congo-Brazzaville, d'accueillir les rebelles en déroute. Selon M. Mumenzi, des « milliers » d'insurgés ont été faits prisonniers, et des « centaines » d'autres tués. Mardi, au moins vingt rebelles blessés ont été rapatriés par avion de Matadi à Goma, ce qui prouve que les insurgés tenaient encore l'aéroport de Matadi, le grand port fluvial situé à 250 kilomètres au sud-ouest de Kinshasa, en début de journée.

L'aviation angolaise est également intervenue, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, en bombardant Kisangani, la troisième ville du pays, à 300 kilomètres de Kinshasa. De Goma, leur base à la frontière du Congo et du Rwanda, les rebelles ont affirmé tenir toujours Kisangani, dont ils avaient annoncé la prise dimanche, tandis que M. Mumenzi assurait que des combats s'y poursuivaient.

Le ministère de la défense zimbabwéen a exigé la reddition des rebelles, sous peine de subir « de lourdes pertes humaines ». Le président zimbabwéen Robert Mugabe a reçu, mardi à Harare, le ministre angolais de la défense, Pedro Sebastião, qui a justifié la présence de ses hommes en RDC : « Toutes ces troupes ont été appelées par le gouvernement légitime du président Kabila, et il me semble que les Rwandais et les Ougandais ont envahi le territoire de la RDC. Dans ce cas, ce sont l'Ouganda et le Rwanda qui devraient se retirer », a-t-il déclaré.

L'Angola n'a toujours pas rendu public sa posi-

tion quant à un éventuel cessez-le-feu. Luanda avait appelé, lundi, à une « solution politique », et de nombreuses délégations se sont rendues ou sont attendues dans la capitale angolaise afin de parvenir à un arrêt des hostilités. Après le représentant américain dans la région des Grands Lacs, lundi, ce sont des envoyés des présidents du Gabon, Omar Bongo, et du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, qui ont remis des messages au président José Eduardo Dos Santos. Une délégation conjointe de l'Afrique du Sud et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) est également attendue à Luanda.

L'engagement de l'Angola et du Zimbabwe a provoqué de vives réactions chez les alliés de la rébellion, l'Ouganda et le Rwanda. Mardi, Kampala avait officiellement reconnu la présence de ses troupes en territoire congolais, présence destinée, selon Kampala, à lutter contre les incursions des Forces démocratiques alliées (ADF), un mouvement qui opère à partir du nord de la RDC. De son côté, le Rwanda continue de nier la présence de ses soldats aux côtés de la rébellion. Mais pour la première fois, Kigali a menacé d'intervenir directement dans le conflit. Son représentant aux Nations unies a déclaré que « le Rwanda se réserve le droit d'intervenir et d'aider le peuple congolais dans sa recherche d'une paix durable, de quelque manière qu'il jugera appropriée ». - (AFP Reuters).

■ OUGANDA : au moins 28 personnes ont été tuées, mardi 25 août, dans des explosions qui ont eu lieu à bord de trois autocars différents. L'une d'elles s'est produite près du domicile privé du président ougandais Yoweri Museveni à Mbarara, à bord d'un autocar appartenant à Moses Kigongo, vice-président du parti du chef de l'Etat. Le gouvernement ougandais doit faire face à deux rébellions basées l'une en République démocratique du Congo et l'autre au Soudan. - (AFP)

### Contrairement aux accusations de Kinshasa, la France reste étrangère au conflit

À KINSHASA, la France n'a pas la cote. Manifestations devant l'ambassade, expulsion de deux diplomates d'origine congolaise, le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila se comporte comme si Paris portait une lourde responsabilité dans ses récents déboires.

Cette méfiance se nourrit du souvenir de l'appui français au maréchal Mobutu lors de la guerre de 1996-1997. Si l'on y ajoute les déclarations de Charles Josselin, le ministre de la coopération, qui a estimé que M. Kabila n'avait « pas le profil » d'un chef d'Etat, on pourrait croire que les soupçons congolais à l'égard de la politique française au Congo sont justifiés.

Mais quelle est la politique française ? Si l'on fait abstraction des déclarations plus ou moins intempestives, Paris - dont l'activité diplomatique, humanitaire et de renseignement avait été débordante pendant le précédent conflit - est d'une discrétion saisissante. Pour prouver le contraire, les partisans de M. Kabila s'appuient sur les déclarations de l'opposant Arthur Z'Ahidi Ngoma, qui, depuis Goma où il a rejoint la rébellion, avait affirmé : « La France nous a compris ».

A sa libération des gégies de Laurent-Désiré Kabila, M. Z'Ahidi Ngoma a rejoint Paris et a effectivement fait la tournée des centres de décision de la politique africaine à Paris, dans les ministères et à l'Elysée. Mais partout, on se défend de lui avoir accordé un quelconque blanc-seing. D'autre part, certains responsables politico-militaires de la rébellion, comme Déogratias Buzera, entretiennent avec Paris un contentieux si lourd qu'il leur interdit de prendre contact avec la France.

### NEUTRALITÉ GLACIALE

C'est d'ailleurs le trait dominant de la position française dans ce conflit, qui déchire le plus grand pays francophone d'Afrique : les deux parties n'entretennent quasiment plus aucun lien avec la France. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Kabila, Paris a adopté une attitude de neutralité glaciale, se retranchant derrière la règle d'or de la coopération moderne : pas d'aide sans respect de la démocratie et des exigences des institutions financières internationales. Pourtant, les nouveaux maîtres du Congo ont multiplié les appels du pied, au fur et à mesure que leurs relations avec

leurs parrains rwandais et ougandais se dégradent ; mais ces signaux sont restés sans réponse.

En face, le contentieux né du génocide de 1994 continue d'empêcher toute reprise des relations entre la France et le Rwanda. Certes, le gouvernement de Lionel Jospin semble moins soupçonneux à l'égard de l'Ouganda que son prédécesseur. Mais les projets hégémoniques que l'on prête au président Yoweri Museveni continuent d'inquiéter l'Elysée.

De toute façon, les intérêts économiques français en RDC restent négligeables et aucune entreprise française - contrairement aux américaines et aux sud-africaines, n'avait tenté l'aventure congolaise depuis la prise du pouvoir par M. Kabila. Les responsables français de la politique africaine s'installent donc sans regrets dans leur neutralité toute neuve. D'autant plus qu'elle leur permet d'observer de loin les difficultés des Etats-Unis, qui voient encore une fois, après le conflit entre l'Erythrée et l'Ethiopie, deux de leurs alliés, M. Kabila et M. Kagame, en venir aux armes.

Thomas Sotinel

NOSTALGIE PRÉSENTE

Pour les 100 ans de Deutsche Grammophon découvrez la

Collection du millénaire

EDITION LIMITEE

50 chefs-d'œuvre à un prix exceptionnel

Deutsche Grammophon

PUB TV

NOSTALGIE



## Polémique autour de l'usine soudanaise el-Chifa

Selon les services de renseignement, les produits du complexe détruit par les Américains pouvaient entrer dans la fabrication d'armes

LE COMPLEXE pharmaceutique soudanais el-Chifa, au nord de Khartoum, détruit le 20 août par un raid de missiles américains Tomahawk, pourrait avoir produit des ingrédients chimiques qui, séparés, ressemblent inoffensifs mais qui, réunis, donneraient naissance à une arme dite « de destruction massive ». Ce qu'on appelle, dans la nomenclature des armes chimiques, une « arme à bi-naire ». Telle est, après celle de leurs homologues américains et britanniques, la conviction des analystes des services d'évaluation au sein du ministère français de la défense.

Ainsi, le raid contre l'usine el-Chifa apparaît comme un nouvel épisode de l'affrontement entre les États-Unis et l'Irak, puisque Bagdad est soupçonné, de même source, d'entretenir des liens techniques avec Khartoum dans le cadre de l'aide que les Irakiens, via le programme d'assistance en nourriture et médicaments de l'ONU, reçoivent du Soudan.

D'une manière générale, en raison même de la « dualité » des composants des substances toxiques, les armes chimiques peuvent être indifféremment fabriquées par des usines de pesticides, de colorants, d'engrais, ou de produits pharmaceutiques. Les mêmes produits peuvent servir à la fabrication de gaz de combat et de bière, le gaz moutarde fait appel à une substance comparable à l'antigel de l'encre des stylos à bille, le phosgène est conçu à partir des mêmes ingrédients que les matières plastiques, et des colorants pour des bonbons au goût de cerise peuvent contenir des éléments de gaz de combat.

On a pu ainsi découvrir que l'usine libyenne de Rabta œuvrait à la fois à la fabrication de produits pharmaceutiques et de toxines de guerre et, plus récemment, que le site irakien de Samarra, certes utilisé pour produire des insecticides, fabriquait aussi du gaz moutarde et des toxiques comme le tabon ou le sarin. S'agissant plus spécialement du Soudan, on sait que la Libye avait été accusée de lui avoir fourni, dans le temps, du gaz moutarde pour l'aider à venir à bout de la rébellion dans le sud du pays.

Les services américains, britanniques et français ont aujourd'hui d'accord pour considérer que l'usine el-Chifa fabriquait aussi des ingrédients organo-phosphorés - il s'agit, entre autres, de l'éthyl (disopropylamino) éthylméthylphosphonite - qui peuvent entrer, avec d'autres composants, comme le polysulfure de diméthyle, dans la mise au point

de l'agent toxique VX, dont la nocivité, à des doses très faibles, se caractérise par une action crématoire létale. Cette classe de toxiques - à l'état liquide voisin de celui de l'huile - est apparue dans les années 50.

Selon les analystes français, le composant en question est dérivé d'ingrédients qui peuvent entrer, en toute légalité, dans la fabrication des insecticides, des engrais, voire de certains colorants. Il est donc relativement innocent. Mais il peut être utilisé pour obtenir une formulation dite « binaire » d'agents qui, mélangés au tout dernier moment, vont réagir l'un avec l'autre en quelques secondes et donner naissance à un toxique. Tant qu'ils ne sont pas en contact, chacun de ces deux produits précursseurs, non toxique, est stockable en sécurité.

### EN RELATION AVEC L'IRAK

Après la guerre du Golfe, en 1991, les relations entre Khartoum et Bagdad sont devenues plus étroites. Ce rapprochement a attiré l'attention des services occidentaux, qui soupçonnent l'Irak de vouloir conserver sa maîtrise dans le domaine des armes de destruction massive, principalement chimiques et biologiques, et des munitions « binaires ». Pour y parvenir, les Irakiens pourraient chercher à contourner les interdictions et les contrôles de la commission du désarmement de l'ONU en s'adressant à des pays comme le Soudan pour obtenir, par le biais du programme « Pétrole contre nourriture et médicaments », les produits qui leur manquent. Le ministère irakien de l'Agriculture a seulement admis avoir conclu, avec l'usine el-Chifa, un contrat portant sur la livraison de produits vétérinaires antiparasitaires pour le bétail.

Jacques Isnard

■ LES ÉTATS-UNIS détiennent des « échantillons de sol » recueillis sur le site dans les mois précédant le raid et prouvant que l'usine el-Chifa, au Soudan, fabriquait des composants d'armes chimiques, a affirmé, mardi 25 août à Washington, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, Thomas Pickering. Il a expliqué que Bagdad et Khartoum « avaient eu, dans le passé, des contacts » sur le programme irakien de production du gaz moutarde VX. Les échantillons contiennent des traces d'un produit qui ne peut servir qu'à la fabrication du VX, d'après M. Pickering. - (AFP)

## Le Parlement britannique en session extraordinaire pour voter de nouvelles mesures antiterroristes

Tony Blair s'est rendu sur les lieux de l'attentat d'Omagh

L'attentat meurtrier commis le 15 août à Omagh par les extrémistes républicains irlandais opposés au processus de paix en Irlande du Nord a

obligé le gouvernement britannique à prendre des mesures exceptionnelles pour rassurer les populations. Tony Blair, qui s'est rendu mardi

25 août sur les lieux, a annoncé la convocation du Parlement britannique pour adopter un renforcement de la législation.

RAPPELÉ de vacances en session extraordinaire, le Parlement britannique devra se prononcer la semaine prochaine sur un important train de mesures antiterroristes annoncé, mardi 25 août, en Irlande du Nord par Tony Blair en réponse à l'attentat meurtrier d'Omagh, revendiqué par des extrémistes catholiques. Cet attentat, le plus meurtrier enregistré en Ulster en vingt-neuf ans de conflit, avait fait 28 morts et 220 blessés le 15 août. Il montre que les adversaires du processus de normalisation engagé au début de l'année avec les accords de Stormont sont encore loin d'avoir désarmés.

Le rappel du Parlement est un événement rarissime au Royaume-Uni. La dernière occasion avait été le vote de l'envoi d'un corps expéditionnaire dans le Golfe après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Le premier ministre britannique a symboliquement rendu publique sa décision après une étonnante visite sur les lieux dévastés par l'attentat à Omagh. Accompagné du ministre à l'Irlande du Nord, Mo Mowlam, il y a rencontré des res-

capés, des parents des victimes, des agents hospitaliers et membres des services de secours. Il a eu ensuite des entretiens à Belfast avec les dirigeants des principales formations de la province, y compris les nationalistes catholiques du Sinn Féin.

Tony Blair doit faire face à d'énormes tensions. A en croire la BBC, une écrasante majorité des députés unionistes de l'Ulster, le parti protestant modéré, seraient désormais opposés à ce que les dirigeants de leur formation siègent aux côtés des représentants du Sinn Féin dans le nouvel exécutif régional. Ces derniers ont en revanche mis en garde Londres contre un renforcement trop important des pouvoirs de la police nord-irlandaise, traditionnellement accusée par les catholiques d'être partisane.

Après avoir rencontré le premier ministre, Martin McGuinness, le numéro 2 du mouvement nationaliste, qui est appelé à siéger au sein du nouveau gouvernement autonome nord-irlandais, a estimé les mesures envisagées d'« exagérées ». « La solution est pour les res-

ponsables politiques de se réunir », a estimé M. McGuinness. « Ils doivent répondre à la demande évidente... d'un dialogue politique ».

Le premier ministre britannique devait se rendre mercredi à Dublin pour discuter de la situation avec le chef du gouvernement d'Irlande, Bertie Ahern, qui a annoncé lui aussi après l'attentat d'Omagh une nouvelle série de mesures de sécurité.

### BILL CLINTON EN IRLANDE

De manière symbolique, le Parlement irlandais a été convoqué les deux mêmes jours que le Parlement britannique pour débattre de la situation. Ces débats précéderont la visite politiquement importante du président américain Bill Clinton, du 3 au 5 septembre, à Belfast et Dublin.

La législation proposée aux Communes renforce les dispositifs arrêtés au début des années 1970 pour tenter de stopper la violence. Elle prévoit la possibilité de condamner des terroristes présumés sur la foi d'une simple déposition sous serment d'un haut responsable de la police, ainsi que

l'utilisation comme preuve devant les tribunaux d'enregistrements de conversations téléphoniques. Le refus de répondre aux questions des enquêteurs et la rétention d'informations seront en outre traités comme délits. M. Blair a en revanche écarté la possibilité de renvoyer les services spécialisés de l'armée en Ulster.

Cette législation concernera toutes les activités liées au terrorisme, qu'il s'agisse des activistes irlandais mais aussi des étrangers liés au terrorisme international, notamment islamique. M. Blair a précisé que l'intention de son gouvernement était de faire reconnaître comme crime passible de poursuites en Grande-Bretagne « la conspiration en vue de commettre un acte terroriste à l'extérieur du Royaume-Uni ». Il a indiqué qu'une telle disposition était réclamée de longue date par des gouvernements étrangers « estimant que des ressortissants de leur pays utilisaient le Royaume-Uni comme tremplin pour planifier des actions terroristes ». - (AFP, Reuters)

## SIEMENS

Prenez votre avenir en mains



Dans quel monde vivons-nous ? Un monde où un portable dépasse les performances d'un serveur d'entreprise ? Un portable qui met en scène les dernières technologies de sécurité informatique : utilisation d'un lecteur de carte à puce plutôt qu'un simple mot de passe. Un portable ergonomique qui dispose d'un clavier infrarouge extractible et d'un boîtier en magnésium 100% recyclable.

Le monde du SCENIC Mobile 800 est meilleur. La preuve, sa récompense reçue lors du dernier Cebit « Best of Show Cebit 98 ». Un monde où le futur est déjà présent.

Pour en savoir plus sur notre gamme PCs et serveurs : [www.ssi.fr/bpc](http://www.ssi.fr/bpc) ou SNI info au 01 555 888 77.

SCENIC Mobile 800  
Siemens.



## L'épiscopat polonais dénonce la « provocation » des croix d'Auschwitz

L'ÉPISCOPAT polonais s'est engagé pour la première fois collectivement, mardi 25 août à Varsovie, dans la polémique provoquée par l'installation de croix - 80 croix de quatre mètres de haut et environ 150 petites - dans le site du camp d'Auschwitz (le Monde du 20 août). Cette action faisait suite à l'annonce du retrait, souhaité par les autorités litviennes et le gouvernement, d'une grande croix de sept mètres de haut, installée sur l'ancienne carrière de graviers où avaient été tués des prisonniers polonais au début de la guerre. Cette grande croix est appelée « croix du pape » parce qu'elle avait servi, en 1979, lors du premier voyage de Jean Paul II dans son pays, à Auschwitz et Birkenau.

« Cette action d'installation de croix prend l'allure d'une provocation et viole le climat de recueillement dû à cet endroit particulier », affirme le communiqué de l'épiscopat. Elle est « préjudiciable à la mémoire des victimes assassinées, à l'Eglise et à la nation, et blesse douloureusement la sensibilité de nos frères juifs ». En revanche, l'épiscopat prend position en faveur du maintien de la grande croix du pape, que des militants catholiques avaient plantée là en 1988, en pleine polémique sur le camp d'Auschwitz (déplacé depuis), à l'insu de toutes les autorités, y compris de l'Eglise. Les évêques se disent aujourd'hui « convaincus que la croix,

qui se dresse depuis une dizaine d'années dans la gravière, restera à sa place. Cette croix, placée sur le lieu d'extermination de 152 Polonais, mérite le respect, comme les symboles religieux de tous ceux qui ont péri dans le camp ».

Les évêques polonais se donnent le beau rôle, mais leur proposition de compromis ne va pas rassurer les milieux juifs hostiles à la présence de tout symbole religieux à Auschwitz. Si les militants catholiques et patriotiques qui ont multiplié les croix sont désavoués, ils ont atteint leur objectif qui était précisément d'obtenir l'appui officiel de l'Eglise dans leur lutte pour protéger la grande croix du pape.

Ils risquent d'autant moins de céder rapidement et de retirer leurs petites croix que le gouvernement polonais, embarrassé par les réactions aux États-Unis et en Israël, vient de rappeler qu'il condamnait « l'utilisation de symboles religieux à des fins politiques » et a fait annuler le bail du terrain de l'ancien camp et des croix. Avant de quitter les lieux en 1989, les communistes polonais avaient cédé ce terrain à une association nationaliste de victimes de guerre qui, depuis, multiplie les actions judiciaires pour garder la propriété d'un lieu pour lequel la communauté juive ne réclame que le silence.

Henri Tincq

ser la rébellion

relations de Kinshasa étrangère au conflit



550 2000000

## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 27 AOÛT 1998

### LE FINANCEMENT DU RPR

Une perquisition à l'hôtel de Ville de Paris a permis à la police de saisir des dossiers d'une quinzaine de personnes qui travaillaient pour le RPR.

Certaines auraient été affectées à la campagne présidentielle de Jacques Chirac. La chambre régionale des comptes d'Ile-de-France doit transmettre au parquet de Paris des pièces

pouvant intéresser les enquêtes en cours. ● ALAIN JUPPÉ est intervenu, mardi 25 août, sur TF 1. Il a assuré que, pendant qu'il était secrétaire général du RPR, il avait progressivement

mis le fonctionnement de son parti en conformité avec la législation. ● LA RESPONSABILITÉ du chef de l'Etat pour des actes commis avant son élection ou non liés à l'exercice de sa fonction

soulève un débat entre les constitutionnalistes. Pour certains, il peut en répondre devant la justice ordinaire. Pour d'autres, son immunité est totale pendant la durée de son mandat.

# L'enquête se rapproche de la campagne présidentielle de M. Chirac

Alain Juppé assure que, lorsqu'il était secrétaire général du RPR, il a mis le fonctionnement de son parti en conformité avec la législation. La chambre régionale des comptes va transmettre au parquet des pièces pouvant intéresser la justice

DANS LE CADRE de l'enquête sur la rémunération des membres du RPR, qui a conduit le juge de Nanterre (Hauts-de-Seine) Patrick Desmure à mettre en examen l'ancien premier ministre Alain Juppé et l'ancien ministre Michel Roussin, les enquêteurs ont découvert des éléments qui pourraient, à terme, inquiéter l'actuel président de la République et ancien maire de Paris, Jacques Chirac.

Une perquisition conduite, la première semaine du mois de juillet, dans les locaux de la Mairie de Paris, a permis aux enquêteurs d'établir une liste d'une quinzaine de contrats litigieux. Après vérification, une partie des bénéficiaires semblent avoir été embauchés par l'hôtel de Ville en 1994 et leurs fonctions auraient perdu jusqu'en 1995.

Les bénéficiaires de ces contrats n'auraient pas assuré de véritables fonctions au sein de la collectivité municipale. Chaque contrat est actuellement à l'étude afin de préciser l'affectation réelle des personnes mises en cause. Mais, surtout, certaines d'entre elles auraient été mises à la disposition du candidat Jacques Chirac pour préparer la campagne de l'élection présidentielle de 1995. Dans cette liste, ne figurent pas de personnalités de premier plan du parti gaulliste.

Ces éléments sont entre les mains des policiers et semblent ne pas être encore rentrés en totalité dans le dossier du juge Des-

mure, mais le magistrat a vraisemblablement été tenu au courant des toutes dernières évolutions de l'enquête. M. Desmure doit encore mener un examen approfondi des éléments découverts lors de cette perquisition afin de savoir si ces faits revêtent tous ou en partie un caractère pénal.

Par ailleurs, la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France, qui mène, depuis le mois de juin,

quêt de Paris pourrait remettre ces pièces au tribunal de Nanterre.

L'évocation du rôle du chef de l'Etat dans cette affaire a été écartée par Alain Juppé au cours des deux interviews qu'il a accordées depuis sa mise en examen.

Adjoint aux finances à la Mairie de Paris, dont le maire était alors M. Chirac, secrétaire général du mouvement gaulliste, alors prési-

sume mes responsabilités de secrétaire général de 1988 à 1995, puis comme président de 1995 à 1997. » Il ajoutait, lors de son entretien télévisé sur TF 1, mardi 25 août, que le chef d'un parti se contentait de fixer les grandes lignes d'orientation.

Les découvertes récentes des policiers alourdissent un peu plus ce dossier où le nom du président de la République a été mis en avant à deux reprises. L'ancien ministre et ancien trésorier du RPR, Robert Galley, mis en examen dans cette affaire pour recel et complicité d'abus de biens sociaux, avait cité le président de la République, sur procès-verbal, le 22 avril. « Il m'avait dit qu'il dépendait de moi que je trouve de l'argent », a-t-il déclaré, alors qu'il était interrogé au sujet de la rémunération de permanents du RPR par des entreprises privées, en grande partie prestataires de la Ville de Paris.

Selon Le Canard enchaîné du 19 août, le dossier s'est enrichi, depuis, d'un document où figurent une annotation manuscrite de Jacques Chirac. Il s'agit d'une note de 1990 rédigée par M. Juppé suggérant au maire de faciliter l'avancement de son collaborateur au sein du RPR Philippe Martel. « Il faut que cet excellent gars ne soit pas pénalisé », souligne une annotation écrite à la main, suivie de l'initiale « C ».

Proposé pour être nommé à l'inspection générale de la Ville, M. Martel a finalement été dési-

gné, en 1994, chef de ce service placé directement sous l'autorité de M. Chirac et dont les contrats d'embauche étaient signés par le maire de Paris. Le contrat de Patrick Stéfani, proche collaborateur de M. Juppé, affecté à l'inspection générale de la Ville où le juge Desmure doute qu'il ait vraiment travaillé, a également été signé par M. Chirac.

L'enquête sur la rémunération

Lors d'une perquisition conduite dans les locaux de la Mairie de Paris, une liste d'une quinzaine de contrats litigieux a pu être établie

des permanents du RPR - dont le nombre a grandement augmenté au début des années 90, passant de vingt-six salariés en 1989 à cent quatre-vingt-sept en 1994 - a touché, peu à peu, les différents niveaux hiérarchiques du RPR. L'ancienne directrice administrative du RPR, souvent présentée comme la chef de voûte du financement occulte du RPR, Louise-Yvonne Casetta, a été la première

de ces responsables à être mise en examen. Rémunérée, entre 1990 et 1995, par la CIEC et la Comatec, une filiale de l'ex-Compagnie générale des eaux, devenue aujourd'hui Vivendi, elle avait reconnu n'y avoir jamais travaillé.

Elle a également confirmé avoir demandé à la société Les Charpentiers de Paris de prendre en charge financièrement deux secrétaires du mouvement gaulliste. Trois anciens trésoriers du RPR ont ensuite été mis en examen : Robert Galley, Jacques Boyon et Jacques Oudin ont affirmé, au cours de l'interrogatoire, que la gestion du personnel relevait du secrétariat général du parti, visant alors notamment Alain Juppé.

Auteur d'une requête en nullité, déposée au mois de juin, l'avocat d'un des trésoriers entend aujourd'hui interpellé le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, sur les raisons du « retard d'audience », selon lui, de ce recours. « J'aimerais, nous a déclaré M. Thierry Herzog, connaître les réelles motivations qui ont conduit le parquet général à attendre six mois pour étudier ma requête alors qu'il faut en moyenne deux mois pour les autres. Avec MM. Juppé et Roussin en examen, ma démarche a peu de chance d'aboutir car une éventuelle décision d'annulation de la procédure risquerait de passer pour de la censure. Tout cela est scandaleux. »

Jacques Follorou

### La Ville de Paris assigne en diffamation M. Quémard

La Mairie de Paris a assigné en « diffamation à l'encontre d'une administration publique », le 11 et le 12 août, l'ancien directeur de l'Administration générale de la Ville, Georges Quémard, ainsi que le quotidien *Le Parisien*. Le maire (RPR) de Paris, Jean Tiberi, a obtenu l'autorisation d'engager une procédure par un vote du Conseil de Paris, le 7 juillet. M. Tiberi a également déposé plainte contre M. Quémard, à titre personnel, le 24 juin.

M. Quémard, qui était chargé du personnel municipal de 1983 à 1988, avait fait état, dans un entretien au *Parisien* paru le 18 mai, de l'existence de quelque deux cents emplois fictifs dans les années 80. Une semaine plus tard, Jean Tiberi avait dénoncé, lors d'un Conseil de Paris, les accusations d'emplois fictifs, fondées, selon lui, « sur des témoignages pour le moins contestables ».

## Les limites de l'immunité judiciaire du président de la République

LE PRÉSIDENT de la République bénéficie-t-il, le temps de son mandat, d'une immunité totale ? Longtemps, la question n'a intéressé que les juristes, sans que ceux-ci n'y attachent eux-mêmes beaucoup d'importance. Or, la Constitution de 1958, comme les précédentes, ne permet pas de répondre clairement à cette interrogation. Son article 68 dispose : « Le président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison. Il ne peut être mis en accusation que par les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public et à la majorité absolue des membres les composant ; il est jugé par la Haute Cour de justice. » Celle-ci est composée, à parts égales, de députés et de sénateurs élus par leurs Chambres respectives.

Héritage de l'époque où la réalité du pouvoir résidait - et donc la responsabilité politique - appartenait au gouvernement, le chef de l'Etat n'a de comptes à rendre pour ses décisions ou son comportement que qualifiés qu'en cas de « haute trahison ». Cette notion n'est pas définie dans les textes constitutionnels et ne figure pas dans le code pénal. Cette irresponsabilité partielle est juridiquement incontestable. Mais qu'en est-il pour les actes du président de la République sans rapport avec l'exercice de ses fonctions ou commis avant son élection ? Le

débat oblige les constitutionnalistes à se faire grammairiens, car la réponse juridique implique de déterminer si la deuxième phrase de l'article 68 est liée à la précédente ou non.

Olivier Duhamel, professeur de droit public à Paris-I, défend la première possibilité. Il fait remarquer que la rédaction de la Constitution montre que le chef de l'Etat ne bénéficie d'une immunité partielle que pour les « actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions ». Pour lui, la suite de cet article prévoit donc simplement la procédure de mise en accusation par le Parlement dans le seul cas de « haute trahison ». Pour tous les crimes et délits non liés à l'exercice du mandat, la justice ordinaire serait ainsi compétente. Dans son livre *Le Pouvoir politique en France* (Seuil), il écrit : « L'exercice des fonctions est irresponsable, l'individu est responsable. Il ne peut assassiner qui bon lui semble en toute immunité, et relèverait d'une cour d'assises. »

« PROTÉGER LA FONCTION »

Guy Carcassonne, professeur de droit public à Nanterre, soutient l'autre thèse. Dans son ouvrage *La Constitution* (collection « Points » au Seuil), il écrit : « L'exercice des fonctions est généralement interprété comme synonyme de temps du mandat. (...) Cela signifie que le président [de la République], aussi longtemps qu'il

est en fonction, est irresponsable pour tous ses actes autres que de haute trahison. » Pour lui, la seconde phrase de l'article 68 est autonome. Cela implique que le chef de l'Etat ne peut être mis en accusation, même pour un simple délit routier, que par un vote de l'Assemblée nationale et du Sénat, et c'est la Haute Cour qui aurait, si elle l'assimile à de la haute trahison, à fixer la peine. Il ajoute, aujourd'hui, que s'il y a « immunité partielle » il n'y a pas « impunité », un juge pouvant reprendre des poursuites suspendues dès la fin du mandat présidentiel.

Le doyen Georges Vedel partage cette analyse. Il explique qu'il faut « protéger la fonction » et que, dans un système constitutionnel où le président de la République joue un rôle essentiel, toute « appréciation de ses actes doit être politique ». Cela implique, pour cet ancien membre du Conseil constitutionnel, que tous les crimes ou délits, même non liés à l'exercice de ses fonctions, qui pourraient être reprochés à un président de la République, relèvent d'une « justice politique ». « C'est au pays de décider, donc à ses représentants élus, dit-il, pas à un juge. » Dans l'état actuel des textes, seule la Cour de cassation, au terme d'une longue procédure, a la possibilité de trancher ce débat.

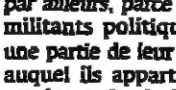
Thierry Brétier

## « J'assume mes responsabilités durant toute cette période »

Voici les principaux extraits des propos d'Alain Juppé, mardi 25 août, au journal de 20 heures de TF 1 :

La Ville de Paris ne paye pas et ne payait pas les permanents du RPR. Il y a, à la Mairie de Paris, des fonctionnaires qui travaillent dans des services ou dans des cabinets d'états et qui, par ailleurs, parce que ce sont des militants politiques, consacrent une partie de leur activité au parti auquel ils appartiennent. Il faut aussi prendre la juste mesure du problème. (...) Tenons-nous en à ce que la justice aujourd'hui semble considérer comme posant problème. Il y a, à la Ville de Paris, un peu plus de quarante mille fonctionnaires. D'après ce que je lis dans la presse, puisque je n'ai pas encore été entendu par le juge, il est question de moins d'une vingtaine d'emplois litigieux et dont le

VERBATIM



caractère litigieux, dans bien des cas, est contestable.

Ce que je voudrais, surtout, c'est remettre tout ceci en perspective. J'ai été nommé secrétaire général du RPR en 1988. A cette époque-là, il n'y avait aucune législation sur le financement des partis politiques. Tous les partis politiques se débrouillaient. Qu'est-ce qu'il faut pour faire fonctionner un parti ? Un parti, c'est une sorte de PME : il faut des bureaux et du personnel. (...) Alors, il y avait du bénévolat, et puis il y avait des entreprises publiques, des entreprises privées, des administrations, des collectivités publiques, des grands corps de l'Etat qui laissaient à certains de leurs collaborateurs tout ou partie de leur temps pour qu'ils le consacrent à leur engagement politique. Ça s'est passé dans tous les partis, et, au-delà des partis, dans certaines associations, dans certains syndicats.

Depuis 1995, on sait clairement ce qu'on peut faire et ce qu'on ne

peut pas faire. Alors, il y a eu une période de transition, 1988-1995, c'est celle que j'ai eue à connaître. Quelle a été ma ligne de conduite durant cette période ? J'ai donné pour instructions précises à ceux qui avaient la charge de gérer au quotidien le RPR de se mettre en conformité avec la loi, et c'est ce qui a été fait. Nous avons résorbé progressivement tous les cas litigieux. Lorsque j'ai cessé, en 1995, d'être secrétaire général, puis, en 1997, quand j'ai cessé d'être président du RPR, tout avait été régularisé, à ma connaissance.

J'ai vu tout à l'heure sur votre écran des mots forts, qui frappent l'imagination, qui me frappent moi, mon cœur et mon esprit. Détournement de fonds publics ! On s'imaginerait qu'on a pris de l'argent dans une caisse publique pour le mettre dans sa poche. C'est inacceptable de laisser planer ce soupçon. Il s'agit d'un problème de fonctionnement et de financement de parti politique. J'assume mes responsabilités durant toute cette

période et c'est dans cet esprit que je suis prêt à répondre, bien entendu, à toutes les questions devant le juge. (...)

Ce n'est qu'en 1995 qu'une loi, pour la première fois, a formellement interdit l'aide des entreprises privées aux partis politiques. S'il a fallu une loi pour l'interdire, c'est bien qu'avant il y avait un peu de confusion. En tout cas, (...) quand je suis parti, en 1995-1997, la situation était complètement apurée parce que la loi avait dit ce qu'il fallait faire et qu'on se conformait à la loi. Si on a mis trop de temps, il y a peut-être là, en effet, quelque chose qui peut être reproché. (...)

Interrogé sur la mise en cause éventuelle de Jacques Chirac, M. Juppé a estimé cette hypothèse complètement absurde. Le président du RPR donne les grandes orientations politiques, et puis il y a un secrétariat général qui assure l'organisation du parti. Je le répète, je n'ai jamais en l'habitude de me défaire de mes responsabilités sur les autres.

### Une réglementation progressive

● 11 mars 1988. Jusqu'alors, le financement de la vie politique n'était pas codifié. Votée à l'extrême fin de la première cohabitation, la première loi sur la transparence financière de la vie politique institue le financement public des partis. Ceux-ci sont dotés d'une subvention proportionnelle au nombre de leurs parlementaires.

● 15 janvier 1990. Pour la première fois, les dons des entreprises aux partis sont légalisés, et réputés conformes à leur objet social sauf disposition contraire des statuts. Une même personne morale ne peut cependant pas verser annuellement plus de 500 000 francs aux partis. En revanche, les personnes morales de droit public, les personnes morales de droit privé dont la majorité du capital appartient à une ou plusieurs personnes morales de droit public et les casinos n'ont pas le droit d'effectuer de dons aux partis. La répartition du financement public entre les partis est modifiée de manière à bénéficier aussi aux partis non représentés au Parlement. Tout don versé à un parti doit être recueilli par l'intermédiaire d'un mandataire financier. Les partis bénéficiaires doivent établir des comptes, qui sont publiés par une nouvelle commission nationale (CCFP).

● 29 janvier 1993. Les partis doivent rendre publique la liste des dons des entreprises.

● 19 janvier 1995. Les dons des personnes morales aux partis et aux candidats sont interdits. L'interdiction vise toutes les personnes morales autres que les partis politiques, que ce soient des entreprises, des associations, des fondations, des syndicats ou des collectivités locales, etc. Ceux-ci ne peuvent contribuer au financement des partis « ni en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit (...), ni en leur fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués ».

Osez une grande Ecole Parisienne !

**ESG**

Ecole Reconnue par l'Etat  
Diplôme visé par le Ministère de l'Education Nationale

Des carrières au plus haut niveau en :

- Marketing
- Finances
- Commerce International
- Expertise Comptable

Filières pour les étudiants en :

- Droit
- Gestion
- Lettres
- Sciences

Ecole Supérieure de Gestion  
25, rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS  
Tel. 01.53.36.44.00  
Fax. 01.43.59.73.74  
Internet : <http://www.esg.fr>





## Des systèmes de financement occulte révélés par les affaires

LES AFFAIRES de ces dernières années ont révélé l'existence de différents systèmes de financement occulte des partis politiques : un système organisé de « commissions » sur les marchés publics grâce à des bureaux d'études pour le Parti socialiste, des versements de fonds émanant d'entreprises privées via des comptes en Suisse ou au Luxembourg pour le Centre des démocrates-sociaux et le Parti républicain, des rémunérations de permanents de parti par des sociétés ou par la Ville de Paris pour le RPR. A ce jour, seul le financement du PS par l'Urban-Gracco a été jugé. Le procès du financement du CDS devrait se tenir en 1999 et les autres dossiers sont encore à l'instruction.

● **Parti socialiste.** L'affaire Urban-Gracco a permis de mettre au jour le système de financement occulte du PS par le biais de bureaux d'études. Pour obtenir des marchés publics dans des collectivités locales dirigées par le PS, les entreprises devaient verser des commissions à des officines qui jouaient le rôle d'intermédiaires obligés auprès des élus. Concluant au « caractère fictif » de l'activité de ces bureaux d'études, l'instruction établit que les commissions étaient perçues soit ponctuellement, lors de l'obtention d'un marché public donné, soit sous forme de rentes pluriannuelles (sur le chauffage urbain, la collecte d'ordures, etc.), pour des montants variant « entre 3 % et 5 % des marchés ».

Le 13 mars 1996, la cour d'appel de Rennes a condamné pour recel de trafic d'influence l'ancien trésorier du PS Henri Emmanuelli à dix-huit mois de prison avec sursis, 30 000 francs d'amende et deux ans de privation des droits civiques.

● **Parti communiste français.** Un conglomérat de bureaux d'études et de sociétés de services proches du PCF, le Groupement d'intérêts économiques pour l'équipement et la fourniture des collectivités (Gifco), est au centre de l'enquête confiée à la juge d'instruction parisienne Laurence Vichnievsky. De 1984 à 1994, sept filiales du Gifco auraient reçu un total de 24,6 millions de francs émanant de la CGE en contrepartie d'interventions sur les marchés publics d'une centaine de communes de France. Un directeur général adjoint de la CGE a été mis en examen pour recel

des filiales du Gifco, la Scopar, « consistant à expliquer et à démontrer l'intérêt des propositions présentées par la Compagnie aux élus, techniciens municipaux et représentants syndicaux proches ou en sympathie avec le PCF ». Il évoquait « une certaine forme de racket de la part des sociétés composant le groupe Gifco ».

Le 10 octobre 1996, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, son prédécesseur Georges Marchais – aujourd'hui décédé – et le trésorier du parti, Pierre Sotura, ont été mis en examen pour recel de trafic d'influence. La direction du PCF affirme que le Gifco a travaillé avec des élus de tous bords, sans contribuer en rien à son financement.

● **Centre des démocrates-sociaux.** Le financement de l'ex-parti centriste, rebaptisé Force démocrate (FD), devrait faire l'objet d'un procès cet hiver. L'instruction a révélé que, de 1986 à 1991, le CDS, alors présidé par Pierre Méhaignerie, a disposé d'une filière d'approvisionnement en argent liquide passant par la Suisse, grâce aux dons d'entreprises françaises. Mis en place par l'ancien député européen François Froment-Meurice, le système reposait sur l'alimentation en fonds de deux comptes de l'Union des banques suisses par des entreprises spécialisées dans le bâtiment, la promotion immobilière, les travaux publics ou la grande distribution. Ces sommes servaient au financement des campagnes électorales et aux frais de fonctionnement du parti. Quelque 25 millions de francs auraient ainsi été versés. Passées au tamis de la prescription et des amnisties de 1988 et de 1990 liées aux lois de financement des partis politiques, les sommes visées par l'enquête ne concernent plus que 5 millions de francs.

Pierre Méhaignerie, ancien garde des sceaux, Jacques Barrot, ancien ministre des affaires sociales et du travail, Bernard Bosson, ancien ministre des transports, ainsi que François Froment-Meurice ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel pour recel d'abus de biens sociaux.

● **Parti républicain.** Le financement du Parti républicain (PR), rebaptisé Démocratie libérale (DL), fait l'objet d'une instruction menée par la juge parisienne Mireille Filippini. L'ancien président du mouvement, Gérard Longuet, a été mis en examen pour recel

d'abus de confiance et d'abus de biens sociaux, de même que le trésorier officiel du parti, Jean-Pierre Thomas. La magistrature les soupçonne d'avoir mis en place un système de financement par des entreprises privées. Le Groupement des régies réunies, chargé de gérer la régie publicitaire du parti, commercialisait au prix fort des espaces publicitaires dans des revues proches du mouvement. De 1988 à 1992, près de 19 millions de francs ont ainsi été facturés à une filiale de la CGE.

L'enquête a également permis de dévoiler l'utilisation de « valises de billets » et l'existence de comptes bancaires suisses par lesquels transitaient ces sommes.

Outre cette instruction, la juge Laurence Vichnievsky enquête sur un prêt accordé au PR, le 6 juin 1996, par une coopérative financière italienne, le Fondo. Ce prêt avait été garanti par une somme de 5 millions de francs en espèces versée, le même jour, sur un compte au Luxembourg. Soupçonnant une opération de blanchiment d'argent, la juge a mis en examen, vendredi 7 août, François Léotard et son principal collaborateur, le député Renaud Donnedieu de Vabres.

● **Rassemblement pour la République.** L'instruction menée par la juge de Nanterre Patrick Desmure porte sur la rémunération, par des entreprises privées et par la Ville de Paris, de certains permanents, de 1988 à 1995. Les enquêteurs ont analysé la situation d'une vingtaine de collaborateurs, cadres et secrétaires rémunérés environ 10 000 francs par mois par des entreprises. Des salaires ont également été accordés par l'Hôtel de Ville de Paris à des permanents du RPR, à une époque où Jacques Chirac était le maire de la capitale.

Cette enquête a d'abord conduit à la mise en examen de Louise-Yvonne Casetta, présentée comme la trésorière officieuse du parti, puis à celle de trois anciens trésoriers du mouvement. Mis en cause à la fois en sa qualité d'ancien secrétaire général puis de président du RPR, et en tant qu'adjoint aux finances de la Ville de Paris, Alain Juppé a été mis en examen ainsi que Michel Roussin, ancien ministre de la coopération et ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac.

Erich Inciyan et Cécile Prieur

## La justice s'interroge sur un prêt accordé à l'UDF en 1996

UNE NOUVELLE AFFAIRE de prêt secoue les rangs de l'UDF, après la perquisition menée, jeudi 20 août, par les policiers de l'office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCGRDF) au siège parisien de la confédération libérale. Révélée par *Le Parisien* dans son édition du mardi 25 août, l'opération a été conduite à la suite d'une commission rogatoire du juge d'instruction Eva Joly. Le magistrat cherchait à éclaircir les conditions dans lesquelles l'UDF a obtenu, en 1996, un prêt de 12 millions de francs accordé par la Société des banques suisses (SBS). Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont obtenu du parquet de Paris un réquisitoire supplétif pour « blanchiment », qui leur permet de poursuivre leurs investigations sur ce nouveau dossier.

A l'origine du prêt, la situation financière délicate de la confédération : en 1996, ses dettes s'élevaient à un peu plus de 30 millions de

francs. Le mouvement décide alors d'emprunter pour faire face à ses obligations financières. Plusieurs établissements sont contactés. L'UDF s'accorde finalement avec la SBS. La banque suisse met toutefois une condition au prêt de 12 millions de francs. Elle exige qu'une somme équivalente soit déposée en garantie.

La direction de l'UDF se tourne vers les différentes composantes de la confédération. Seuls, les Adhérents directs parviennent à rassembler l'argent. Ils acceptent de fournir la garantie réclamée par la SBS, après deux délibérations du bureau exécutif. Les 12 millions sont versés à la Société des banques suisses à Paris. Une convention est passée entre les Adhérents directs et l'UDF. Les premiers obtiennent qu'en cas d'impossibilité de remboursement du prêt par l'UDF toutes les composantes de la confédération prennent à leur charge une partie de la dette. La

première échéance du prêt, engagée sur une durée de sept ans, doit intervenir au mois de décembre 1998.

« Il n'y a pas d'affaire. Tout cela est très transparent », a indiqué au Monde Pierre-André Wiltzer, délégué général des Adhérents directs. Selon lui, les 12 millions de francs proviennent des économies de son mouvement, effectuées grâce à « une gestion rigoureuse ». Une explication, qui écarte, à ses yeux, le soupçon de blanchiment. La somme correspond environ à une année de versement de l'Etat aux Adhérents directs au titre du financement public des partis politiques. Depuis une dizaine d'années, les Adhérents directs ont pris l'habitude d'économiser une partie de ce versement, affirme M. Wiltzer, d'où l'existence de ce bas de laine qui a permis de donner un peu d'air à une UDF menacée d'asphyxie financière.

Pascal Ceaux

## Le RPR se ressoude et Philippe Séguin donne le ton de la contre-attaque

LE RPR a décidé de faire bloc. La consigne est venue sans tarder du successeur d'Alain Juppé à la présidence du parti gaulliste. Une heure à peine après l'annonce de la mise en examen de l'ancien premier ministre, Philippe Séguin « a exprimé, en [son] nom personnel et au nom de l'ensemble du mouvement, sa solidarité, son soutien et sa confiance entière à Alain Juppé ». A de rares exceptions près, les autres personnalités du mouvement s'en sont tenues à cette réaction et ont observé, toute la journée du mardi 25 août, un silence prudent.

Ancien secrétaire général du RPR, Jacques Toubon s'est ainsi refusé à toute déclaration, avant de rendre publique, dans la soirée, une liste de dix-neuf anciens ministres, RPR et UDF, se déclarant solidaires de M. Juppé. Il est vrai que l'annonce, par TF 1, de la présence de M. Juppé à son journal de 20 heures a contribué à entretenir cette réserve. Nicolas Sarkozy, secrétaire général du Rassemblement, et François Fillon, porte-parole, ont attendu la fin de cette intervention pour témoigner de leur « amitié », de leur « solidarité » et de leur « profond soutien ».

Jean Tiberi, maire de Paris, a exprimé son « amitié, [son] soutien, [sa] solidarité et [sa] fidélité » à M. Juppé. Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, qui fut l'avocat de Jacques Chirac, a en quelque sorte pris les devants en présentant la défense, sur France-

Inter, de l'ancien maire de Paris. « Le président de la République bénéficie, et c'est heureux, dans notre pays, d'une immunité totale », a-t-il affirmé, après avoir assuré que « le maire de Paris ne suivait pas la réalité du dossier de chaque personne ». M. Devedjian a encore ajouté que M. Juppé « n'a été qu'un rouage dans une mécanique qui est périmée et que la loi condamne, mais dont tout le monde s'est servi ». Dans un même registre, le président de Force démocrate, François Bayrou, s'est dit « intimement persuadé qu'à sa place Alain Juppé a davantage contribué à régulariser les choses qu'à les prolonger ».

### « LE JEU DE L'EXTRÊME DROITE »

De son lieu de vacances, Bernard Pons a exprimé sa « totale solidarité » avec M. Juppé. « On ne peut pas aimer Alain Juppé, mais on ne peut pas douter de son intégrité », a affirmé au Monde l'ancien secrétaire général du RPR, en estimant que la mise en examen de l'ancien premier ministre relève de l'« acharnement systématique ». Jugeant tout aussi « scandaleux » le procès fait à l'ancien trésorier du Parti socialiste Henri Emmanuelli, M. Pons met en cause la justice : « Ces magistrats voudraient faire le jeu de certains partis d'extrême droite qu'ils ne s'y prendraient pas autrement », estime-t-il.

Ce sera là, vraisemblablement,

une partie de la riposte que compte organiser le RPR. Mais d'autres arguments commencent à être rodés. Au siège du mouvement, on ne manque pas de rappeler, à destination des socialistes, les mises en examen – pour des raisons très différentes – du président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, et les condamnations de M. Emmanuelli et du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault. Pour sa part, Philippe Séguin devait donner le ton, sur le plan politique, dès mercredi, à la télévision, après avoir laissé M. Juppé s'expliquer en premier.

En dépit de sa longue rivalité avec le maire de Bordeaux, l'actuel président du RPR a en effet toujours affirmé qu'il serait « régulier » avec ses prédécesseurs à la tête du mouvement, à savoir MM. Chirac et Juppé. Car, bien entendu, la mise en examen de ce dernier était attendue, rue de Lille, et M. Séguin savait, lors de son élection à la présidence du RPR, qu'il aurait à gérer un héritage. Au lendemain de sa prise de fonctions, il avait dû faire licencier des permanents du parti qui ont reconnu depuis avoir été payés par la mairie de Paris.

Cette solidarité affichée du mouvement gaulliste s'explique, bien sûr, par la nécessité de protéger le président de la République. De ce point de vue, les ennemis judiciaires de M. Juppé peuvent être salués. « L'unité du mouvement gaulliste peut se faire sur un sujet inattendu », se réjouit un cadre du RPR. Or le mouvement doit faire face à quelques échéances délicates : la gestion de l'Alliance pour la France avec ses partenaires de l'ex-UDF, le débat européen et le choix de la tête de liste pour les élections du printemps prochain, ainsi que la remise en jeu, à la fin de l'année, du mandat de M. Séguin.

Jean-Louis Saux

# Challenges

L'ECONOMIE C'EST VOUS

## CADRES Gagnez plus!

- Testez votre salaire
- Découvrez les entreprises qui paient le mieux
- Tirez parti des 35 heures



## La CFDT progresse dans les entreprises privées et recule dans le secteur public

est étale ou en légère progression. La participation connaît un fléchissement de 0,5 point, pour la première fois depuis six ans.

**■ PARITÉ :** à l'occasion de son université d'été, réunie à Lisieux, l'Assemblée des femmes, une association créée par Yvette Roudy, maire de la ville, députée PS du Calvados, et regroupant des élues de la gauche « plurielle », a demandé au premier ministre, mardi 25 août, de créer « un ministère des droits des femmes à part entière ».

Louis Vioznet, secrétaire général de la CGT a souligné, mardi 25 août, au cours de sa conférence de presse de rentrée (*Le Monde* du 26 août), qu'« en dépit des luttes sociales nombreuses », « une certaine confiance » se manifeste dans le monde du travail. « Les entreprises », notamment dans le domaine des 35 heures, où « le bras du feu se fait, que commencer ». Dans les Hauts-de-Seine, une substantialité des militants CGT de la métallurgie ont manifesté devant le siège départemental de l'Union des Industries métallurgiques et minières pour protester contre l'accord sur le passage aux 35 heures, conclu le 28 juillet dans cette branche. La fédération CGT de l'agroalimentaire a appelé les 8 000 salariés du sucre à observer une Journée de grève, lundi 12 octobre, pour protester contre l'accord signé le 18 août par le patronat du secteur et les syndicats CFDT, CFE-CGC et CFTC. Cette date a été choisie car « toutes les entreprises auront entamé la campagne sucrière à ce moment-là », précise la CGT.

Bonne nouvelle pour FO, la CFE-CGC et la CFTC, dont les résultats sont étalés ou en légère progression, avec respectivement 12,1 %, 5,8 % et 4,5 % des voix. FO gagne des voix dans les établissements de 50 à 100 salariés et dans le premier collège. Elle recule dans les deuxièmes et troisièmes collèges, ainsi que dans les entreprises qui ont entre 500 et 1 000 salariés. La CFTC progresse quelle que soit la taille des établissements, tandis que la CFE-CGC reste en tête dans le collège cadres, avec 27 % des voix. Les syndicats non confédérés progressent de 0,5 point, SNCF inclus, et de 0,2 point hors SNCF.

**Alain Reure-Méru**

Alain Beuve-Méry

- Les familles Rotnik, Gibals

**Ses amis,**  
ont la tristesse de faire part du décès de  
**Michel ROLNIK,**

**La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Zeman, de la mission catholique slovaque, le jeudi 27 août, 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 75, rue Alexandre-Dumas, Paris-20<sup>e</sup>.**

Cet avis tient lieu de faire-part.

Né le 13 septembre 1931 à Nîort (Deux-Sèvres), le chef Polnik fut embauché au Monopole comme polyvalent linotypiste, le 9 mai 1962. Le 7<sup>e</sup> janvier 1971, il est nommé sous-chef de la composition. Dix ans plus tard, le 7<sup>e</sup> février 1981, il fut promu chef d'atelier.

**Anniversaires de décès**

**M<sup>me</sup> Adrien GOUTEYRON,**  
née Rosie JULIEN.

— Il y a dix ans, le 27 août 1968, déce-  
dait brutalement le  
**général André MARTY.**  
M= A. Marty,  
ses enfants et petits-enfants.

**Communications diverses**

**ÉCOLE SPÉCIALE  
D'ARCHITECTURE**  
Établissement privé  
*d'enseignement supérieur*

**Président : Christian de Portzamparc.**  
**Reentrée automne 1993**  
Lycéens préparant le baccalauréat.  
Architectes, diplômés de l'enseignement  
supérieur, vous désirez intégrer l'Ecole  
spéciale d'architecture à l'automne 1998,  
- Un examen d'admission se déroulera  
le 1<sup>er</sup> septembre 1998.  
Renseignements : ESA, 254, boulevard

75014 Paris.  
TEL : 01-40-47-40-00.  
Fax : 01-43-22-81-16.

**01-42-17-39-80**      **01-42-17-38-42**  
**01-42-17-29-96**  
**Fax: 01-42-17-21-36**

**Vous pouvez  
nous transmettre  
vos annonces la veille  
pour le lendemain  
jusqu'à 16 h 30**

### Anniversaires de décès

**M<sup>me</sup> Adrien GOUTEYRON,**  
née ROSIE JULIEN.

Une messe sera célébrée pour elle en l'église de Rosières (Haute-Loire), ce 27 août 1998.

— Il y a dix ans, le 27 août 1988, décédait brutalement le  
général André MARTY.

M<sup>me</sup> A. Marty,  
ses enfants et petits-enfants,  
demandent une prière ou une pensée pour  
lui en ce jour.

**Communications diverses**  
ÉCOLE SPÉCIALE  
D'ARCHITECTURE  
Établissement privé

**d'enseignement supérieur**  
reconnu d'utilité publique et par l'Etat.  
Président : Christian de Portzamparc.  
Reentrée automne 1993  
Lycéens préparant le baccalauréat.  
Maîtres, diplômés de l'enseignement

Renseignements : ESA, 254, boulevard

75014 Paris.  
TEL : 01-40-47-40-00.  
Fax : 01-43-22-81-16.



**ENVIRONNEMENT** En France, seulement 6 % des déchets sont triés et 10 000 des 36 000 communes françaises ont mis en place une collecte sélective. La ministre de l'aménagement

du territoire et de l'environnement devait présenter, mercredi 26 août, au conseil des ministres, des mesures destinées à encourager le tri des déchets. ● À LEVALLOIS-PERRET,

où la municipalité souhaite atteindre un taux de recyclage de 20 % d'ici 2005, on multiplie les campagnes de sensibilisation, afin de venir à bout des réticences culturelles. ● LES

MARCHÉS liés au tri sélectif, ne cessent de croître. Le secteur des déchets, qui représente aujourd'hui 112 000 emplois directs, pourrait en créer 40 000 de plus dans les quatre

ans. ● DEPUIS 1991, L'ALLEMAGNE s'est engagée dans une politique volontariste de tri des déchets. Mais aujourd'hui, la multiplication des poubelles tourne parfois au casse-tête.

## Le tri sélectif des déchets a du mal à entrer dans les mœurs des Français

Bien que 90 % des ménages se déclarent la fibre écologique, actuellement seulement 6 % des ordures ménagères sont triées. Dominique Voynet devait annoncer, mercredi, en conseil des ministres, des mesures destinées à encourager ce geste quotidien

LORSQU'ON L'INTERROGE, le Français, qui produit en moyenne un kilo de déchets par jour, dit avoir la fibre écologique : selon une récente enquête de l'Insee, 90 % des ménages se déclarent prêts à trier leurs ordures. En réalité, seulement 6 % des déchets sont actuellement triés. C'est dire le travail qui reste à accomplir afin d'atteindre le principal objectif fixé par la loi de 1992 : à l'horizon 2002, seules devraient subsister les décharges de déchets ultimes, ceux qui ne peuvent plus être valorisés. Dans une circulaire du 28 avril adressée aux préfets, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, souhaite qu'à terme, la moitié des ordures ménagères soient recyclées.

**RÉTICENCES D'ORDRE CULTUREL**  
Aujourd'hui, un peu plus de 10 000 des 36 000 communes françaises ont mis en place une collecte sélective, ce qui représente 16,5 millions d'habitants. Pour encourager cette évolution, une campagne de sensibilisation intitulée « Moins de déchets, plus de recyclage », a été menée cet été, notamment à l'arrière des bus de plus de quatre-vingt-dix villes françaises.

Car les réticences des Français semblent avoir tout d'ordre culturel. Il faut souvent du temps pour que les habitudes s'installent : les

premières expériences de collecte remontent à 1977 pour le verre, et à la fin des années 1980 pour les vieux journaux. « Aujourd'hui, le tri du verre et du papier en vue de leur recyclage est entré dans les mœurs », se félicite-t-on au ministère de l'environnement. Mais si 64 % des ménages trient le verre, seulement 20 % font de même pour le plastique. Parvenir à une collecte de qualité sur trois, quatre, voire cinq matériaux suppose donc une gradation des expériences.

Le tri sélectif des déchets impose en outre une discipline quotidienne contraignante. Comment encourager les usagers à ôter les bouchons des bouteilles, souvent fabriqués dans une résine qui diffère de celle du contenant ? Difficile également de préciser à un trieur pressé qu'il ne doit pas jeter les bouteilles de plastique de moins d'un demi-litre afin de faciliter le travail des centres de tri, qui ne souhaitent pas hériter des petits flacons de shampooing impropres au recyclage.

Si on leur en offre les moyens, les Français seraient sans doute plus disciplinés qu'ils ne le sont : selon l'enquête de l'Insee, seulement 23 % d'entre eux disposent actuellement d'un système de tri dans un local de leur immeuble ou dans leur maison.

Si les collectivités locales, responsables de la mise en œuvre du



tri sélectif des déchets, reconnaissent leur retard, elles invoquent le poids des charges supportées par les communes ou leur regroupement.

### FORTE À-PORTÉ

« La mise en décharge d'une tonne d'ordures revient à 600 francs, explique Jacques Périsard, responsable des questions d'environnement à l'Association des maires de France. La tonne triée et recyclée suppose, elle, un in-

vestissement en amont de l'ordre de 1 700 francs. Il faut en déduire les recettes liées aux produits récupérés et les contributions des industriels de la grande consommation, obligés de participer à l'élimination de leurs emballages. Même en tenant compte de ces recettes, au final, la tonne recyclée coûte un peu plus cher que la mise en décharge : entre 700 et 800 francs. » Encore les prix varient-ils, comme les méthodes, en fonction de l'habitat.

Collecte au porte-à-porte ou ap-

port volontaire des déchets dans des conteneurs ? Les maires de France entendent rester libres de leur choix, et pouvoir éventuellement combiner les deux méthodes. Dans les zones rurales, à habitat dispersé, le porte-à-porte est privilégié pour le plastique et le papier, même si les frais de transport sont conséquents. Dans les zones urbaines, marquées par un habitat dense, l'espace manque pour les multiples poubelles nécessaires à la collecte en porte-à-porte. C'est pourquoi dans les villes, les efforts de financement se concentrent notamment sur l'aménagement de locaux communs, dans les immeubles, pour la collecte séparée.

Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), 80 % des habitants qui ont, à leur disposition, une collecte au porte-à-porte y participent en jetant leurs ordures dans les différents compartiments. Pour l'apport volontaire, les résultats demeurent sensiblement plus médiocres : dans les collectivités qui mettent à la disposition des habitants des conteneurs séparés, seul un tiers de la population est assez motivé pour les utiliser régulièrement.

Les spécificités locales restent déterminantes, comme le montre une étude Ademe-AMF sur le coût global de la gestion des déchets ménagers qui doit être publiée

en septembre. A titre d'exemple, l'apport volontaire fonctionne relativement mieux que le porte-à-porte en Haute-Saône, au sein d'une population particulièrement sensibilisée au tri. Conscients de ces particularités, « ni le ministère de l'environnement, ni l'Ademe n'entendent imposer une méthode de collecte unique, standardisée », affirme-t-on à la sous-direction des produits et déchets du ministère de l'environnement.

### COMPÉTENCES REDÉFINIES

Pour encourager le tri sélectif, Dominique Voynet devait présenter plusieurs mesures, mercredi 26 août, au conseil des ministres. L'obligation, pour les communes, d'informer chaque année les habitants du coût précis de la gestion des déchets devrait faire l'objet de décrets d'application. Les compétences de chacun (commune, syndicat intercommunal, département), devraient être redéfinies, afin de rendre lisible le complexe enchevêtrement des structures. Comme prévu, le taux de TVA appliqué aux filières de collecte sélective sera réduit de 20,6 % à 5,5 %.

Enfin, les préfets recevront une lettre les invitant à réviser leur plan départemental d'élimination des déchets, qui font encore la part belle aux décharges et à l'incinération.

Olivier Ubertalli

## Un secteur économique en pleine expansion

DOPÉS par une réglementation sur le traitement des déchets de plus en plus exigeante, les marchés liés au tri sélectif ne cessent de croître. Le secteur des déchets représente aujourd'hui 112 000 emplois directs et pourrait en créer plus de 40 000 supplémentaires à l'horizon 2002, selon une étude réalisée en octobre 1997 par le cabinet BIPE Conseil. Tena, un autre cabinet de conseil, prévoit la création de 20 000 emplois liés à la collecte sélective et surtout au tri qui, malgré son automatisation, nécessite une main-d'œuvre importante.

Le secteur représente déjà 112 000 emplois directs et pourrait en créer plus de 40 000 supplémentaires à l'horizon 2002

emballage auprès des industriels afin de financer les projets des collectivités locales.

Les entreprises privées, qui se voient déléguer le service de traitement des ordures ménagères dans plus des deux tiers des cas, se frottent donc les mains. Les deux plus importantes - CGEA-Oxy, filiale de Vivendi, et SITA, pôle propriété du groupe Suez-Lyonnais des eaux - ont respectivement réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 11,5 et 10,9 milliards de francs.

Selon un sondage réalisé par l'Association des maires de France, la collecte sélective constitue, pour les communes, le second gisement d'emplois-jeunes, juste après la gestion des paysages et espaces verts. Environ 3 500 emplois-jeunes devaient, au total, être créés. La plupart sont ou seront des « ambassadeurs du tri », chargés d'assurer la promotion du tri des déchets auprès des Français.

O. U.

## A Levallois-Perret, « Bac bleu, bac vert et le reste va en enfer »

A L'ENTRÉE des services techniques de la mairie de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), une grande affiche ornée de trois bacs annonce : « Maintenant à Levallois... JE TRIE mes déchets ménagers. » « Le tri, c'est comme le préservatif, il faut y penser par réflexe », résume en souriant Ariane Lacombe, la coordinatrice de la collecte sélective de la ville. A la mairie, le slogan « Bac bleu, bac vert et le reste va en enfer » est omniprésent.

Dans cette commune des Hauts-de-Seine, la collecte sélective a été instaurée le 21 octobre 1996. Tous les immeubles de la ville ont été équipés de trois bacs : vert pour le verre, marron pour les déchets non recyclables, bleu pour les multimatériaux comme les bouteilles, les flacons en plastique, les boîtes métalliques, les papiers et les cartons.

La municipalité a mis en place un système de collecte de porte-à-porte. « Pour moi, le tri est devenu un geste naturel », remarque Jean-François, trente-deux ans. Mes parents, qui habitent une toute petite commune, sont, eux, obligés de se déplacer en voiture pour trier.

En 1997, 12 % des déchets ménagers ont été recyclés et la municipalité souhaite atteindre l'objectif de 20 % en 2005. « La collecte sélective ne peut marcher que si on la rend systématiquement », constate Gabriel

Lacan, directeur adjoint des services techniques de la mairie de Levallois. Une campagne de sensibilisation destinée aux 52 500 habitants de la ville est menée en permanence, avec la distribution d'un journal spécialisé, des animations sur le marché et des visites au centre de tri. La mairie a également recruté deux « ambassadeurs du tri » qui travaillent sur le terrain : tous les mardis soirs, jour de la collecte des bacs bleus, ils suivent les éboueurs afin de repérer les adresses des habitants qui ne respectent pas le tri.

### PLUS DE 600 000 FRANCS ÉCONOMISÉS

Les enfants, eux aussi, sont sollicités : 2 600 écoliers levalloisiens ont déjà été informés de tous les détails de la collecte sélective. « Maintenant, ce sont les enfants qui incitent les adultes à trier », constate, à la mairie, Gabriel Lacan. Commencée dans les écoles primaires, l'expérience doit se poursuivre cette année dans les maternelles pour un spectacle de marionnettes. « Dans vingt ans, quand les enfants auront l'âge de diriger leur propre foyer, la collecte sélective sera entrée dans la mentalité », estime Ariane Lacombe.

La collecte sélective des ordures peut, non seulement coûter peu mais même rapporter

de l'argent. A Levallois-Perret, le tri sélectif a impliqué des coûts - un surplus de 2 millions de francs lié à la complexité de la collecte, à l'embauche d'« ambassadeurs du tri » et aux frais de transport - mais il engendre également des économies grâce à la réduction des coûts d'incinération (900 000 francs) et la reprise des matériaux à recycler comme le verre, le plastique, le métal et les papiers (1 million de francs). Si l'on ajoute la subvention de 825 000 francs accordée par Eco-emballages, la ville affirme avoir économisé, au total, plus de 600 000 francs en 1997.

En attendant, certains habitants disent encore s'« en foutre éperdument » - expression lancée par un passant. Les six premiers mois de cette année ont toutefois montré que les Levalloisiens trient de mieux en mieux : au premier semestre de cette année, l'usine de traitement a refusé quasiment deux fois moins d'ordures de bacs bleus que durant la même période en 1997. Le tri reste néanmoins un geste qui demande visiblement un certain effort psychologique : pendant la Coupe du monde, le nombre de déchets triés a diminué, sans doute parce que les habitants avaient d'autres préoccupations...

Victoria Loginova

## Entre casse-tête et civisme : les mille poubelles allemandes

BONN de notre correspondant

Ah ! les poubelles ! Le casse-tête des familles françaises, lors de leur arrivée en Allemagne. Il y a la poubelle bleue pour les journaux, la verte pour le gazon, les feuilles et les épilures, la jaune pour les plastiques et les métaux, et la noire, plus petite, pour les autres déchets, qui débordent au bout de quelques jours si on ne se pille pas au tri et qui n'est ramassée que deux fois par mois. Il y a l'angoisse d'oublier le bon jour, faute de quoi il faudra tasser les détritus et attendre plusieurs semaines le passage suivant. Il y a aussi le verre, qu'il convient de porter au container à quelques centaines de mètres du domicile, en veillant à séparer les bouteilles blanches des vertes et des brunes. Sans oublier, début janvier, le ramassage du sapin de Noël.

Le tri des déchets donne lieu à des questions métaphysiques dans les cuisines : le pack de lait, carton ou plastique ? Sur la pou-

belle jaune, il est indiqué que les pots de yaourt doivent être propres pour faciliter le recyclage. Disciplinés, les Allemands les lavaient donc avec de l'eau chaude et des produits détergents, rendant le bilan écologique du recyclage franchement négatif.

### FOND DES POTS DE YAOURT

Résultat : les députés ont précisé dans une loi adoptée en juin qu'il ne fallait plus laver les pots de yaourt, mais seulement en rincer le fond. L'œil des voisins et la peur du gendarme aident au civisme. « J'habitais dans un village de Bavière où les employés municipaux ouvraient les poubelles pour vérifier que le tri avait été fait. Sinon, vous aviez un carton jaune, puis un carton rouge », explique un Allemand. En revanche, la qualité du tri laisse franchement à désirer dans les zones urbaines où les gens vivent en appartement.

Le poids des journaux est tel en Allemagne que les professionnels du secteur se sont depuis

longtemps organisés pour les récupérer : actuellement, 60 % du papier est produit à l'aide de papier recyclé. Une loi de 1991 a imposé le retraitement des emballages. En vertu de ce texte, les bouteilles doivent être consignées à plus de 72 %. En Allemagne, il n'y a donc pas les bouteilles écrasables d'Evian : il faut rapporter au magasin de lourdes caisses de bouteilles en verre. A la suite de la loi de 1991, les industriels et les commerçants ont créé une société baptisée Duales System, qui se charge de recycler les emballages en plastique, en verre et papier. Chaque fabricant paie une taxe proportionnelle au poids de ses emballages, qui sont marqués, en retour, d'un « point vert ».

Sept ans après, le ministère de l'environnement se déclare satisfait : de 1991 à 1997, la consommation d'emballage par habitant et par an a baissé, passant, selon Duales System, de 96 à 82 kilogrammes, dont 73 kilogrammes seraient recyclés par Duales System. Le taux de recyclage global

est cependant beaucoup plus faible, tous les emballages n'étant pas marqués du fameux point vert. Ce cartel des déchets coûte cependant cher : 4,1 milliards de deutschemarks par an (13,7 milliards de francs), soit 50 deutschemarks par habitant et par an. Duales System, qui a réalisé 7 milliards d'investissements, espère réduire l'addition à 3,4 milliards de deutschemarks par an d'ici à l'an 2006.

Si le recyclage des emballages en verre, papier ou métal ne pose pas de problème majeur, celui des plastiques fait l'objet de polémiques parce que l'Allemagne s'est lancée dans le recyclage des produits chimiques sans que la filière soit technologiquement au point. Quant aux quatre cent soixante-dix déchets allemands et cinquante-sept entreprises spécialisées dans l'incinération des déchets, elles sont privées de matières premières. Enfin, les contribuables paient en partie l'addition des investissements faits par les communes à la fin

des années 80 : la taxe sur les ordures ménagères varie, selon le quotidien Handelsblatt, de 100 à 1 000 deutschemarks par an pour une famille de quatre personnes.

### BONNE CONSCIENCE

Apparemment, les Allemands aiment se donner bonne conscience en triant leurs ordures. Selon un sondage, 94 % pensent que ce tri est constitutif d'un bon comportement écologique. En revanche, rouler à moins de 100 kilomètres à l'heure sur les autoroutes ne fait partie de la panoplie de l'écologiste que pour 37 % des sondés. L'Allemagne a beau dépenser des milliards pour ne pas brûler ses déchets chimiques, elle continue de déverser dans l'atmosphère 75 % de dioxyde de carbone par habitant de plus que la France, sur un territoire 40 % plus petit, en raison de ses centrales électriques à charbon archisubventionnées et de ses grosses cytodrônes.

Arnaud Leparmentier



## L'éternel recommencement de la lutte contre les incendies

Que faire des sols qui ont brûlé, comment éviter que la catastrophe se reproduise ? Dans les Bouches-du-Rhône, d'où sont partis cet été quatre cents feux, les gardes forestiers multiplient les actions de prévention. Non sans une certaine dose de fatalisme

### MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Il y a un an, les flammes dévoraient le massif de l'Etoile. Près de 2 000 pompiers ont lutté trois jours durant, les 25, 26 et 27 juillet, contre l'incendie le plus important dans la région de Marseille depuis de Septèmes, n'a pas fait de victimes, mais il a ravagé 3 500 hectares de pinède et de garrigue, ne laissant derrière lui qu'un sol pelé et des troncs noirs.

« La colline commence à reprendre ses couleurs », Patrick Le Meignan, chef du service départemental de l'Office national des forêts (ONF), organisme public chargé de gérer les forêts domaniales, ausculte la végétation chétive qui repousse de la terre des collines. Perçant sous le squelette des arbres morts, les petites pousses de chêne Kermès prouvent que le sol, malgré son aspect lunaire, n'est pas complètement stérile. Pourtant, « il faudra quatre ou cinq ans avant que la couverture verte des collines se re-fasse », explique le forestier. Et des décennies avant que la pinède retrouve son visage initial. Les gardes forestiers ont appris la patience. Habités aux catastrophes, ils sont également fatalistes : ils savent que dans quelques années, quand la végétation aura lentement reconquis le sol, le feu pourrait à nouveau venir ravager ces terres.

### 80 % D'ORIGINE INCONNUE

Chaleur, mistral et imprudences : ce cocktail fait régulièrement flamber les Bouches-du-Rhône, à tel point que l'arbre centenaire est ici une denrée rare. Depuis le début de l'été, quatre cents feux ont été comptabilisés. « Il a plu au printemps, la végétation a bien poussé. Des sécheresses par le soleil, ces broussailles favorisent les départs », explique James Gourlier, garde forestier.

Il suffit d'un mégot jeté par la fenêtre d'une voiture. 80 % des départs de feu ont une origine inconnue. Mais sur les 20 % restants, la plupart sont dus à des imprudences humaines : soirées barbe-cous ou travaux agricoles sont parfois entrepris à proximité d'arbres ou de broussailles desséchées par la chaleur. Les hommes vivent près de la forêt dans certaines zones de la banlieue marseillaise. Trop près, selon les gardes forestiers : ce voisinage entre habitations et pinèdes desséchées favorise la multiplication des feux.

La calanque de Sormiou, limitrophe de la cité des Caillols, au sud de Marseille, a elle aussi brûlé, au début du mois de juillet dernier.

Le feu, dont l'origine est inconnue, a parcouru la distance qui sépare Marseille de Cassis en une demi-journée. Sur le sol rocaillieux qui descend vers la mer, il ne reste que quelques arbustes tordus, ravinés par des cigales persévérantes. Ici encore, il faudra attendre des années pour que la calanque retrouve sa végétation habituelle. Pourtant, les gardes forestiers ne veulent pas se contenter de regarder l'herbe pousser. « Certains disent qu'on devrait laisser la nature agir. Mais l'intervention humaine est nécessaire pour éviter la stérilisation des massifs », explique Patrick Le Meignan.

La priorité des forestiers est la lutte contre l'érosion. Ce sont les

racines des arbres qui tiennent les sols pentus des calanques ou des collines. « Au moindre orage, des blocs peuvent se détacher du sol », continue-t-il. Au fond de la calanque, une centaine d'habitations sont menacées. La tâche principale des forestiers après un incendie est donc de consolider les sols, en construisant de petits murets, en installant des fascines (pose de branchages à flanc de colline) mais également en reboisant.

Quelques feuillus seront plantés à Sormiou. Des oliviers devraient également faire leur apparition : l'arbre, résistant, est moins inflammable que le pin d'Alep, peuplement traditionnel des forêts de la région. Mais ces plantations, qui

concernent seulement huit hectares sur les 368 qui ont brûlé, sont surtout symboliques. Les forestiers préfèrent favoriser le reboisement naturel, nettement plus économique, en arrosant les quelques pins miraculés, qui devraient ainsi essaimer.

### CRÉER UN NO MAN'S LAND

Et si le massif brûlait à nouveau ? Les forestiers lèvent les bras au ciel. « Que voulez-vous, il faut bien faire quelques choses... » L'idéal serait, bien sûr, de compléter le dispositif de surveillance des départs de feu par un reboisement conçu pour limiter les risques. « Le tracé du feu est toujours le même », explique Thomas Bodemer, tech-

nicien spécialisé dans les travaux de défense contre l'incendie.

Les gardes, connaissant bien leur ennemi, savent comment limiter son action. « La mesure la plus efficace serait de créer un no man's land entre les habitations et la forêt, composé de terres agricoles ou de plantations d'oliviers », confirme Patrick Le Meignan. Mais si les solutions sont connues, leur mise en œuvre est complexe. Le massif des Calanques, par exemple, a une foule de propriétaires : l'Etat, la ville de Marseille, conseil général des Bouches-du-Rhône, Conservatoire du littoral, ville de Cassis, propriétaires privés, EDF, terrains militaires... « Déjà, à l'heure actuelle, les terrains privés sont moins bien protégés. Et sur les terrains qui appartiennent à EDF, il n'y a aucune protection », constate Patrick Le Meignan.

Autre obstacle à la mise en œuvre d'une prévention durable : le coût. Sur le massif de l'Etoile, le principe de la création d'une zone tampon, discuté au sein d'un plan intercommunal d'aménagement forestier (Pifa), est acquis, mais ses modalités restent à définir. « Le chiffrage sera un élément important dans le choix des communes », prévient Patrick Le Meignan. Les forestiers fondent de plus grands espoirs sur la politique de prévention menée auprès de la population, notamment des jeunes, invités à venir planter des arbres dans les zones sinistrées.

Malgré le traumatisme des incendies, les réflexes de bon sens qui permettraient de réduire les risques, comme le débroussaillage autour des maisons isolées, ont du mal à rentrer dans les mœurs. Un forestier conclut : « La population est attachée à la forêt. Elle doit comprendre qu'il faut la protéger ».

G. D.

Gaëlle Dupont

## Le combat inégal des hommes et de la montagne

### VALLÉE DE L'UBAYE

(Alpes-de-Haute-Provence)

de notre envoyée spéciale

Les forêts ne sont pas éternelles. L'homme peut les rayer du paysage, il peut aussi les créer de toutes pièces. Il y a cent ans, certains monts des Hautes-Alpes étaient chauves. L'agriculture et l'élevage pratiqués par une population montagnarde en forte croissance ont eu raison en quelques dizaines d'années des arbres qui peuplaient le massif. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il est devenu évident que les forêts étaient indispensables à la préservation du relief. Sans elles, les pluies violentes ravinaient la montagne et venaient alimenter des torrents déjà tumultueux. Pour lutter contre les crues, l'Etat décida alors de reboiser. Avec brutalité, en expropriant les derniers éleveurs qui s'accrochaient à ces terres dévêtues.

Les moyens d'action du service de Restauration des terrains en montagne (RTM), un service dépendant de l'Office national des forêts (ONF) créé à cette occasion, ont évolué depuis une centaine d'années. Mais ses missions restent les mêmes : prévenir les crues, les glissements de terrain, les chutes de pierres, les avalanches. Et les risques demeurent. Le sol, composé de marne noire, est très dur, donc dif-

ficile à reboiser, mais en même temps friable en surface, donc sujet à l'érosion. Le principal moyen de limiter l'action des pluies violentes qui viennent s'abattre sur la région est d'entretenir la forêt et, si possible, l'étalement.

### URBANISATION

Le service RTM agit aussi directement sur les cours d'eau. « Le Riu Bourdoux a longtemps été considéré comme le torrent le plus terrible des Alpes », alimenté par les membres du service RTM des Hautes-Alpes. Depuis un siècle, des centaines de petits barrages ont été construits sur son cours. Le torrent s'écoule aujourd'hui sagement vers l'Ubaye. « Il est assoupli », prévient Bruno Janet, chef-adjoint du service RTM des Alpes de Haute-Provence. « Mais il peut se réveiller. Notre rôle, c'est de le surveiller et de le contrôler pour l'empêcher, en cas de crue, de faire trop de dégâts ».

Certaines parties de la ville de Barcelonnette, située dans la vallée de l'Ubaye, sont particulièrement menacées par les risques naturels : l'urbanisation de l'après-guerre s'est parfois faite dans une complète ignorance des dangers encourus. Un lotissement a ainsi été construit, dans les années 70, juste en dessous d'une glissement de terrain. A l'époque, le glissement de

la Valette paraissait stabilisé. Mais en 1982, il a repris sa course. Aujourd'hui, il s'affaisse d'un centimètre par jour. La seule solution pour les services RTM est de tenter d'alléger la masse de terre en mouvement, en installant des drains. Un travail de fourmi qui ne fait que retarder la catastrophe.

De plus en plus cependant, les services RTM (présents dans 10 départements français) sont consultés avant la construction de nouveaux bâtiments. « Je passe 70 % de mon temps à faire de l'urbanisme », affirme Bruno Janet. Mais, si les élus ont été sensibilisés aux risques par la catastrophe de Vaison-la-Romaine, en 1992, la prise en compte des dangers de la montagne n'est pas toujours de mise. La population aussi a parfois la mémoire courte. Et de nouveau, des maisons, des campings surgissent de terre dans des zones menacées. Face aux réticences des hommes et aux dangers de la montagne, les gardes des services RTM sont résignés. Ils savent qu'une crue pourrait causer de graves dégâts. Bruno Janet l'admet : « Notre action est efficace au quotidien. Mais s'il y a une crue de grande ampleur, notre travail ne changera rien ».

G. D.

Gaëlle Dupont

### 7 millions d'hectares à risques

● Depuis 1991, les feux de forêt n'ont pas dépassé le seuil de 25 000 hectares brûlés par an, alors que la moyenne des dégâts recensés entre 1976 et 1986 culminait à 46 350 hectares. En 1990, une année record, les incendies avaient ravagé près de 73 000 hectares.

● Si les feux semblent de mieux en mieux maîtrisés, en revanche, le nombre de mises à feu dues aux activités de l'homme ou par imprudence n'a fait qu'augmenter depuis le début de

la décennie : de 3 888 en 1991 à 7 631 en 1997.

● L'objectif du dispositif de prévention est d'attaquer le feu dans les dix minutes suivant son départ. La pratique la plus courante, « le débroussaillage », est considérée comme la mesure de prévention par excellence.

● Le risque lié aux incendies de forêt concerne 7 millions d'hectares, dont 4,2 millions en zone méditerranéenne et 1,2 million en Aquitaine, soit 13 % du territoire national.

### PRÉFECTURE DU GERS PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Aménagement à 2 x 2 voies de la R.N. 134 entre :  
- PUJAUDRAN (PR3,2) - COLOMIERS Ouest - R.D.65 (PR12).  
Classement en route express de l'itinéraire entre le PR3,2 et le PR9 ;  
Mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de LEGUEVIN, PIBRAC et COLOMIERS, dans la Haute-Garonne.

Le public est prévenu qu'en exécution :  
- de l'arrêté préfectoral du 15 août 1998, il sera procédé du mardi 15 septembre 1998 au jeudi 15 octobre 1998 à une enquête ;  
- préalable à la déclaration d'utilité publique du projet visé ci-dessus,  
- du classement en route express de l'itinéraire entre le PR3,2 et le PR9,  
- de la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de LEGUEVIN, PIBRAC et COLOMIERS dans la Haute-Garonne.

La commission d'enquête est ainsi composée :

- Président : M. Pierre COSTEDOAT-LAMARQUE, officier général, domicilié à GEE-RIEVE (32720).

- Membres : M. Robert ABADIE, ingénieur divisionnaire des T.P.E., domicilié à PLAISANCE (32160).

M. Mario PARNIEL, ingénieur en chef à la retraite, domicilié à TOULOUSE (31100).

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, resteront déposés du 15 septembre au 15 octobre 1998 dans les mairies de PUJAUDRAN, dans le Gers et LEGUEVIN, PIBRAC et COLOMIERS, dans la Haute-Garonne et tenus à la disposition du public qui pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et formuler ses observations sur les registres ouverts à cet effet.

Les observations pourront également être adressées, par écrit, à M. le Président de la commission d'enquête siégeant à la Préfecture du Gers, Direction des actions interministérielles, bureau de l'environnement, 9, rue Arnaud-de-Moles, 32007 AUCH CEDEX.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public aux jours, heures et lieux suivants.

- Mairie de LEGUEVIN, les :  
- mardi 15 septembre 1998 de 9 heures à 12 heures  
- mardi 22 septembre 1998 de 9 heures à 12 heures  
- jeudi 1<sup>er</sup> octobre 1998 de 14 heures à 17 heures  
- mardi 6 octobre 1998 de 9 heures à 12 heures  
- jeudi 15 octobre 1998 de 14 heures à 17 heures

Communication des conclusions de la commission sur l'enquête publique pourra être donnée aux intéressés sur leur demande adressée à M. le Préfet du Gers, direction des actions interministérielles, bureau de l'environnement. Le public pourra consulter le rapport et les conclusions pendant un an dans les mairies concernées et les Préfectures de la Haute-Garonne et du Gers.

## M. Bianco propose de créer 100 000 emplois dans le secteur forestier

JEAN-LOUIS BIANCO, député

(PS) des Alpes-de-Haute-Provence, propose une « stratégie » sur dix ans pour créer 100 000 emplois de plus dans le secteur forestier (pour 500 000 emplois aujourd'hui), au prix d'un investissement supplémentaire d'un milliard de francs. Dans un rapport remis mardi 25 août à Lionel Jospin, l'ancien ministre de l'équipement et ancien président de l'Office national des forêts (ONF) suggère une série d'orientations pour cette « stratégie forestière » et tout d'abord un « énorme effort de productivité dans tous les maillons de la filière » avec, notamment, 4 millions de m<sup>3</sup> supplémentaires récoltés dans les forêts publiques.

Il faut « récolter davantage et moderniser les ventes de bois », dit-il en préconisant un « plan bois-matériel » pour l'usage du bois dans la

construction. Il demande aussi le développement du bois comme source d'énergie, avec un objectif d'augmentation de 10 % sur cinq ans et la désignation d'un « M.Bols-Energie ». Selon lui, cette augmentation permettrait de diminuer d'environ 4 millions de tonnes par an les émissions de gaz carbonique, soit plus de la moitié de l'accroissement des émissions de CO<sub>2</sub> en France entre 1990 et 1995.

### UN « PLAN D'ÉPARGNE FORÊT »

Le député recommande également de mettre en place une « fiscalité mieux adaptée », dont un « plan d'épargne forêt » doté d'avantages fiscaux et une baisse de la TVA. Jean-Louis Bianco considère que le développement de la filière bois doit « être un chantier prioritaire pour les prochains contrats de plan Etat-régions ».

Il propose aussi que les propriétaires et gestionnaires puissent conclure avec l'Etat des « contrats de territoire » et prône une simplification « radicale » de la cinquantaine de dispositifs juridiques existants.

Le député suggère aussi la création d'un statut de l'exploitation forestière, qui permettrait de combattre le travail illégal, d'un établissement financier pour favoriser l'investissement et la mise en place d'une « certification de gestion durable » de la forêt.

Le rapport recommande enfin au gouvernement de s'inspirer de l'exemple des parcs naturels régionaux pour « développer de manière maîtrisée l'offre des bois en forêt : maisons de la nature, randonnées, gîtes, hôtels et autres formules ».

A. H.

## La région Centre ferme sa « parenthèse » budgétaire

BOURGES

de notre correspondant

Michel Sapin, nouveau président (PS) de la région Centre, a refermé, mardi 25 août à Orléans, la « parenthèse » budgétaire qui a marqué les premières semaines de son mandat : la région est désormais dotée d'un budget pour 1998. Le préfet de région a rendu exécutoire, vendredi (Le Monde daté 23-24 août), le document budgétaire corrigé par la chambre régionale des comptes après l'annulation de la procédure dite de la loi de fusion de la procédure dite de « 49-3 régional » : M. Sapin avait refusé de soumettre au vote de l'assemblée régionale un budget amendé par la droite et par l'extrême droite, et « dénature par rapport aux options souhaitées par l'exécutif ».

Le nouvel élu avait ainsi essayé son premier revers politique. Il a néanmoins accueilli de façon plutôt favorable le texte élaboré par les services de l'Etat, en s'estimant « conforté dans ses orientations ». Le nouveau budget maintient la pression fiscale, en dépit de la baisse réclamée par l'opposition, et reprend les « nouvelles politiques » votées par la gauche plurielle. Ni la gratuité des manuels scolaires dans certains lycées ni l'aide aux employeurs ne sont remises en cause.

Le président de l'exécutif régional affirme attendre avec sérénité le nouveau texte (actuellement en navette parlementaire) qui doit modifier le scrutin régional et clarifier l'utilisation du « 49-3 ». M. Sapin affirme que les nouvelles dispositions devraient « reprendre intégralement la procédure utilisée par la région Centre ». Il se dit prêt « à reprendre le dialogue avec une opposition dégelée du Front national ».

Patrick Marthaut

**Abonnez-vous au Monde** pour seulement **173<sup>F</sup>** par mois

Statut à compléter et renvoyer accompagné de votre récent d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, service Abonnements - 2A, avenue du Général-Leclerc - 69646 Charvillat Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour seulement 173<sup>F</sup> par mois par prélèvement automatique. BOMMAY

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Titulaire du compte à débiter

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : N° 134551

ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75243 Paris Cedex 05

Titulaire du compte à débiter

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (revoir banque, CCP ou Classe d'épargne)

N° : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Cpte chéquier Cpte courant Cpte épargne Cpte RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, les tarifs d'abonnement hors France métropolitaine.

Téléphonez au 01.42.17.32.50 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

« Le Monde » (ISSN 0183-7635) is published daily for \$ 892 per year - « Le Monde » 21, bis, rue Claude-Bernard 75243 Paris Cedex 05, France. Periodicals postage paid at Charvillat, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Charvillat, N.Y. 12219-1348

Pour les abonnements en France : LE MONDE, 2A, avenue du Général-Leclerc, 69646 Charvillat Cedex. Pour les abonnements en France : LE MONDE, 2A, avenue du Général-Leclerc, 69646 Charvillat Cedex.



# HORIZONS

REPORTAGE

RENCONTRE AVEC LES INUITS

## Les noms ne meurent jamais

**D**ORMIR ? Dormir, à minuit passé ? Dormir quand pointe l'aube ? Voyons, dormir, c'est désert. Il faut vivre, que diable ! Profiter de cette lumière soudain si généreuse qui inonde l'Arctique vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il faut sortir, parler, sentir. Guetter au quotidien les mille et une transformations d'une nature en éveil : la banquise qui ruisselle, se craquelle, se rehausse et s'affaisse en fonction des marées ; les oiseaux qui affinent, des guillemots moirés qui arrivent par nuées aux faucons solitaires et aux grues, qui filent à l'horizon, groupées en escadilles ; les plantes aussi, ces plantes héroïques qui, toujours au ras du sol, entre caillasse et poussière, couvrent peu à peu la terre dégelée en surface, d'un tapis de mousses et de lichens parmi lesquels percent - c'est incroyable - des bleuets, des chatons de saule nain, des saxifrages violets, des campanules, bientôt, peut-être, de la bruyère blanche. Rien de cette métamorphose n'échappe à l'observation des Inuits. L'homme et la nature frémissent à l'unisson.

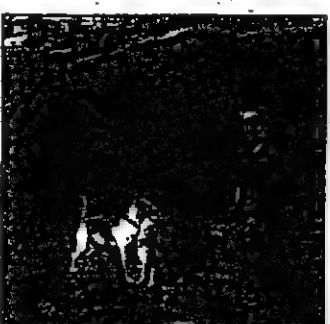
Dormir ? Garder ce plaisir pour l'hiver, sa nuit envahissante, son voile noir oppressant. Et suivre ses impulsions. Le printemps dans le Nord est une résurrection. Les soirées deviennent interminables, on en jouit comme d'une grâce. De jeunes enfants parcourent les rues sur de petits vélos qui permettent les cascades. D'autres sautent sur un bout de banquise en un jeu mystérieux. Les mères se promènent lentement, à deux ou trois, les bébés dans l'amautik, ce double capuchon dont est paré l'habit traditionnel. Des adolescents s'entraînent dans la salle de hockey, d'autres s'exercent au base-ball, un groupe de filles jouent au badminton. Les pères préparent leurs accessoires pour un prochain séjour de chasse. Il en est qui taillent, assis sur le seuil de leur maison, un bloc de saponite dans lequel ils sculpteront un ours polaire, un chasseur de phoque ou bien Samma, la déesse de la mer.

On se rend volontiers visite. Sans prévenir. On pousse la porte, on se salue, et on s'assoit. On parle ou on ne parle pas. Peu importe. « Chez vous », affirme Jose Kusugak qui a beaucoup voyagé, il faudrait téléphoner, prendre rendez-vous, frapper, s'excuser de déranger, admirer les murs, les tapis, la décoration, féliciter pour tant de bon goût, refuser d'abord une boisson même si on a très soif, et puis accepter en ajoutant : ce n'est pas très raisonnable. Que de chichis ! Les Inuits sont plus simples et plus francs. On ne dérange jamais. Et si l'hôte est occupé, eh bien, il continue sa tâche devant son visiteur qui sait rester silencieux. L'important c'est d'être ensemble un moment. A minuit, il n'est pas rare de sortir d'un congélateur un poisson cru que l'on se partage joyeusement, les enfants se disputant les yeux.

Minuit, 1 heure, 2 heures... Les voitures - essentiellement des taxis - ne circulent presque plus. Il n'y a plus qu'un silence étonnant dans cette lumière opaque, uniquement troublée parfois par les cris des gamins ou les hurlements d'excitation des chiens de traîneau auxquels un maître s'apprête peut-être à jeter quelques morceaux de phoque ou de morse gisant. L'Arctique fait perdre ses repères.

Mais il est tant de mystères. C'est par une de ces nuits sans soleil ni pénombre qu'Alexina Kublu m'a initiée à ce qui est peut-être le plus fascinant d'entre eux : celui des noms. Un usage millénaire. Une conception du monde. Cette nuit-là, j'eus le sentiment d'accéder à un nouvel univers, d'entrer dans une autre dimension.

Plusieurs éléments m'avaient déjà troublés. Ce leader politique, par exemple, qui, le ton docte, m'avait affirmé : « J'ai une bonne poignée de petits-enfants, la plupart, d'ailleurs, sont plus âgés que moi. »



L'été inuit : la neige a fondu, et les plantes, entre caillasse et poussière, recouvrent le sol. Les soirées sont interminables, les promenades s'allongent. Alexina Kublu, en compagnie de ses chiens, raconte le mystère des noms.

**Sitôt venu au monde, un bébé reçoit de ses parents le nom d'un aïeul fraîchement disparu. Un casse-tête pour l'administration, qui ne parvient pas à donner au peuple esquimau le profil d'une famille canadienne standard**

Ah !... Ou encore ce bout de conversation qui, par hasard, m'avait été traduit et dans laquelle une jeune mère s'adressait à sa fille de six ans en l'appelant « grand-père », ostensiblement. Etait-ce un jeu ? Un usage malicieux ? Une référence intime ? Non. C'était beaucoup plus que cela.

**R**ÉSUMONS. Les Inuits, traditionnellement, avaient chacun un nom, ou une série de noms. Les notions de prénoms et de noms de famille étant inexistantes, ces noms constituaient l'identité intrinsèque des individus. Plus encore : ils déterminaient leur personnalité. Ces noms étaient porteurs d'une âme. Quelques jours après la naissance d'un enfant, ses parents lui décernaient le nom d'une personne décédée peu de temps auparavant, exceptionnellement celui d'un futur défunt. Le choix était libre, mais plusieurs éléments pouvaient se lier pour l'influencer grandement. « Le défunt apparaît dans un rêve de la maman et lui demande de lui redonner vie en reprenant son nom », explique Alexina. C'est ce qui m'est arrivé. Je me suis réveillée en sursaut, ma fille de deux jours pleurait et je me suis dit : « Non, ce n'était pas mon choix, il n'en est pas question. » Et puis voilà que le père du même défunt est



le nom de ma grand-mère, j'ai accepté le lait, arrêté de pleurer, et me suis rétabli. » Les noms Inuits pouvaient être octroyés indépendamment du sexe. Et on leur attribuait parfois plus de pouvoir qu'à la géométrie. Certaines familles élevaient ainsi leurs enfants conformément au sexe du dormeur de nom et non pas à celui de son bénéficiaire. La fille jouait avec les garçons, portait des pantalons d'homme et allait à la chasse. Le garçon gardait les cheveux longs, apprenait à coudre, et tenait la maison (la tente ou l'igloo). A la puberté, la nature reprenait ses droits.

« Avant l'attribution du nom, estime Alexina, un bébé n'est rien, juste un morceau de chair. A l'époque où le taux de mortalité infantile était très élevé, on attendait même de savoir si le bébé était viable avant de lui donner un nom. Aujourd'hui, cela peut se faire rapidement. Et le bébé nommé devient une personne, à la fois lui-même et l'autre, le précédent porteur du nom. » Indiscutablement, les voilà l'un pour l'autre « sauniq », c'est-à-dire « os », l'enfant étant supposé hériter des caractéristiques de ce nouveau « parent », lequel, tel « un ange gardien », devra le protéger tout au long de sa vie.

« Ma fille s'est vu donner le nom d'un chasseur qui avait fait naufrage, me raconte une jeune femme. Pendant ses deux premières années, je n'ai pas pu lui donner de bain sans provoquer de drame. Aujourd'hui encore elle a la terreur de l'eau. » Il n'y a pas de hasard. Un homme me confie avoir hérité (avec son nom) du talent de sculpteur de son grand-oncle... et de son léger strabisme. « A la façon dont je leur parle, dont je bouge, dont je ris, les petits-enfants de la femme qui m'a donné son nom s'exclament : "C'est elle ! Ou, c'est vraiment grand-mère !" C'est ainsi d'ailleurs qu'ils m'appellent », raconte Jose Kusugak.

Réincarnation ? Non, même si la famille du défunt célèbre toujours avec joie la reprise du nom. Parfois plutôt d'un recyclage de l'âme. L'assurance de son immortalité. Et c'est le plus naturellement du monde que la parenté du défunt poursuit

avec le nouveau-né les relations qu'il liaient à son « sauniq ». Alexina porte le nom de son arrière-grand-père ? Sa grand-mère ne pouvait s'adresser à elle qu'en l'appelant « père », et sa mère « grand-père ». « Quand j'interpellais "ma fille", il s'agissait donc de ma grand-mère de quatre-vingt-dix-sept ans ! » Un homme donne à son fils le nom cheri de sa propre mère ? Il l'appellera « maman » en s'attendant à ce que le petit lui réponde « fils ». Quant aux deux personnes auxquelles on attribue, parfois à des années d'écart, les noms de deux personnes qui furent époux, elles devront s'adresser l'une à l'autre en termes de « mari » et de « femme ». Logique.

Seulement voilà. Il faut un certain temps pour décrypter le système,

**« Ma fille s'est vu donner le nom d'un chasseur qui avait fait naufrage. Aujourd'hui encore, elle a la terreur de l'eau »**

démêler la pelote de laine qui finit par lier, par le sang ou le nom, tous les membres d'une communauté. Qui est qui ? Quels sont les liens ? Qui est cousin, neveu, beau-frère ou petit-fils ? Les missionnaires, tout juste débarqués d'Europe au début de ce siècle, y perdaient leur latin. Alors, à la fois prêcheurs et pédagogues, ils enseignèrent la lecture et l'écriture, les commandements chrétiens et l'histoire des saints. Et puis, distribuant généreusement un stock de bibles traduites en inuktitut, ils suggérèrent à chacun d'y puiser un prénom. Convertis et disciplinés, les Inuits se soumettent de bonne grâce, rajoutant simplement à leur « sauniq », pour le rituel du baptême,

Peter, John, Matthew, Sarah, Ruth ou David. Après tout, si cela pouvait faciliter les relations avec les Blancs et avec le ciel sans casser leur système...

L'ennui, c'est que le gouvernement canadien, si longtemps indifférent au sort des Inuits, se heurtait à son tour à ce problème de noms. Commerçants, médecins, policiers, personne n'y voyait clair. Les noms étaient variables, les orthographes fantaisistes, et les prénoms chers aux missionnaires avaient été si promptement adaptés aux sonorités Inuits - Ruth devenant Vrootee, Olcootee, Aloutah... - qu'ils n'avaient fait qu'aggraver l'anarchie des renseignements. C'est alors que quelqu'un eut l'idée du disque. Un petit disque de carton bouilli, à porter autour du poignet ou du cou. « Comme à l'armée », expliquait un administrateur. « Comme les chiens », répondait un détecteur. Côté pile : la mention *Estimo Identification Canada* au-dessus de la couronne britannique. Côté face : un numéro. Décidée en 1941, la distribution s'avéra périlleuse. Les disques se perdaient, les listes de numéros étaient élastiques, les progrès de l'état civil consternants. Plusieurs familles perdirent à jamais les traces de parents, expédiés d'urgence dans le Sud canadien pour se faire soigner de la tuberculose, et dont on égarait le numéro.

**I**l fallait une solution honorable. Quel grand pays moderne pouvait se permettre tant de ratés dans l'appréhension de ses autochtones ? N'avait-on pas commencé à leur verser pensions et autres subventions ? Le centenaire du Canada serait donc décisif : à la fin de l'année 1970, tous les Inuits devaient impérativement être dotés d'un nom de famille. Exécution !

« Quelle erreur ce fut là ! affirme Alexina. On allait à l'encontre de toute la culture Inuit. Le système des noms est à la fois le cœur et la structure de notre société. Le bousculer, c'était la disloquer. » Un vent de panique et d'incompréhension souffla dans les villages du Nord. « Nom du chef de famille ? », demandaient les envoyés du gouvernement en visite dans chaque foyer. Les Inuits écarquillèrent les yeux. Le chef ? Quel chef ? Voulez-vous parler de ce grand-oncle, fameux chasseur de caribons, souvent consulté par l'ensemble du village ? « Disons le nom du père ! », précisait alors le visiteur. Le père ? Lequel ? « Le plus ancien dans votre maison. » Le grand-père donc, quand il existait. Mais comment le nommer ? La tradition Inuit recommandait de ne jamais prononcer le nom des aïeux. Il était notamment interdit aux femmes de citer celui de leur beau-père. Comment imaginer leur appliquer le système occidental qui, en leur attribuant d'office le nom de leur mari (et donc celui de son père), revenait à leur interdire de prononcer leur propre nom ?

C'est pourtant ce qui fut fait. Et l'administration s'avoua son succès. Les Inuits, dotés enfin d'un prénom et d'un nom, entrèrent désormais dans ses grilles. Ce qu'elle ignorait - ou ce dont elle se moquait - c'est qu'entre ces deux éléments, subsisteraient les noms de l'âme, ceux qui font qu'un bébé, ouvrant les yeux au monde, est immédiatement doté d'un réseau compact de relations. Et qu'il a plus que des parents : des partenaires et des alliés. A vie.

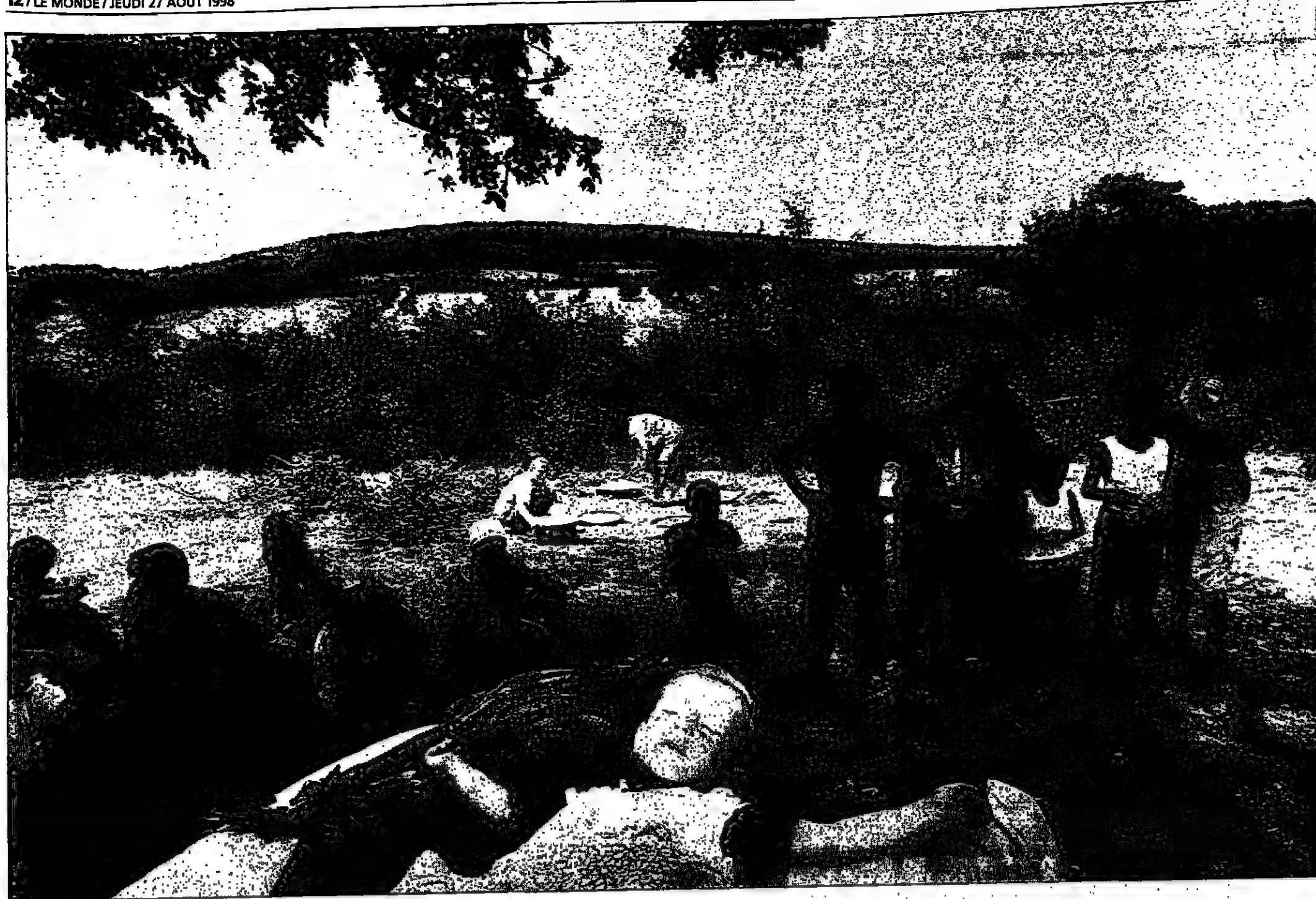
Alexina a refusé d'adopter, comme on le lui demandait en 1970, le nom de son grand-père. « Kublu est le nom qu'on m'a donné à ma naissance. Je suis Kublu. On ne peut rien y changer. Et comme je n'étais pas de taille à lutter contre l'administration, eh bien, j'en ai fait mon nom de famille. » Un soir, alors que nous rendions visite à une famille d'amis proches, Alexina s'est agenouillée pour accueillir un petit bonhomme d'un an et demi qui lui faisait des jolies. « Bonsoir papa », a-t-elle dit en lui tendant les bras.

Annick Cojean  
Photographies de l'auteur

**Prochain article : Ils ont tué la baleine !**



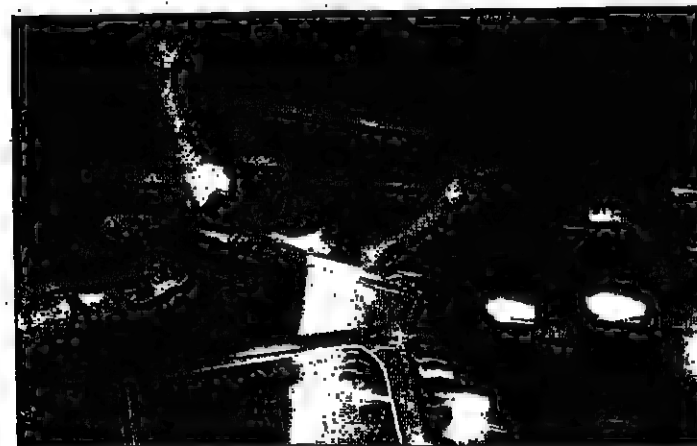
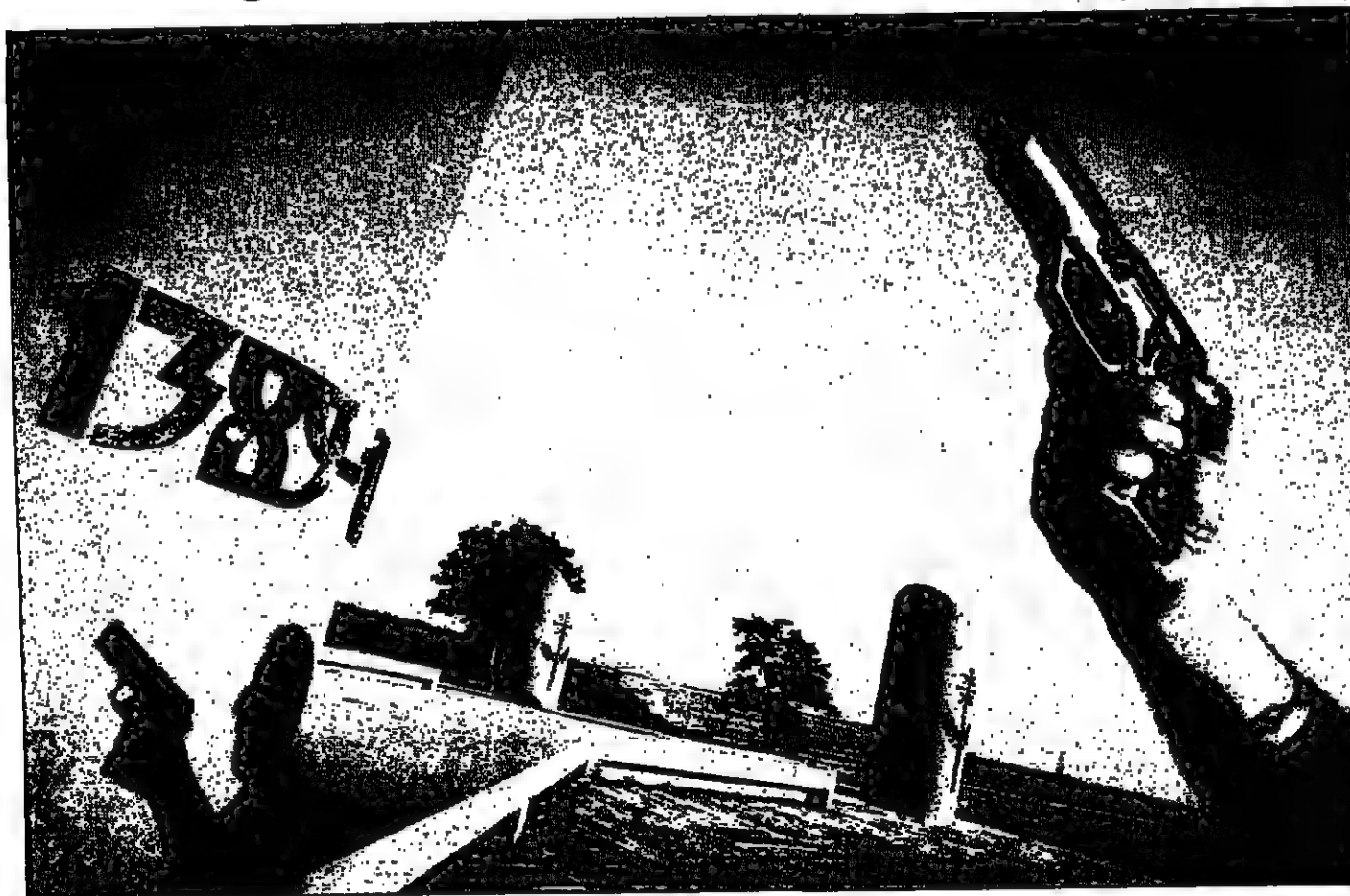
هكذا من راحل



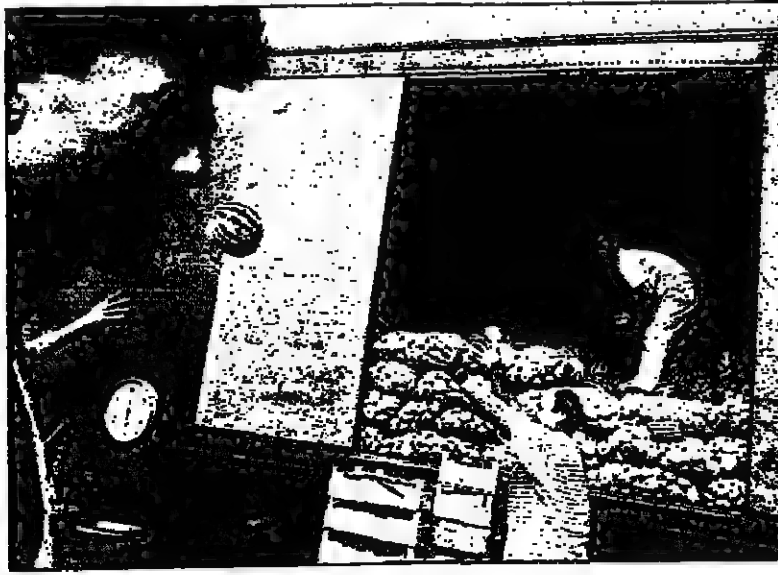
Quand les  
ont fait tom

## Images du Kosovo

Les Kosovars albanophones continuent de fuir leurs villages pilonnés ou incendiés par les forces serbes. Notre envoyé spécial, Christophe Châtelot, a recueilli en Albanie trois témoignages de réfugiés venant de Junik, dans l'ouest du Kosovo, tombée le 16 août. Ce reportage est illustré par les photos prises au Kosovo par Joachim Ladefoged, de l'agence Network.



1. Des réfugiés dans les montagnes entourant le village de Trstenik, dans la région de Drenica, à l'ouest de Pristina.  
2. Le monument de Polje, au Kosovo, où Slobodan Milosevic prononça, en 1989, son discours « fondateur » du nationalisme serbe.  
3. Des Serbes fêtent, dans les rues de Pristina, la victoire de la Yougoslavie aux championnats du monde de basket-ball, le 9 août.



4. Une vache abattue par les Serbes à la sortie du village de Morina.  
5. Déchargement de fruits et de légumes au marché de Pec, à l'ouest du Kosovo.  
6. Un docteur albanais prodigue des soins à des enfants réfugiés.





1. Des combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dans les montagnes surplombant le village de Razala.



2. Un policier serbe allume une bougie dans le monastère de Visok Decani, à Pec.

## Quand les Serbes ont fait tomber Junik

JAHIA-XHULI RAMUSH, VINGT-CINQ ANS, ÉTUDIANT

J'ai été à Junik le 20 août de Junik, au Kosovo, où j'étais engagé sur le front. J'ai mis quinze jours pour arriver ici, à Durrës (Albanie). Avec un groupe de deux cent dix personnes, principalement des femmes, des enfants et des vieillards, nous avons marché huit jours et nuits pour franchir les montagnes, passer la frontière avec le Monténégro et atteindre la ville de Plav. Un groupe de cinq personnes ouvrait la marche. Elles ont été tuées dans une embuscade tendue par des Serbes. Une quinzaine de personnes ont été blessées, principalement des femmes. Nous les avons transportées dans une bergerie, loin dans la montagne, avant de les conduire dans un petit village. Les quatre derniers jours, nous n'avions plus rien à boire ni à manger. Jusqu'à ce que nous passions au Monténégro.

Là, nous avons fini le chemin en camion, amenés par des organisations humanitaires. Nous avons alors croisé des militaires serbes qui ont fait descendre tous les hommes des véhicules avant de nous conduire à un poste de police pour nous interroger. La police du Monténégro a essayé de nous protéger alors que les militaires nous battaient. Nous avons été maltraités pendant deux heures avant d'être relâchés, à l'exception de quatre d'entre nous qui n'ont été libérés qu'après dix heures d'interrogatoire. À leur sortie, ils étaient dans un tel état de faiblesse après les coups reçus que nous avons dû les conduire à l'hôpital, où ils ont été soignés.

Une fois à Plav, on nous a conduits dans un hôtel où il y avait déjà plein d'autres réfugiés. Nous y avons passé la nuit puis, avec une cinquantaine de personnes, nous avons décidé de partir vers le port d'Ulcinj. Nous y sommes restés trois jours. Nous avions l'impression d'être surveillés en permanence. Une nuit, la police militaire est venue demander la liste des réfugiés. Nous avons eu peur et avec cinq autres personnes - deux hommes, une femme et deux enfants -, nous sommes à nouveau partis. Nous avons traversé en barque la rivière Bojana, entre le Monténégro et l'Albanie, puis, de Shkodër, nous avons gagné directement Durrës, où seize personnes de ma famille étaient déjà arrivées depuis quelque temps. Nous avons été plutôt bien accueillis par les Albanais. Nous vivons tous ensemble dans un logement que nous louons 250 deutschemarks par mois, ce qui n'est pas très bon marché. Nos économies s'épuisent.

Il n'est pas possible de tous rentrer au Kosovo. Tout ce que nous avons à été détruit, brûlé par les Serbes. Junik est rasée à quatre-vingts pour cent. Mais une fois que ma famille sera vraiment en

sécurité, je repartirai à la guerre. J'ai quitté Junik juste avant que la ville ne tombe aux mains des Serbes. Je faisais partie d'un groupe d'une vingtaine de combattants stationnés dans un des cinq avant-postes situés autour de Junik. Un jour, un groupe de fantassins serbes s'est avancé dans un des vallons que nous défendions. Nous sommes alors sortis de l'avant-poste pour aller nous battre. Pendant ce temps, une colonne d'une trentaine de blindés serbes nous a contournés et pris à revers. Nous avons résisté de midi à 22 heures, jusqu'à ce que nous n'ayons plus de munitions. Quand les Serbes ont réalisé que nous les avions épuisés, ils ont essayé de nous prendre vivants. Comme nous connaissions le terrain, nous avons réussi à nous enfuir en direction du village de Pacaj.

**« Nous ne pouvons plus et nous ne voulons plus vivre avec les Serbes. Ça fait des années que nous le demandons de façon pacifique et personne ne nous a écoutés »**

Nous n'avions pour nous défendre que des armes légères, des mitrailleuses et des roquettes portables antichars. Nous avons appris à nous en servir à Junik. J'ai pris les armes le 29 mai. Ce sont des officiers de réserve albanais de l'armée yougoslave et des gens qui avaient fait leur service militaire qui nous ont donné une instruction sommaire. La ville était pleine de gens venus d'ailleurs, de villages déjà touchés. Peu importe qu'il s'agisse de combattants de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) ou pas. Ce qui importait, c'était de défendre nos maisons, d'empêcher que les Serbes égorgent nos familles. Maintenant, le but est de chasser les Serbes du Kosovo.

H. L. QUARANTE-CINQ ANS, ORIGINAIRE DE JUNIK

J'ai préféré ne pas vous donner mon nom ni ma profession. J'ai encore de la famille au Kosovo, à laquelle les Serbes pourraient s'en prendre. La guerre à Junik a commencé le 28 mai. À cette époque, il y avait dans la ville douze mille habitants, plus environ quatre mille personnes déplacées arrivées de villages environnants. Nous avons souhaité jusqu'au dernier moment que le conflit ne touche pas notre ville,

justement parce que Junik fonctionnait comme un point de ralliement et d'approvisionnement pour tous les environs.

L'UCK n'était pas réellement présente dans Junik. Elle ne faisait que patrouiller dans les rues de temps en temps, avant de repartir. Mais ce n'était pas, comme le prétendent les Serbes, un centre de l'UCK. Ce n'est que lorsque la population a fui la ville que les uniformes ont commencé à apparaître. L'armée de libération - si l'on peut employer ce terme - qui était à Junik était une organisation horizontale, un groupement d'autodéfense constitué de villageois qui voulaient préserver leur ville. Personne dans la population ne s'attendait à ce que cela prenne cette tournure. Le 28 mai au matin, j'ai commencé à travailler comme tous les autres jours. Peu après, dans la matinée, des blindés serbes sont entrés pour arrêter les indépendantistes les plus actifs et prendre la ville. Des gens ont résisté, des coups de feu ont été échangés. Les Serbes se sont repliés, puis ils ont encerclé la ville. Ils ont rassemblé près de deux cents blindés et des pièces d'artillerie et ils ont commencé à tirer. Au plus fort des bombardements, ce sont quatre mille obus par jour qui tombaient sur les maisons.

Plusieurs fois, les résistants ont repoussé les attaques des Serbes, mais ces derniers étaient trop bien armés. Ils ont brûlé les champs, ils ont tout détruit. J'ai tout perdu. Nous n'étions pas préparés pour faire face aux attaques des Serbes. La guerre nous a été imposée; sinon, nous nous y serions sans doute mieux pris.

Jusqu'au 28, il n'y avait eu aucun tir dans la ville. Lorsque j'ai entendu les premiers coups de feu, j'ai tout de suite pensé que nous allions subir le même sort que les autres villages de la région, que nous allions être détruits. J'ai décidé de quitter la ville, comme beaucoup d'autres. Certains sont partis en direction de villages épargnés par la guerre. D'autres, comme moi, ont fui vers les montagnes. Je faisais partie d'un groupe de cinq cents personnes, dont trois cents enfants. Nous avons marché pendant cinq heures. Puis nous avons construit comme nous le pouvions quelques abris. Nous sommes restés là jusqu'à la mi-juin. Le 15 au soir, des hélicoptères serbes sont arrivés. Ils ont atterri à proximité de notre camp. Nous nous sommes à nouveau sentis en danger, nous ne savions pas s'il s'agissait de soldats réguliers ou de paramilitaires. On discutait entre nous. Certains ont préféré repartir pour Junik, d'autres, dont moi, ont pris la direction de l'Albanie.

Nous sommes arrivés à Tropojë, puis à Bajram Curri, où nous avons été bien reçus. On nous a offert de l'eau, du pain, les gens ont essayé de prendre soin de nous. Nous avons ensuite été dirigés sur la ville de Prizren, où nous ne disposions que de deux pièces pour onze personnes. Il aurait fallu

que je me sépare des personnes dont j'avais la charge, alors j'ai décidé de partir. J'étais le seul homme d'un groupe d'une dizaine de membres: les autres, plus jeunes, étaient repartis se battre une fois passé la frontière. Un ami qui habite près de Durrës m'a alors conseillé de venir à Krupë parce que c'est une ville touristique et qu'il existe des capacités d'hébergement. Une fois ici, j'ai prévenu ma fille et mon fils, qui étudiaient à Pristina, afin qu'ils me rejoignent. C'est ce qu'ils ont fait en passant par le Monténégro.

Je n'ai pas une vision très claire de ce qui m'attend, de ce que je vais devenir. Il n'y a plus de temps à perdre pour trouver une solution politique et diplomatique. C'est la dernière extrémité. Si ça tarde, je m'engagerai dans la guerre. Je suis en contact avec des dirigeants de l'UCK. Certains sont en Albanie, d'autres sont là-bas. Ils savent où me trouver.

Nous sommes déçus par l'attitude des Occidentaux. L'OTAN organise des manœuvres en Albanie et Milosevic lui répond en envoyant des obus sur l'Albanie. L'Europe et les États-Unis ont fait marche arrière, mais nous avons bon moral. L'UCK manque d'armes et d'organisation, mais ce ne sont pas les hommes qui font défaut. Tous les jeunes qui sont actuellement réfugiés en Albanie vont repartir au Kosovo. On m'a parlé de Kosovars installés en Suisse depuis des années qui ont déchiré leur permis de séjour pour venir se battre. Savez-vous comme il est difficile d'obtenir un permis de séjour en Suisse? Imaginez-vous ce que ce geste représente pour un Albanais? Non, le

facteur humain n'est pas un problème et nous finirons par gagner notre indépendance. Quel qu'en soit le prix, et il sera probablement lourd.

Z. K. TRENTE-TROIS ANS, INGÉNIEUR EN BÂTIMENT, ORIGINAIRE DE JUNIK

TOUT ce que je souhaite, c'est de disposer des mêmes droits que tous les Européens. Je me fiche des changements de frontières. Tout ce que je veux, c'est vivre dans un Kosovo sous administration albanaise, parce que nous ne pouvons plus et nous ne voulons plus vivre avec les Serbes. Ça fait des années que nous le demandons d'une façon pacifique et personne ne nous a écoutés. Est-ce que nous n'avons pas su nous adresser à l'Europe ou bien est-ce qu'elle n'a pas voulu nous entendre? Mais maintenant, soit la communauté internationale tape du poing sur la table et impose une solution aux Serbes, soit elle nous laisse faire. Je ne comprends pas pourquoi l'OTAN n'intervient pas maintenant, parce que, de toute façon, elle sera obligée de le faire un jour. Autrement que par des paroles ou des manœuvres qui ne sont que des gestulations. La diplomatie préventive a échoué honteusement au Kosovo. Le pacifisme a échoué. Inévitablement, les discours radicaux vont prendre le dessus.

Je ne pensais pas avoir un jour à prendre les armes. Et pourtant, depuis moins de trois mois, je me considère comme un combattant de l'UCK. Ce sont les Serbes qui m'ont poussé à m'armer. En quelques semaines, j'ai endossé l'uni-

forme de l'UCK et j'ai prêté le serment selon lequel je me battrais jusqu'à la mort pour libérer notre territoire. Les choses évoluent vite. Nous nous organisons. L'UCK organise ses structures et ses réseaux d'approvisionnement. A Junik, la base de la résistance, c'étaient les habitants. Puis, des officiers de l'UCK sont arrivés pour essayer d'organiser la lutte. Il y avait aussi quelques volontaires kosovars revenus de l'étranger. Jusqu'à présent, nous avions les mains liées à cause de nos familles qui étaient sur place. Beaucoup sont parties. Il y a encore la question des personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo. C'est un moyen de pression dont disposent les Serbes. Mais moi, maintenant que ma femme et mes enfants sont installés à Tirana, je vais retourner dans la zone frontalière et je vais attendre les consignes.

Nous savions dès le départ de quoi les Serbes sont capables. Il n'y a jamais eu d'euphorie parmi nous, et si Junik a été présentée comme une place forte de l'UCK, c'est uniquement parce qu'elle était proche de la frontière albanaise, que les Serbes ne la tenaient pas et que c'était une ville plus importante que les autres. Mais les combattants de l'UCK n'étaient quasiment pas présents avant l'attaque des Serbes. Quant à dire que c'était le principal centre du trafic d'armes, c'est faux, parce que les armes arrivent de beaucoup d'autres endroits. En fait, ça a été l'engrenage. Nous avons résisté jusqu'au dernier moment, mais la lutte était trop inégale.

Témoignages recueillis par Christophe Châtelot



3. Une des trente-trois tombes d'Albanais du Kosovo enterrées dans une décharge publique à Orahovic.



Kosovars albanophobes tentent de fuir leurs villages incendiés par les forces serbes. Notre envoyé spécial, Christophe Châtelot, a recueilli trois témoignages de réfugiés venant de Junik, au Kosovo, tombée le 16 août. Ce reportage est illustré par des photos du Kosovo par Joël Lefebvre de l'agence Network.





# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-77-20-60. Télécopieur : 01-42-77-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-77-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Pendant ce temps, au Kosovo

**L**E début de la campagne de répression lancée par Belgrade au Kosovo avait mobilisé les capitales occidentales. Réunions diplomatiques, communiqués, appels à la raison et au dialogue assortis de menaces contre Belgrade : les Occidentaux juraient que Slobodan Milosevic ne les y prendrait plus ; les leçons de la Bosnie avaient porté leurs fruits ; du Quai d'Orsay au département d'État, en passant par la chancellerie à Bonn, ce n'étaient que déclarations autosatisfaites sur la rapidité de réaction dont, cette fois, on savait faire preuve devant la crise aiguë qui s'ouvrait au Kosovo.

C'était il y a six mois. Depuis, 230 000 personnes, au bas mot, ont été chassées de leurs foyers par les forces spéciales et l'armée serbe. Et le nettoyage continue. Au nom, cette fois, de la lutte « contre le terrorisme », on vide des villages à l'arme lourde, on brûle les maisons pour s'assurer que la fuite de leurs occupants sera bien sans retour, on nettoie des régions entières pour en finir avec la rébellion et rétablir durablement le joug serbe sur l'ensemble de la province, peuplée à 90 % d'Albanais et privée de ses droits par M. Milosevic.

Dans le même temps, la communauté internationale offre la pathétique réédition de son impuissance d'antan : l'ONU appelle au cessez-le-feu, les émissaires américains font des navettes, l'OTAN se réunit quasiment chaque semaine pour étudier sans fin les « différentes options » d'intervention possible ; de temps à autre, elle se livre à quelques gesticulations en Alba-

nie ou en Macédoine ; et elle vient de proposer son aide au HCR pour l'aider à porter assistance aux populations déplacées. La plus puissante organisation militaire mondiale au service de l'humanité, cela ne vous rappelle pas la Bosnie ?

La détermination à intervenir affichée au printemps par certaines capitales, dont Paris, bute sur les réticences des autres et sur un désaccord quant aux modalités : avec ou sans la bénédiction de l'ONU, c'est-à-dire avec ou sans le feu vert de Moscou ? Mais, surtout, les Occidentaux ne savent pas ce qu'ils veulent pour le Kosovo. Incapables depuis dix ans d'imaginer un plan de règlement politique qu'ils auraient eu pour mission d'imposer aux deux parties, ils sont perpétuellement à la traîne des événements : dépassés par l'offensive serbe, puis effrayés par les succès de la résistance des Kosovars au point de donner cet été une sorte de feu vert tacite à Milosevic pour la réduire, puis de nouveau dépassés par la brutalité avec laquelle le président yougoslave s'attelle à la tâche.

A l'impuissance s'ajoute le ridicule de s'être vanté un peu vite qu'on ne laisserait pas se renouveler l'expérience bosniaque. S'y ajoute aussi - alors que, de nouveau, c'est dans la vieille Europe qu'un pouvoir batonne les droits élémentaires d'un peuple et qu'une armée s'en prend à des populations civiles - quelque chose de pire par rapport à la Bosnie : le silence, comme si les démocraties occidentales avaient épuisé jusqu'à leurs capacités d'indignation et de compassion.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Michel Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Alary, directeur général ;  
Directeur adjoint : Noël-Jean Wengierski, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhonnau, Bernard Solé  
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besse, Pierre Georges  
Lauréat Grégoire, Erik Jorjancic, Michel Kaban, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royonnet  
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Perreux

Directeur général : Edwy Plenel ; directeur adjoint : Anne Chantebourg  
Conseiller de la direction : Alain Kallat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Denon-Jolly (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1962), André Laurent (1962-1965), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)

Le Monde est édité par le SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 1 941 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Inter-Éditions, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### La rentrée scolaire en URSS

LES ÉCOLES primaires vont rouvrir leurs portes le 1<sup>er</sup> septembre dans toutes les républiques de l'URSS. Selon-elles toutes prêtes à accueillir les millions d'enfants qui ont atteint l'âge scolaire ?

Les crédits de l'instruction publique sont importants. Ils atteignent cette année près de 60 milliards de roubles. On a fait au cours de l'été de gros efforts pour remettre en état les vieux bâtiments scolaires ou pour en construire de nouveaux.

A quel point la tâche est énorme, surtout dans les territoires qui furent occupés par l'ennemi, un chiffre en donnera l'idée : dans la seule Fédération russe, les Allemands incendièrent 22 700 écoles. Le gouvernement se heurte dans ce domaine (comme dans beaucoup d'autres) à l'inertie, au manque d'initiative des autorités locales.

Dans un grand nombre de ré-

gions, on viole la loi sur l'instruction obligatoire (la fameuse « loi-boutch ») qui exige la fréquentation de l'école primaire pendant sept ans. La propagande communiste à l'étranger avait parlé des miracles accomplis par cette loi.

Elle affirmait que tous les enfants soviétiques savaient lire et écrire et que l'analphabétisme avait presque totalement disparu parmi la jeunesse, comme on avait pu le vérifier chaque année lors de l'enrôlement des recrues dans l'armée.

Or la situation est en réalité toute différente, et dans le domaine de la fréquentation scolaire on se heurte en URSS à des difficultés analogues à celles que nous connaissons dans les pays occidentaux.

André Pierre  
(27 août 1948.)

## Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-96-29-44-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-77-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-09-78

## Transparence et myopie

par Jean-Loup Tournier

**P**ASCAL NÈGRE, président de la filiale française de la multinationale néerlandaise PolyGram Musique, s'est exprimé (*Le Monde* du 8 août) sur ce qu'il appelle « la différence de traitement entre une société commerciale et une société de gestion collective ».

Le terme « transparence » est à la mode. Malheureusement, utilisé invariablement pour en critiquer l'absence plutôt qu'en constater la présence, il revêt désormais une acception résolument péjorative.

Dès 1982, des rumeurs de nationalisation des sociétés professionnelles d'auteurs m'avaient conduit à l'élysée, où Jacques Attali, alors conseiller spécial du président, m'informa que ni le président ni Jack Lang, ministre de la culture, n'envisageaient de nationaliser la Sacem parce qu'on ne nationalise pas Chades Trenet, mais qu'en revanche la loi sur la propriété intellectuelle en préparation comporterait pour les sociétés civiles des devoirs d'informa-

tion. La compétence de la Cour des comptes était donc naturellement exclue.

Ainsi, la loi du 3 juillet 1985 comporte un titre II qui édicte une série d'obligations et de recours possibles pour obtenir des dites sociétés toute l'information souhaitable. Les sociétés sont légalement soumises au contrôle d'un commissaire aux comptes, en l'occurrence, pour la Sacem, M. Didier Kling, président honoraire de la compagnie des commissaires aux comptes de Paris. Sera-t-il moins efficace que KPMG pour PolyGram ?

En outre, le ministère de la culture, le ministère public, le comité d'entreprise et tous les membres des sociétés en question ont des moyens efficaces pour pratiquer des enquêtes auprès de ces sociétés, sans oublier les nombreuses questions écrites des parlementaires. Ce régime dérogatoire au droit commun, applicable aux sociétés civiles qui sont obligatoirement les sociétés d'auteurs ou de droits voisins, trouve sans

doute sa raison dans le fait que ces organismes occupent souvent une position dominante, bien que celle-ci soit de plus en plus érodée par la construction européenne et l'abolition des frontières. D'ailleurs PolyGram Hollande perçoit directement en France les droits phonographiques revenant au répertoire mondial, à l'exception des œuvres françaises.

La position dominante des sociétés les rend en outre justiciables des autorités chargées des ententes illicites et positions dominantes nationales et européennes qui, en ce qui concerne la Sacem, depuis 1968, ne se sont pas privées d'enquêtes et de demandes de renseignements et de décisions qui ont affecté profondément les statuts et le fonctionnement. Au demeurant, les auteurs européens peuvent changer très aisément de sociétés.

Affirmer ensuite, comme M. Nègre, qu'« il n'y a pas d'obligation de référence qui pourrait contrôler les dirigeants et éviter les dérives toujours possibles » est une

contre-vérité. Les sociétés d'auteurs comme la Sacem tiennent une assemblée générale souveraine, qui élit une commission des comptes professionnelle, un conseil d'administration muni de larges pouvoirs, ses membres ne se privent pas de contrôler en permanence la gestion de leurs droits.

Assimiler enfin nos sociétés à un service public relève de la fiction ; elles n'en ont ni les pouvoirs ni les contraintes, mais elles revendiquent fermement leur statut de droit privé avec ses servitudes, ses risques et la garantie de leur indépendance. En conclusion, pour un myope qui ne chausse pas ses lunettes et ne fait pas le moindre effort pour découvrir la transparence, celle-ci ne sera jamais que l'opacité. La faute en incombe-t-elle au myope ou à la transparence ignorée ?

Jean-Loup Tournier est président du directoire du groupe Sacem.

## Pékin utilise les crues pour mobiliser le patriotisme

LA CHINE serait-elle en état de guerre ? On pourrait le croire en lisant la presse, en regardant la télévision ou en se rendant dans les centres industriels de la « ligne de front ». A l'occasion des inondations qui frappent le pays depuis deux mois, le régime a déclenché une mobilisation patriotique digne d'un conflit d'envergure. L'Armée populaire de libération (APL), souligne les médias officiels, est en train de connaître son déploiement le plus massif depuis 1949.

Le pays serait à ce point en péril que le président Jiang Zemin vient d'annoncer le report d'une tournée diplomatique qui devait le conduire, début septembre, au Japon et en Russie. « La situation se dégrade », a expliqué M. Jiang pour justifier sa posture de capitaine rivé à la barre sous le typhon. Le ravage de campagnes entières est en effet très meurtrier. Mais les autorités n'hésitent pas à dramatiser une crise à propos de laquelle règne en fait la plus grande confusion.

D'ordinaire discrets en cas de catastrophes, les médias officiels chinois se sont livrés ces dernières semaines à une débauche de reportages sur les fleuves Yang-tseu (Chine centrale) et Songhua (Nord-Est) en crue. Chaque soir, la télévision centrale consacre l'essentiel de son journal à des images de pluies torrentielles, de digues forcées ou de villages inondés. L'écran est monopolisé par les valeurs soldats de l'APL courbés sous les sacs de sable, immergés jusqu'au cou, à l'occasion allongés sur un lit d'hôpital. Les caméras affectionnent aussi les dirigeants en tournée de terrain qui, perchés sur des sacs de sable et mégaphone à la main, transmettent les encouragements du président Jiang. Les grands oubliés de ces images trépassées sont les villageois eux-mêmes, dont on ignore toujours le nombre exact de victimes - officiellement 4 000 maintenant, peut-être dix fois, voire vingt fois plus - et le malheur enduré au quotidien.

La propagande mène en fait sous-information

sur les campagnes et surinformation sur les villes. La chape de silence qui s'est abattue sur les villages sinistrés, souvent inaccessibles, est à la mesure du battage assourdissant sur les grands centres industriels prétendument menacés. A la « une », les grands quotidiens égrènt chaque jour les annonces de « pics de crue » à Wuhan (province du Hubei) ou à Harbin (province du Heilongjiang) et les nouveaux records historiques, comme s'il s'agissait de commenter des olympiades.

### UNE GROGNE SOCIALE ENDEMIQUE

Or, à chaque « pic de crue », les journalistes présents dans les villes en question n'ont pu que rester dubitatifs sur la réalité du péril annoncé. Dans une atmosphère d'état de siège savamment orchestrée, la population, vaguement préoccupée mais loin d'être catastrophée, vague à ses occupations comme de coutume. Les digues urbaines, elles, tiennent bon. Un exemple parmi tant d'autres de ces informations alarmistes calomniées de source officielle : la « menace » qui aurait pesé la semaine dernière sur l'aéroport d'Harbin. La réalité était autrement plus sereine. S'il n'est pas exclu que ledit aéroport soit un jour atteint, l'emplacement à annoncer un danger fort théorique à ce stade laisse un bon point.

Un tel catastrophisme est loin d'être innocent : il vise à exalter le rôle protecteur de l'armée, ultime rempart de la patrie assiégée, et la sollicitude clairvoyante du Parti. L'objectif est double. Il s'agit d'abord pour les autorités de se réhabiliter auprès de populations urbaines de centres industriels comme Wuhan ou Harbin, hachés par les licenciements massifs dans les entreprises d'État. En outre à une grogne sociale endémique, d'autant plus préoccupante qu'elle fermentait au sein d'une classe ouvrière dans l'industrie lourde qui fut naguère l'aristocratie du régime, les autorités ont saisi l'occasion de cette crise pour réac-

tiver des réseaux d'encadrement en déséquence depuis l'ère maoïste. Milice en patrouille, « unités de travail » sur la brèche, camions drapés de rouge sillonnant les villes : cette atmosphère de mobilisation générale évoque irrésistiblement d'autres « campagnes » politiques que la Chine a connues dans le passé.

Mais, au-delà de ces bastions industriels à reconquérir, c'est le nationalisme chinois en général qui est opportunément sollicité. Les crues « unissent la nation, écrit ainsi China Daily. Elles peuvent défoncer les digues et anéantir sans pitié des vies humaines. Mais elles ne pourront pas briser la « grande muraille » de notre volonté. Nous sommes une nation. Nous sommes un seul esprit. » Ce discours postif sur la patrie en danger n'est pas sans effet.

L'émotion populaire est actuellement portée à l'incandescence. La télévision organise des soirées grandioses de solidarité calquées sur les grandes messes humanitaires occidentales des années 80 à propos de la famine en Afrique. Sur fond de clichés de soldats harassés, les pop stars chinoises chantent en chœur le combat contre les flots. Les collectes organisées à travers le pays sont très suivies. A Hongkong, le show-business et la classe politique se sont aussi mobilisés.

Et, comme par hasard, dans ce climat de fervent patriotisme, des groupes d'étudiants et de femmes ont manifesté dans les rues de Pékin pour protester contre les violences subies par les Chinois en Indonésie. Cette exaltation du sentiment national sert les autorités, désireuses de faire oublier le chômage et la corruption. Mais le régime sait aussi qu'il faut en faire un usage modéré : souffler trop fort pourrait provoquer un fâcheux retour de flamme. Le patriotisme était aussi ardent chez les manifestants de la place Tiananmen en 1989.

Frédéric Bobin

## La littérature contre Jean-Marie Le Pen

Suite de la première page

L'avocat et son client (« crâne tondu, l'air brut et maladroît ») forment dans le roman de Matthieu Lindon un couple étrange. La présidente de la cour, le procureur, les avocats de la partie civile, et les militants antiracistes qui manifestent à l'extérieur, en sont pour le moins désorientés. Quelles sont les motivations réelles du jeune avocat ?

Carrière, ambition, calcul machiavélique ? On découvre peu à peu que c'est lui, et peut-être lui seul, qui veut vraiment en arriver au procès de Le Pen. Le tueur multiplie les déclarations imbéciles, son racisme est une sorte de roc résistant à tout raisonnement. Il dit simplement qu'il n'aime pas les Arabes, que « tout le monde se porterait mieux s'ils restaient chez eux ». Son comportement agressif, dans le box des accusés, est extrême : « Oui, je suis raciste, dit-il, mais je ne vais jamais à l'étranger, si les étrangers ne venaient pas chez nous, ils n'auraient pas à souffrir de moi ».

Bref, il incarne la stupidité butée, insensible. L'accusé est un imbécille total, comme ses parents, d'ailleurs ; un déchet incrépable. La justice, pourtant, doit suivre son cours démocratique, et donc comprendre ce qui a eu lieu. Or, semble-t-il, il n'y a rien à comprendre, c'est « l'empoisonnement de l'abjection » à laquelle

correspond le discours de Le Pen qui, chaque fois qu'il est attaqué, renforce paradoxalement sa position (car enfin, si les sondages sont euphoriques, et on s'en réjouit pour le couple dirigeant au pouvoir, il n'en reste pas moins que le Front national fait toujours 15 % des voix, et que la droite tout entière se laisse lentement glisser de ce côté sombre).

### EXCITATION COMMUNAUTAIRE

L'engagement de ce livre, avec une précision et une ironie qui évoquent Voltaire, Kafka ou Brecht, montre comment le cas Le Pen est l'objet d'une étrange excitation communautaire. C'est une question de style négatif. Le Pen sait « dire en public le minimum de mal. S'il parlait moins bien, s'il baillait, c'est toute une autre stratégie politique qu'il aurait dû choisir ».

On commence à se douter que c'est précisément la raison pour laquelle Le Pen a « fait son temps », que quelque chose de plus gris, insidieux, normal, mais de tout aussi infect, se prépare. Vous dites Mergel, vous avez compris. Pour l'instant, le tueur, « par sa conduite et ses déclarations, provoque soit la répugnance pure et simple, soit un début de compréhension horrifiée, un malaise ».

L'avocat, à la vie « très personnelle » (quelle autre vie mériterait d'être vécue ?), a un ami intime, Mahmoud, qui lui demande de temps en temps pourquoi il défend « un salaud ». M. Mine emmène son ami chez ses parents, eux aussi avocats, « insupportables du moindre racisme ». Ils disent, ils jouent au bridge (et c'est là que le roman, en lui-même, est probablement le plus fort). Toute la conver-

sation est en effet hantée par l'origine de Mahmoud et par l'homosexualité du fils, « pas encore marié, même à une gay ». La scène est décrite en finesse, avec ce mot du fils à son père : « C'est mon côté juif, papa : je trouve plus sain quand l'opinion publique est ouvertement contre moi, c'est plus honnête ». L'opinion publique, en effet, juge sévèrement le comportement du jeune avocat (et ses parents ont bien raison de se faire du souci pour sa carrière). Quand il va au restaurant avec son ami Mahmoud, il se fait insulter, par des antiracistes, avec des propos racistes.

On n'en sort pas, l'honneur et la bêtise sont malheureusement contagieuses, et c'est une stupeur désarmée qu'on ressent devant le tueur : « On manque d'arguments face à un tel discours, comme s'il fallait prouver que la vie est préférable à la mort à quelqu'un qui prétendrait ne pas comprendre pourquoi ».

### QUI EST COUPABLE ?

Le Front national est « le parti des gens qui n'ont rien à perdre » (du moins, à la base ; en haut, dans le confort de l'hypocrisie sociale, on peut toujours faire semblant de déplorer la violence des égoïstes). Mais le mal est plus radical qu'on ne croit, c'est une « gangrène », comme si Le Pen mettait la société tout entière sur la défensive. C'est un « maître à huer », et « amour ou détestation, c'est lui le personnage central ». Pire : « On a l'impression que l'ambition de la majorité de ses ennemis est d'être marqués par lui. Pourquoi tant de gens sont-ils fous, bêtes, éternels ? »

Que veut dire, d'ailleurs, cet affaiblissement autour de Le Pen, c'est-à-dire, ne l'oublions pas, d'un « du du peuple » ? Fallait-il interdire, un

parti défini officiellement comme étant raciste et xénophobe ? Sans doute, mais il est trop tard, et « l'immonde charme » prospère dans les têtes. D'où la question posée par le jeune avocat : « Qui est coupable ? Celui qui parle, celui qui laisse parler, ou celui qui entend ? » On assisterait ainsi à une sorte de « conspiration publique », expression paradoxale, puisque les complots exigent en général le secret. Tout se passerait à ciel ouvert, en pleine clarté, et pour le voir, il faudrait ouvrir les yeux d'un autre façon. C'est en effet le message (s'il en a un) de ce roman, je le rappelle, mais où, en somme, tout est vrai.

Il y a un dénouement, que je laisse découvrir au lecteur. Et une conclusion que chacun est appelé à méditer pour soi-même (puisque la question de la bêtise raciste doit être personnellement éprouvée pour être comprise dans ses effets intimes et dévastateurs) : « Je crois que le Front national fait partie de chacun de nous, l'exclusion nous est familière. La bassesse que chacun recèle en soi et souhaite étouffer, Jean-Marie Le Pen cherche au contraire à la cultiver, il la fait fructifier. Notre violence contre lui vient aussi de la crainte qu'il y parvienne. » Il n'y parviendra pas. Mais d'autres, derrière lui, sont déjà prêts à tout faire pour y parvenir. C'est à chacun de nous que cet avertissement s'adresse.

Mieux que des dizaines d'essais approximatifs sur le Front national, ce petit livre de fiction vraie dit le réel de l'énorme machine sociale de l'infamie. Après tout, candidate n'était pas autre chose, et cela a suffi.

Philippe Sollers  
pour Le Monde



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 27 AOÛT 1998

**AVIONS** La visite du premier ministre britannique, Tony Blair, au siège d'Airbus à Toulouse a mis en évidence le tournant opéré par Londres à l'égard des restructurations euro-

péennes dans l'aéronautique et dans la défense. Airbus est au centre de ces négociations. Constitué il y a près de trente ans sous forme de groupe-

tum doit être transformé en société privée en 1999. LE ROYAUME-UNI est désormais prêt à participer activement à cette transformation, a indi-

qué Tony Blair. Mais des divergences subsistent entre Paris, toujours parti-

san d'un pilotage par les pouvoirs publics, et Londres, qui souhaite voir les industriels décider de leur avenir. LA COMPAGNIE AÉRIENNE British Air-

# Paris et Londres d'accord pour restructurer l'aéronautique européenne

Après la visite du premier ministre britannique au siège d'Airbus, le Royaume-Uni est désormais prêt à s'impliquer, aux côtés de l'Allemagne et de la France, dans la création d'une industrie capable de rivaliser avec les Américains

PENDANT quelques minutes, Tony Blair a tenu les commandes d'Airbus. Sur un simulateur de vol, bien sûr, mais le symbole a porté. Bronzé et décontracté après ses vacances dans l'Ariège, le premier ministre britannique a effectué une pré-entrée à Toulouse, chez Airbus, mardi 25 août.

Cette visite a un goût de victoire pour Noël Forgeard, le nouvel administrateur-gérant français du consortium européen, car elle intervient à un moment clé. D'une part, le groupement d'intérêt économique européen (GIE) Airbus doit être transformé d'ici à 1999 en une société privée et les principaux partenaires, le français Aerospa-

tielle, l'allemand Daimler-Benz Aerospace (DASA) et le britannique British Aerospace (BAe) bataillent pour fixer la part du capital allouée à chacun. D'autre part, les Français, qui ont fait un pas important en direction de leurs partenaires en privatisant Aerospa-

tielle, s'inquiètent des rumeurs persistantes sur le rachat de DASA par BAe. Ce rapprochement les affaiblirait au sein d'Airbus.

Lors de cette visite privée, Tony Blair a donné une conférence de presse en compagnie de M. Forgeard, du ministre des transports Jean-Claude Gaxot et du patron de British Airways, Robert Ayling, qui a attendu l'occasion pour annoncer la commande de cent quatre-vingt-huit A319,

A320 et A321, dont cinquante-neuf ferme (Le Monde du 26 août). Installés dans un hangar d'Airbus abritant un A320 décoré aux couleurs britanniques, les quatre hommes se sont chaleureusement congratulés.

### IMPORTANTES CONCESSIONS

Certes, Airbus a fait d'importantes concessions financières pour damer le pion au géant de Seattle, et British Airways a également commandé seize long-courriers Boeing 777 (plus seize en option) sur lesquels les marges sont les plus fortes. Mais l'américain dispose d'un monopole sur ce type d'appareils, ce qui incite l'européen à réfléchir au lancement éventuel d'un avion concurrent, l'A3XX. Cette

commande permettra de faire passer les cadences de production d'Airbus de vingt à vingt-deux A320 par mois et de soutenir 38 000 emplois en Europe.

« Croyez-moi, si British Airways a choisi Airbus, c'est que la compagnie était convaincue de sa supériorité », s'est exclamé M. Blair, tandis que M. Forgeard mettait l'accent sur les solutions imaginées par Airbus pour réduire les coûts d'exploitation des compagnies : économie de kérosène, gain de temps dans la formation des pilotes.

Tony Blair et Jean-Claude Gaxot ont affirmé de concert que la restructuration de l'industrie aéronautique civile et militaire était désormais une priorité pour contrer la

puissance américaine. Mais, fidèle à sa position libérale, le britannique a bien précisé « que ce n'était pas aux États, mais aux industriels de décider eux-mêmes de leurs orientations stratégiques ». En revanche, le ministre communiste a estimé que « si l'Europe peut se prévaloir de la place d'Airbus, c'est parce que la France a soutenu les entreprises publiques qui ont fait le Concorde et la Caravelle ». Selon lui, pour réussir dans l'avenir, « il faudra définir en commun des stratégies industrielles et non plus seulement financières... et savoir prendre en compte l'histoire de chaque pays ». Cette dernière réflexion étant sans doute destinée à justifier le fait que l'État français, actuellement seul actionnaire d'Ae-

rospace, en commandant encore plus de 40 % après l'ouverture de son capital, ce qui fait grimper les dents de ses partenaires européens. Après avoir démontré sa volonté de jouer un rôle clé dans l'avenir de l'industrie aéronautique européenne, Tony Blair s'est envolé pour l'Angleterre dans un avion de marque non précisée. Quant à Jean-Claude Gaxot, il va se pencher sur la vente de la compagnie aérienne AOM, qui fait partie de l'ancien patrimoine du Crédit lyonnais en cours de cession. Un dossier où il retrouvera le nom de Robert Ayling, qui s'est porté candidat au rachat.

Hélène Rissier

## Bob Ayling, l'homme qui ouvrit la porte de British Airways à Airbus

LONDRES de notre correspondant à la City « Cet Ayling est intéressant. Qui est-il exactement ? » C'est ce que Tony Blair aurait demandé l'an dernier, au lendemain de l'annonce du soutien du directeur général de Bri-

### PORTRAIT

Un autodidacte, qui a travaillé dès l'âge de seize ans tout en suivant des cours du soir

tish Airways (BA) au New Labour. Il n'est pas sûr, qu'aujourd'hui il sache vraiment qui est cet entrepreneur de cinquante-deux ans, veuf et d'un abord sympathique, à l'origine de la commande historique passée par la première compagnie européenne à Airbus. D'après sa notice biographique, ce bûcher impénitent, qui habite Stockwell, quartier bohème du sud de Londres, et est marié à une artiste peintre sur tissu, ne cultive aucun hobby, ce qui intrigue toujours en Angleterre.

Le refondateur de BA a au moins trois points communs avec l'ancien premier ministre conservateur Margaret Thatcher, dont il avait été

un temps un fervent partisan : un père épique, une formation de juriste, une ambition dévorante. Mais là s'arrête la comparaison. C'est un autodidacte, issu d'une famille bourgeoise ruinée, qui a dû travailler comme employé dès l'âge de seize ans tout en suivant des cours du soir de droit, se spécialisant dans l'assurance aérienne.

### TRAJECTOIRE MÉTÉORIQUE

Engagé dans l'un des cabinets les plus cotés de Londres, Bob Ayling, qui aime déjà profondément le pouvoir, est désigné associé-gérant à l'âge de vingt-quatre ans. Devenu haut fonctionnaire au ministère du Commerce et de l'Industrie, il pilote la déreglementation du transport aérien. Dans ses attributions figure la dénationalisation de BA en 1987, dossier lui permettant de faire la connaissance de Lord King, qui l'engage comme directeur juridique.

Sa trajectoire au côté du « sauveur » de British Airways, puis de son successeur Colin Marshall, est météorique : directeur des affaires juridiques, chef du personnel puis du marketing avant d'accéder en 1996 à la direction générale.

Dès son installation à la tête de la société, ce quadra bouleverse l'or-

ganisation, applique de nouvelles méthodes de réduction des coûts salariaux grâce à la sous-traitance (informatique, maintenance, restauration) et noue des accords avec des compagnies franchisées pratiquant des salaires moins élevés. Par ailleurs, grâce au marketing et aux services de vente, British Airways devient une marque internationale à part entière, statut justifiant à ses yeux le remplacement du pavillon britannique par des peintures d'artistes du monde entier. L'alliance avec American Airlines, le numéro un américain, et l'Australien Qantas, le lancement de « Go », compagnie à bas tarifs et l'accent mis sur la clientèle « haute contribution » soulignent sa détermination à forger la première « compagnie aérienne globale ».

Comme tout guerrier, Bob Ayling a aussi connu des défaites, notamment face au personnel de bord au cours de la grève très dure et très coûteuse de l'été 1997. Son rival de toujours, Richard Branson, président de Virgin Atlantic Airways, ne cesse de lui mordre les jarrets.

La Commission européenne tarde à approuver le lien transatlantique avec American Airlines. Enfin, la force de la livre sterling a entraîné une baisse des bénéfices

en 1997-1998. Mardi 25 août, Ayling marquera d'une pierre blanche la date de cette première commande passée à Airbus. L'aviateur l'appellait de ses vœux depuis des lustres.

Cette attente démontrerait-elle que la vraie patience est moins l'art d'attendre que celui d'agir au bon moment ? Un peu plus d'attention eût permis de détecter, sous cette rude écorce, une sensibilité européenne. La neutralisation du programme Lord Marshall au poste honorifique de président non exécutif, la retraite de la vieille garde de King qui avait toujours choisi le grand large face à l'Europe et son remplacement par une direction plus ouverte envers Airbus, ainsi que les excellents rapports avec l'état-major de British Aerospace, membre du consortium, autorisent ce tournant en douceur.

La reprise de TAT et Air Liberté en France ou la création de Deutsche BA illustrent cette nouvelle stratégie d'amarrage au continent. Mais pour justifier cette décision « purement commerciale », Bob Ayling a préféré invoquer « l'intérêt de nos employés et de nos actionnaires ». A bon entendeur...

Marc Roche

## Le gouvernement veut développer les chèques-vacances

AFIN d'élargir le public bénéficiaire des chèques-vacances, Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme, devait présenter au conseil des ministres du 26 août un projet facilitant l'accès des salariés des PME à ce système d'épargne valorisé par l'entre-

pense. En 1997, il convient néanmoins, selon Michelle Demessine, de développer encore l'usage de ces chèques puisque « 40 % de nos concitoyens ne partent pas en vacances ». Les 7,5 millions de salariés des PME de moins de 50 personnes étaient jusqu'à présent exclus du bénéfice des chèques-vacances, car la participation directe de l'employeur à l'acquisition des chèques était considérée comme un élément de rémunération, soumis à cotisations sociales.

Le projet de loi prévoit donc, pour ces PME dépourvues de comités d'entreprise, une exonération de charges sociales sur la contribution de l'employeur. Cette exonération devra donner lieu à la conclusion d'un accord d'entreprise. Le projet de loi prévoit, par ailleurs, l'ouverture d'une voie nouvelle, pour bénéficier du chèques-vacances, « à travers des organismes paritaires créés par les partenaires sociaux, par accord de branche ou territorial ».

Pascale Krémer

## Les assureurs européens indemniseront les victimes de l'Holocauste

UN NOUVEAU pas a été franchi sur les avoirs juifs en déshérence. Au terme de plusieurs semaines de négociations, les principaux assureurs européens poursuivis aux États-Unis pour spoliation des victimes de l'Holocauste ont accepté mardi 25 août un processus d'indemnisation. Les menaces de procès ne sont pas pour autant écartées. Les assureurs concernés par cet accord sont le français AXA, l'allemand Allianz, les suisses Winterthur, Zurich et Baloise. L'italien Generali devrait quant à lui signer ce protocole dans les tout prochains jours. L'assureur de Trieste a annoncé il y a juste une semaine le versement de 100 millions de dollars pour indemniser les héritiers des victimes de l'Holocauste. Il échappe aux poursuites en justice.

### DANS QUELQUES SEMAINES

L'accord général a été négocié avec le Congrès juif mondial (CJM) et l'Association nationale américaine des contrôleurs d'assurance (National association of insurers commissioners, NAIC), composée notamment des commissaires aux assurances des États de New York et de Californie, les plus importants. Les menaces qui pesaient sur les licences de ces assureurs seront donc en principe levées. Il est vrai que certains d'entre eux ont une présence forte aux États-Unis, notamment AXA ou Zurich, ce qui les a fortement motivés pour accélérer les discussions. Ce protocole constitue en fait la deuxième étape de l'accord si-

gné le 8 avril entre plusieurs assureurs européens, des représentants de la communauté juive et la tutelle des assureurs américains. « Cet accord prévoit la mise en place d'une commission internationale dont la mission est d'établir une méthode d'évaluation et de règlement des polices en déshérence des victimes de l'Holocauste », indique un communiqué de l'assureur AXA diffusé mardi 25 août. La commission prévoit aussi la création, « dans quelques semaines », d'un fonds humanitaire. La dotation de ce fonds n'est pas encore fixée. Cette commission sera composée de treize membres, avec six représentants des assureurs européens ou des autorités de contrôle européennes des assurances et six représentants des organisations juives ou des contrôleurs américains, placés sous l'autorité d'un président indépendant. Elle aura pour mission de créer une procédure

d'« investigation systématique » des polices d'assurance encore ouvertes par les victimes de l'Holocauste, avec pour but « une résolution rapide, commune et non bureaucratique des plaintes ».

Peu de cas ont aujourd'hui été reportés par les assureurs. Allianz a par exemple reçu plus de mille appels sur la ligne téléphonique qu'il a mise en place en avril 1997 mais n'a recensé que dix-huit cas. « C'est pour nous une question de responsabilité morale », estime l'assureur. « Ces compagnies détenaient l'essentiel des contrats d'assurance conclus en Europe avant la seconde guerre mondiale », a précisé à l'AFP Elan Steinberg, directeur exécutif et porte-parole du CJM. Pour mémoire, seize compagnies européennes, dont AXA, Allianz, sont visées par une plainte collective déposée le 31 mars 1997 aux États-Unis (Le Monde du 19 août).

### Les banques françaises menacées

Après les banques suisses et allemandes, les établissements bancaires français pourraient aussi être poursuivis par la justice américaine. Le juge de la ville de New York devrait se prononcer dans quelques mois sur le fait qu'il se déclare ou non compétent. Dans l'hypothèse positive, une plainte en nom collectif serait déposée contre huit banques françaises. Parallèlement, les banques mènent des travaux au sein de la mission Mattéoli, mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France mise en place par le gouvernement français début 1997. Sur le même modèle que les banques, un comité de surveillance des assurances a été mis en place le 24 juin. Les deux groupes de travail (banques et assurances) remettront un rapport d'étape au premier ministre avant la fin du mois de novembre. Les banquiers semblent plus impliqués que les assureurs dans ces travaux au sein de la mission Mattéoli.

Les banques suisses avaient ouvert la voie en annonçant, le 13 août dernier, le versement de 1,25 milliard de dollars (7,5 milliards de francs) sur trois ans pour régler « globalement » la question des avoirs juifs spoliés et de l'or nazi. Mais tandis que cet accord stipulait l'abandon des plaintes, ce n'est pas le cas du protocole d'accord conclu avec les assureurs. Et les avocats ne baissent pas les bras. « Ce protocole d'accord ne vaut même pas le papier sur lequel il est écrit », a commenté à l'AFP Edward Fagan, l'un des avocats des victimes de l'Holocauste ou de leurs ayants droit. « Nous ne sommes pas partie prenante à cet accord, (...) nous ne retirons pas nos plaintes », a renchérit Linda Gerstel, autre avocat des plaignants. Les avocats des plaignants devaient tenir une conférence de presse mercredi 26 août à New York.

« Les organisations de survivants [de l'Holocauste] sont totalement impliquées dans ce processus, depuis le début et feront partie de la commission », a répliqué M. Steinberg, précisant qu'Israël avait également participé aux négociations. Les assureurs estiment de leur côté que cet accord sera plus rapide que des actions en justice, qui prendraient plusieurs années. « Nous avons attendu plus de cinquante ans, nous pouvons attendre un peu plus », a simplement indiqué une plaignante, non sans quelque amertume.

Pascale Santi

## Le courtier Marsh & McLennan veut s'offrir le numéro trois mondial

LA COURSE à la taille se poursuit dans le courtage d'assurance. Le numéro un mondial, le groupe américain Marsh & McLennan, a lancé mardi 25 août une offre publique d'achat amicale (OPA) de 1,247 milliard de livres (12,3 milliards de francs) sur le britannique Sedgwick, premier courtier indépendant et numéro trois mondial.

Les fonds Philips & Drew Management, Schroder Investment Management UK et Silchester International Investors, qui détiennent à eux trois 40,7 % de Sedgwick, ont indiqué qu'ils apporteraient leurs titres à l'offre. Marsh & McLennan est donc en passe de renforcer sa position de leader devant l'américain Aon Corporation. Le numéro un du courtage est aussi présent dans la gestion de fonds, avec Putnam Investments, et dans le conseil en entreprises, avec le cabinet Mercer.

Marsh & McLennan et Sedgwick emploient 52 000 personnes à travers le monde (dont 36 000 pour Marsh & McLennan). Un millier d'emplois sont menacés par leur rapprochement. Leurs réseaux se superposent aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Belgique. En France, les synergies sont plutôt bonnes, compte tenu de la taille relativement modeste de Sedgwick, avec 220 millions de francs de chiffre d'affaires. Avec la filiale du britannique et les courtiers Cécir et Faugère & Juteau, Marsh & McLennan sera numéro un en France, avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs, devant Cras-Savoie.

Le numéro deux mondial, Aon

Corporation, ne restera peut-être pas inactif face à cette nouvelle avancée de son concurrent. Le groupe pourrait répliquer sur un autre front en lançant une contre-OPA sur l'assureur britannique Willis Corroon. Le rachat de ce dernier par la firme d'investissement Kohlberg Kravis Roberts (KKR) a été approuvé mardi 25 août par la Commission européenne. Une contre-offre sur Sedgwick est moins probable, compte tenu du prix élevé déjà offert par Marsh & McLennan.

P.S.

### DÉPÊCHES

■ LUFTHANSA : la compagnie aérienne allemande a annoncé, mercredi 26 août, une multiplication par près de six de son bénéfice net semestriel, qui s'est élevé à 924 millions de deutschemarks (près de 3 milliards de francs). ■ POLYGRAM : le studio américain MGM, propriété du milliardaire Kirk Kerkorian, a affirmé être intéressé par la reprise de PolyGram Filmed Entertainment, mis en vente par Seagram et également convoité par Canal Plus et EMI. ■ CRÉDIT FONCIER DE FRANCE : le tandem américain GMAC-Bass, candidat au rachat de l'établissement financier, ne proposerait pas plus de 40 francs par action à l'Etat, alors que la Caisse des dépôts a fait une offre publique d'achat au prix de 70 francs il y a deux ans, indique le Canard enchaîné du 26 août.



# Catherine Trautmann parie sur un audiovisuel public fort

Le projet de loi concernant l'audiovisuel sera présenté fin septembre par le premier ministre. Le volet sur le secteur public sera débattu à l'automne, celui sur le privé en 1999

**HOURTIN (Gironde)**  
de notre envoyée spéciale  
A quelques semaines de la reprise de la session parlementaire au cours de laquelle sera discuté le premier volet du projet de loi concernant l'audiovisuel public, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a réitéré à l'Université de la communication d'Hourtin (Gironde), mardi 25 août, sa « triple intention » présentée il y a un an et, à son sens, concrétisée : « mettre en place des règles simples permettant le développement concurrentiel de l'audiovisuel public, garantir son autonomie vis-à-vis du pouvoir économique, et redonner au service public les moyens de ses missions ».

Mais pour que soit connu le détail de ce projet, maintes fois reporté et ajourné, il faudra attendre la présentation que devrait en faire le

premier ministre, Lionel Jospin, en conseil des ministres, sans doute fin septembre. Car la ministre n'a toujours pas précisé les modalités pratiques d'application de la loi, notamment celles liées au financement de France 2, qui verra ses recettes publicitaires limitées à 50 % sans augmentation prévue de la redevance, tout en écartant définitivement tout projet de privatisation de la chaîne.

Catherine Trautmann a préféré se cantonner à la dimension politique de sa réforme, qui constitue, selon elle, un « élément garant de la démocratie » et qui « engage son avenir ». Se fondant sur la contre-offensive déclenchée à la conférence de Birmingham, au printemps, par la BBC, les chaînes publiques allemandes et la RAI vis-à-vis du « camp ultralibéral » incarné par Rupert Murdoch, la ministre a esti-

me qu'« un service public fort » relevait du « pari industriel d'avenir », apte à renforcer « notre présence dans la compétition internationale de l'information et des programmes ».

Tout en reconnaissant la différence de moyens, « très significativement inférieurs », de l'audiovisuel public français face à ses alter ego britannique ou allemand, l'équilibre de l'audiovisuel français a « profondément changé à partir de la privatisation de TF1, en 1986 », a-t-elle rappelé, mais il n'est plus question de « laisser partir France 2 dans une guerre frontale avec TF1 ». Elle a aussi vivement encouragé la nouvelle équipe du journal de France 2 à sortir « définitivement de la crise d'identité qu'elle traverse depuis plusieurs années ». La réforme vise d'ailleurs, sur la base de budgets pluriannuels, de stratégies « transparentes » et de

responsabilités assumées par les directions de chaîne, à « redonner un contenu clair permettant un retour à la sérénité ».

Le regroupement en holding des différentes chaînes publiques, quant à lui, devrait les rendre « complémentaires et solidaires ». Préparant le terrain aux futurs travaux parlementaires, la ministre veut éviter « les mêmes débats qui ont contribué à rater certains grands rendez-vous, par le passé ». Affirmant être en discussion avec l'ensemble de la majorité plurielle comme avec l'opposition, elle a réitéré l'idée d'un désaccord entre elle et le Parti socialiste, qui, par la voix de Jean-Marc Ayrault, président du groupe à l'Assemblée nationale, avait demandé que le projet donne compétence au Conseil de la concurrence sur l'audiovisuel privé (Le Monde du 11 juin) : « Certaines

tonalités sont différentes, mais les orientations restent globalement les mêmes ».

Quant au volet économique de sa réforme, la ministre affirme avoir « convaincu l'ensemble du gouvernement que l'audiovisuel public ne pourrait retrouver son identité sans qu'il soit radicalement remédié aux dérives qui ont depuis plusieurs années affecté son mode de financement ».

Elle dispose du « plein accord » de Bercy sur les décisions prises pour la radio et les télévisions publiques, mais attend toujours des « plans stratégiques en cours de finalisation par chacune des entreprises publiques, qu'ils hiérarchisent les priorités de développement ».

**COURSE PUBLICITAIRE**  
Évoquant par ailleurs « l'inconscience financière dont a fait preuve l'Etat vis-à-vis des chaînes publiques », M<sup>me</sup> Trautmann reconnaît que la course publicitaire les a conduites à la fois à « brader » leurs tarifs et à surcharger leur antenne : le temps d'antenne consacré par France 2 à la publicité a augmenté de 60 % en cinq ans tandis que celui de France 3 a plus que doublé. Aucune nouvelle réponse, concernant le financement de l'audiovisuel public, n'est toutefois, à ce jour, apportée par l'autorité de tutelle, la hausse de la redevance ne devant pas être « inacceptable » pour le contribuable.

Pour autant, a réinsisté la ministre, au vu des « grèves, contestations, litiges internes des responsables », il y a « urgence à ce que l'Etat prenne les mesures d'un redressement structurel » de l'audiovisuel public.

F.L.A.

Florence Amalou

## Canal Plus s'érige en modèle européen de télévision

**HOURTIN**  
de notre envoyée spéciale

Mardi 25 août, Pierre Lescure, président de Canal Plus, de retour d'un voyage aux Etats-Unis, cherchait ses mots pour décrire, en les désapprouvant, les dérives des médias américains dans le traitement du « MonicaGate ». « Nous connaissons la capacité des journalistes américains à approfondir les dossiers, à pratiquer le doute permanent, à multiplier la consultation d'experts... mais il n'y a aucun mot capable de justifier l'acharnement dont a été victime Bill Clinton », a affirmé, au sortir d'une tribune organisée lors de l'université d'été de la communication, le patron de la première chaîne européenne de télévision à péage. Pierre Lescure, ancien directeur de l'information d'Antenne 2 (ex-nom de France 2), veut défendre un modèle européen de télévision. Celui-ci passe par la poursuite de l'investis-

ment du cinéma européen (2 milliards de francs en 1998) afin de contrer l'hégémonie des majors américaines ; la poursuite de l'acquisition de droits de grands événements sportifs – même si son groupe a renoncé à diffuser les Jeux olympiques de Sydney –, et le développement de positions fortes sur les principaux marchés, notamment italien, espagnol et allemand.

Dans un contexte extrêmement concurrentiel qui voit s'opposer depuis des mois, surtout dans la télévision numérique, les géants de la communication allemands, américains et britanniques, M. Lescure a affirmé être « attentif » aux opérations qui ont lieu actuellement en Allemagne autour du groupe de Leo Kirch, avec Berlusconi, Murdoch et le prince Ali Wafid.

Le projet, qui prévoit notamment la création d'une société d'achat de droits, donnerait

naissance, selon M. Lescure, à « un compétiteur très difficile » à contrer. Il a confirmé être l'un des acquéreurs possibles, en association avec un opérateur extérieur, de Polygram Film Entertainment (PFE), la filiale mise en vente par Seagram, qui a notamment produit le film *Quatre mariages et un enterrement*. Mais la question du prix est loin d'être réglée. M. Lescure continue à plaider pour un prix inférieur à 750 millions de dollars (4,2 milliards de francs), son groupe ayant encore à gérer cette année des pertes importantes – de l'ordre de 600 millions de francs – dues à l'acquisition de NetHoll. Une offre pourrait être déposée en septembre, contre celles faites par des groupes anglais comme Pearson, Carlton, EMI, ou américains comme la MGM de Kirk Kirkorian ou le groupe Artisan.

## ÉCONOMIE

### Hausse du chômage en Corée du Sud

LE TAUX DE CHÔMAGE de la Corée du Sud s'est accru, à 8,6 %, de la population active en juillet, contre 7,7 % le mois précédent et 2,5 % en juillet 1997, selon des données corrigées des variations saisonnières annoncées mercredi 26 août par l'Office national de la statistique. Le nombre de demandeurs d'emploi a atteint 1,65 million.

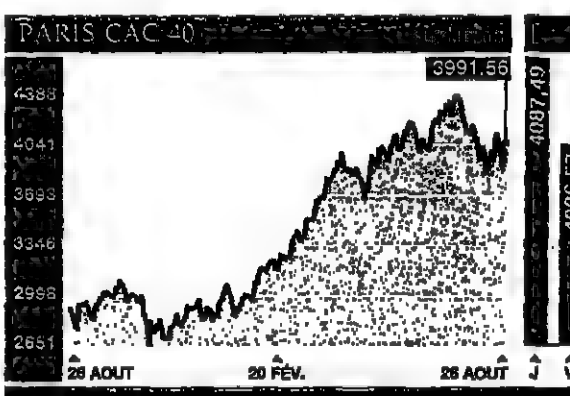
■ Le produit national brut par habitant en Corée du Sud devrait chuter de 34,8 % en 1998 par rapport à l'année précédente, ont affirmé mercredi des responsables sud-coréens. Si ces prévisions se confirment, le PNB par habitant reviendra à son niveau d'il y a huit ans, a précisé le ministre des finances. Le produit intérieur brut s'est contracté d'environ 5 % au premier semestre par rapport aux six premiers mois de 1997, a estimé, pour sa part, le gouverneur de la banque centrale.

■ ALLEMAGNE : les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest (hors ex-RDA) ont diminué de 0,1 % par rapport à juillet, selon un chiffre provisoire publié mardi par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden.

■ DANEMARK : les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % en juillet au Danemark, a indiqué mardi l'Institut national de la statistique. Sur un an, le taux d'inflation s'est élevé à 1,8 %.

■ ÉTATS-UNIS : l'indice de confiance des consommateurs a baissé de quatre points en août par rapport à juillet, pour s'établir à 133,1, a annoncé mardi l'Institut Conference Board.

■ Les ventes de logements aux Etats-Unis ont bondi de 4 % en juillet après une chute de 1,9 % en juin, selon des statistiques du groupement national des agents immobiliers publiées mardi.



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
LABINAL	1896	+8,57	+25,19
FRANCE TELECOM	490	+7,71	+124,46
PERNOD-ROCHARD	412,50	+7,10	+18,83
CREDIT LYONNAIS	155	+7,01	+80,88
SGE	245	+6,83	+57,05
VIA BANQUE	175	+6,08	+1,27
PLASTIC OMEX	852	+6,08	+1,81
INPROMEX	150	+5,93	+78,19
SODERHO ALIA	124	+5,74	+30,18

Cours de change

	Cours	Var. %	Var. %
FRANC	6,02	0,02	0,33
DM	1,80	1,37	2,35
LIRE (100)	144,66	158,77	237,08
YEN (100)	2,03	2,23	3,32
FLORIN	1,50	1,55	2,48
LIBRE	0,81	0,87	0,41
SCU	0,91	1,49	0,61
DOLLAR	1,10	1,64	0,67

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	5,25	5,25	5,25
ALLEMAGNE	5,25	5,25	5,25
GBRÉTAGNE	5,25	5,25	5,25
ITALIE	5,25	5,25	5,25
IRLANDE	5,25	5,25	5,25
ÉTATS-UNIS	5,25	5,25	5,25
SUISSE	5,25	5,25	5,25
PAYS-BAS	5,25	5,25	5,25

Matif

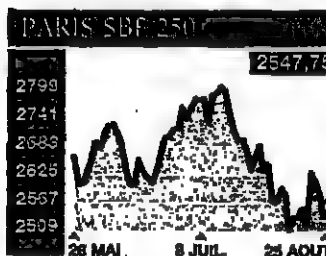
Cours	Volume	derrière	premier
SEPTEMBRE 98	3242	108,58	108,82
MAI 98	164	98,46	98,47

Toutes les valeurs du CAC40 sur le site Web « Le Monde » : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## TABEAU DE BORD

### Indice boursier

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3984,22	-0,34	31,10
SBF 125	3984,22	-0,34	31,10
SBF 25	3984,22	-0,34	31,10
SECOND MAR.	3984,22	-0,34	31,10
MIDCAP	3984,22	-0,34	31,10
LONDRES FTSE 100	3984,22	-0,34	31,10
AMSTERDAM AEX	3984,22	-0,34	31,10
BRUXELLES BEL 20	3984,22	-0,34	31,10
FRANCOFORT DAX	3984,22	-0,34	31,10
MADRID IBEX 35	3984,22	-0,34	31,10
MILAN MIB	3984,22	-0,34	31,10
SUISSE SMI	3984,22	-0,34	31,10
STOCK 666	3984,22	-0,34	31,10
EURO STOCK 30	3984,22	-0,34	31,10
STOCK 50	3984,22	-0,34	31,10
EURO STOCK 50	3984,22	-0,34	31,10



### Matières premières

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTALUX (LONDRES)	1407,50	-0,21	0,21
ALUMINIUM 1 MOIS	1407,50	-0,21	0,21
ETAIN 3 MOIS	1407,50	-0,21	0,21
ETAIN 3 MOIS	1407,50	-0,21	0,21
NICKEL 3 MOIS	1407,50	-0,21	0,21
MÉTALUX (NEW YORK)	1407,50	-0,21	0,21
ARGENT A TERME	1407,50	-0,21	0,21
PLATINE A TERME	1407,50	-0,21	0,21
OR A TERME	1407,50	-0,21	0,21
SOJA CHICAGO	1407,50	-0,21	0,21
SOJA CHICAGO	1407,50	-0,21	0,21
SOJA CHICAGO	1407,50	-0,21	0,21

### Pétrole

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
BRENT (LONDRES)	1407,50	-0,21	0,21
WTI (NEW YORK)	1407,50	-0,21	0,21
LIGHT SWEET CRUDE	1407,50	-0,21	0,21

### Or

En francs	Cours	Var. %	Var. %
OR FIN KLO BARRE	230,00	-0,34	31,10
OR FIN LINGOT	230,00	-0,34	31,10
ONCE D'OR LONDRES	230,00	-0,34	31,10

## MARCHÉS FINANCIERS

### PARIS

MERCREDI 26 août à midi, l'indice CAC 40 cédait 1,02 %, à 3 988,04 points. Les investisseurs réagissaient mal à l'annonce du plan de restructuration de la dette russe, au nouveau plongeon du rouble et de la Bourse russe. Le secteur parapétrolier était attaqué avant la publication des résultats de Colfip. L'action de ce dernier a perdu 10 %, celle de Géopline a abandonné 7,6 % et celle de Techimp, 5,8 %.

### FRANCOFORT

MERCREDI 26 août à l'ouverture des transactions, l'indice Dax a perdu 1,47 %, à 5 327,66 points. L'annonce du plan de restructuration de dette intérieure russe n'a pas réussi à restaurer la confiance. Les valeurs qui commencent avec l'Europe de l'Est comme Siemens et Daimler-Benz ont reculé.

### TOKYO

MERCREDI 26 août, l'indice Nikkei a terminé la séance sur un recul de 1,37 %, à 14 866,03 points. Les intervenants ont préféré vendre leurs valeurs bancaires alors que le débat au Parlement sur la restructuration du système financier est bloqué par l'opposition.

### NEW YORK

MARDI 25 août, la place new-yorkaise a progressé de 0,42 %, à 8 602,65 points, grâce au redressement des places européennes et à la détente des taux d'intérêt. Les valeurs bancaires, délaissées auparavant, ont été activement recherchées.

### CHANGES

Mercredi 26 août, la cotation du rouble a de nouveau été suspendue alors qu'il cotait 8,26 pour un dollar. La présentation du plan de restructuration de la dette russe n'a pas restauré la confiance et le nouveau premier ministre a jugé sévèrement l'action de la Banque centrale russe. La devise japonaise a également souffert face au dollar, à 144,60 yens pour un billet vert après que le ministre des finances, M. Miyazawa ait écarté l'éventualité d'une intervention sur le yen.



VALUES

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.
-----------------------	------------------

B.N.P. (T.P.) 1015

Genzyme (T.P.)	966
Brianco, T.P.	2860
Chen, T.P.	1000
Toronto SA (T.P.)	1000
Aconor	1655
ADP	350.40
Alkermes	145
Alkaloid Alchem	161
Alkermes	164
Altra Co.	1455
Am	765
Bell Investors	638
Bazco Hot Ville	696
Bertrand France	394
BISAC	614
BIS Pharmaceuticals	614
B.L.P.	439
Bolloré Techno.	1000
Bongiorno	3098
Borgeson	213
Bovis Lend Lease	56.40
Bovis	110
Camal	1217
Caj Gemint	1030
Campbell, Veraline	375.20
Carrefour	400
Casino Guichard	526
Casino Gulchard (A.P.)	561
Casumbe Pub(L)	1025
Cepco	40.70
Cepco (L)	40.70
Genus Europ.Broan.	685.10
CGP (Females)	609
CGP	8003
Chang	391.50
Christian Dior	691.50
Christian Dior	691.50
CGI - ACTIONS "A"	570
Ciments Portland	320.
Citi	541
Citi MediSystems	541
Cofedim	453

[illegible][illegible]

365	288	-1.91	650/99	Somalia
365	288	1.56	120/96	Somalia
365	288	1.93	9/9	Somalia
365.50	262.50	-0.97	100/99	Suez
775	775	-0.25	01/01	Suez
2595	5000	-2.00	130/96	Suez
1031	1031	0.00	100/99	Switzerland
1190	1190	-2.50	201/97	Thailand
36.75	37.00	+2.85	04/00	UAE
30	30			UAE
263.50	263.50	0.00	100/99	UAE
126.50	134	-1.50	20/99	Union
329.50	336	-1.17	140/99	Union
364	340.70	-1.07	200/99	Union
1120	1120	-0.00	100/99	Uzbekistan
118.00	118.30	-0.42	00/00	Yugoslavia
476	476	-1.67		Yugoslavia
1120	1120		100/99	Yugoslavia
40	40	-3.33		Yugoslavia
569	595	-1.93		Yugoslavia
1174	1152	-1.67	200/99	Yugoslavia
364.30	359.20	-2.04	300/99	Yugoslavia
419.00	419.00			Yugoslavia
1113	1163	-2.51	140/99	Yugoslavia
946	946	-2.57	01/00	Yugoslavia
804	794	-2.22	00/00	Yugoslavia
371	371			Yugoslavia
8910	8950	-1.22	00/00	Yugoslavia
940	935	-0.93	100/99	Yugoslavia
104.50	103.50	-2.28	100/99	Yugoslavia
359	359			Yugoslavia
955	955	-2.38	00/00	Yugoslavia
135	131	-2.96		Yugoslavia
365.20	361	-1.57	200/99	Yugoslavia
461	460	-0.90		Yugoslavia
24.75	20	-1.01	20/00	Yugoslavia
312	305	-1.28	00/00	Yugoslavia
6660	6671	-1.68	00/00	Yugoslavia
37	37	-2.38		Yugoslavia
4400	4421	-0.47	100/99	Yugoslavia
955	958	-1.78	200/99	Yugoslavia
99.50	99	-0.10	00/00	Yugoslavia
397.00	394	-0.75	00/00	Yugoslavia
521	525	-0.76	210/97	Yugoslavia
360	353.90	-0.80	00/00	Yugoslavia
397.00	394.20	-0.51	00/00	Yugoslavia
101	101	-0.91	00/00	Yugoslavia
403.00	402	-0.97	00/00	Yugoslavia
255	252.20	-1.13	00/00	Yugoslavia
75.60	74.90	-1.71	02/00	Yugoslavia
715	715			Yugoslavia
455	448	-0.81	00/00	Yugoslavia
450	442	-1.77	00/00	Yugoslavia
1069	1069	-1.96	20/00	Yugoslavia
448.50	459			Yugoslavia
130	130	-1.07		Yugoslavia
102.30	100.20	-1.56	200/99	Yugoslavia
740	745	-0.57	00/00	Yugoslavia
1220	1191	-2.57	150/99	Yugoslavia
104	104	-0.95		Yugoslavia
419.00	412	-1.88	00/00	Yugoslavia
				Yugoslavia

	Cours précéd.	Derriers cours	%	Paiement netto comp.
145	140	-2,6		
2980	2969	-0,3		
1961	1960	-0,1		
585	586	+0,1		
167,20	164	-2,6		
239,00	243	+1,6		
21	20	-4,8		
14,25	14,35	+0,7		
349	349	0,0		
178,50	178	-0,2		
97,65	97,65	0,0		
229,90	230,6	+0,3		
237,10	237,20	+0,05		
220,50	220,8	+0,2		
27	29	+7,4		
607	595	-1,9		
82,55	78	-5,9		
484	480	-0,8		
64,90	64	-1,5		
361,70	361	-0,3		
512	512	0,0		
97	97,30	+0,3		
105	105,1	+0,09		
113,90	113,9	0,0		
304	292,2	-3,9		

Gencor acreage	10,50	9,5	-0,55	20,00
General Electric	552	542	-1,82	20,00
General Motors	582	582	0,00	20,00
Ge Helv Belgica	6	6	0,00	20,00
Glaxo Parke & S	23,15	21,40	-6,69	10,00
Hitachi	21	21	0,00	20,00
Hoechst	790	790	0,00	20,00
I.L.B.M.	265	272	2,64	10,00
I.C.I.	68,10	68,40	0,44	10,00
Imperial	265,50	265,40	-0,04	10,00
Industrie plc	32	32	0,00	20,00
Intex	39,75	39,75	0,00	20,00
McDonald's	32,97	30,58	-0,47	12,00
Mellor	790	790	0,00	20,00
Mitsubishi Corp.	4	4	0,00	20,00
Motor Corp.	43	43	0,00	20,00
Nippon	739	739	0,00	20,00
Novartis	116,50	116,50	0,00	20,00
Novo, Mistracker	4	4	0,00	20,00
Noske	4	4	0,00	20,00
Novartis	23,60	23,60	0,00	20,00
Noske Hydro	45,00	45,00	0,00	20,00
Novartis	20,7	20,7	0,00	20,00
Novartis	421	421	0,00	20,00
Novartis	26,60	26,60	0,00	20,00
Novartis	47	47	0,00	20,00
Novartis	40,10	40,10	0,00	20,00
Novartis	333	333	0,00	20,00
Novartis	10	10	0,00	20,00
Novartis	61	61	0,00	20,00
Novartis	220	220	0,00	20,00
Novartis	101,20	101,20	0,00	20,00
Novartis	330	330	0,00	20,00
Novartis	375	375	0,00	20,00
Novartis	39,50	39,50	0,00	20,00
Novartis	49,60	49,60	0,00	20,00
Novartis	26,10	26,10	0,00	20,00
Novartis	22,10	22,10	0,00	20,00
Novartis	40,00	40,00	0,00	20,00
Novartis	52,60	52,60	0,00	20,00
Novartis	129	129	0,00	20,00
Novartis	11,25	11,25	0,00	20,00

ABBREVIATIONS  
 B = Bordeaux; L = Lille; ly = Lyon; M = Marseille;  
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES  
 + ou - 2 catégories de cotation - sans indication catégorie 9;  
 \* = cotation décalée; # droit décalé.

LEJENDRE COLONNE (1):  
 Lundi et mardi mercredi; # variation 31/2  
 Mercredi et jeudi; # montant du coupon  
 Mercredi et jeudi; # paiement dernier coupon  
 Jeudi et vendredi; # compensation  
 Vendredi et samedi; nominal

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
N = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**  
ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3;  
■ coupon détaché; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1):**  
Lundi daté mardi : % variation 31/12  
Mardi daté mercredi : montant du coupon  
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon  
Jeudi daté vendredi : compensation  
Vendredi daté samedi : nominal

**Une sélection Cours relatifs à**  
**MERCREDI 26 AOÛT**

## OBIGATIONS

## OBLIGATIONS

NetBq 9% 91-02	118,30
CEPM 6% 89-99 CAH	104,83
CEPM 6% 92-06 TSN	127
CFD 9% 90-03 CB	122,60
CFD 8,6% 92-05 CB	---
CFP 10% 88-98 CAH	100,75
CFP 10,2% 90-01 CBA	114
CLF 8,9% 88-00 CAH	108
CNA 9% 4992-07	129,30
CRH 8,6% 9294-03	118,38
CRH 8,5% 10878-88	102,35
EDF 8,6% 88-89 CAH	186,44
EDF 8,6% 92-04 H	---
Finmoder 9% 91-06 H	129,76
Finmoder 8,9% 92-09	118,60
Florad 75% 90-99	---
OAT 9% 98-98 TRA	99,91
OAT TMB 8799-98	100,01

[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.
Arbel	28
Asphal (Pro)	875
Bains C. Monaco	804
Bouq Transatlant	250
Bédoussans Int	110
CLTSA (Pro)	110
C.I.T.R.A.M. (S)	3010
Comptex-Ly	731
Danbury	520
Déclat (Paris)	100
Eaux Bessin Vichy	2502
Eclair Méditerranée	189
Exel (Belgium)	100
Exel-Mag. Paris	1610
Fichtel Branda	33,60
Fidel	62
Fininvest	268
F.I.P.S.	251
Fontcenis (Cie)	389
Fontvieille	596
Francoparc	293
From. Post-Berard	1051
General Fin. Assur	1833
Gen. Ind. (S)	1000
Gaz. Bazov Lyon (S)	210

Carriers	CAT (Transport)	416
28	Immobico	651
25.5	MUC	78
25	MLP International	500
23.5	Mical Depo	400
23	Alora	7
22.5	M & R (Dy)	415
22	Navigation (Nile)	156
21.5	ONA 100 DM	680
21	Opkory	460
20.5	Opkory (Nile)	460
20	Paris Oriental	343
19.5	Promodes (CH)	2489
19	PSB Industries (Ly)	618
18.5	Rental Rover 349	608
18	Rogier R	836.50
17.5	Saga	250
17	S.L. (Lyon)	545
16.5	Sofragi	9008
16	Tattinger	5415
15.5	Touristik	545
15	Vernandes Sucr.	6380
14.5	Viciz	545
14	Ches Roquefort	3002
13.5	Shy	545
13	Finco	625

416	Calgary (Al)	1700
417	Cd Intl. Strasbourg	2070
422	Hond Lacina	630
423	Hond Dravallin	990
424	Linné (Ly)	575
425	Lloyd Commercial	11500
430	Matrossee Forest	6610
7/05	Money Financier	3125
435	Par-Quest (Fin/Ly)	130
156	Police	527
440	Sabotage (Ly)	650
442	Saison (Ly)	550
443	Sachin (Ly)	1410
445	Succ. Pichay	3300
446	Tanaka Inc (Pc, Ny)	235
447	Tobacco L. Dupont	110
451	Union Cie World (L)	2730
452		
453		
454		
455		
456		
457		
458		
459		
460		
461		
462		
463		
464		
465		
466		
467		
468		
469		
470		
471		
472		
473		
474		
475		
476		
477		
478		
479		
480		
481		
482		
483		
484		
485		
486		
487		
488		
489		
490		
491		
492		
493		
494		
495		
496		
497		
498		
499		
500		

	ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
90	Bayer, Werlens Bank	540	540
80	Sas, Ciba	37,13	36,80
70	Gold Fields South	68	68
60	Kalotina Corp.	13,30	13,30
50	Monsieur's adump.	9,65	9,65
40	Olympic Olympic	68	68
30	Tobacco	638	638
20	Rodamco N.V.	146,10	142,10
10	Some Group Plc	57	57
00	Solvay SA	420,10	420,10

Source : Reuters - 12/11/87

## ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
N = Nancy; Ni = Nantes.

## SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation ; sans indication  
catégorie 3 ; # coupon détaché ; @ droit détaché ;  
= offerts ; d demandé ; ? offre réduite ;  
? demande réduite ; \* contrôle d'animation.

## MARCHE

**MERCREDI 26 AOUT**

VALEURS	COURS
---------	-------

Acial (Ns) #	50.05
AFE #	915
Aigle #	545
Albert S.A (Ns)	219
Arkopharma #	430
Assystem #	225.60
Boue Picardie (L)	♦ 1000
Boue Tarnaud (B/M)	405
Boue Vernes	♦ 151
Benebau CB#	730
B I M P	126
Boiron (Ly) #	410
Boisset (Ly) #	756
Burt S.A.	320
C.F.F.S.	179

	CHINA Cam	223,60
	Codetour	880
	Comp. Euro. Télé-CET	411
	Comp. Fy	80
	C.A. Ha. Nordmarine	325
	C.A. Paris Off	919
	C.A. V&A & Vibra	808
	C.A. A&A Ind. Pol	304
	C.A. Pro de Cuba	75
	C.A. Nord(UL)	468
	C.A. Des C&C	359,40
	C.A. Romme C&C	627
	C.A. Toulouse (C)	440
	Gruppe J. L. Damron	650
	Devenex (UL)	690,10
	Dunon S&P Industrie	354
	Europ. Extr. Ind. (UL)	59
	Expand S.A.	265
	Factorem	812
	Falv&L	162
	Fincor	37,10
	Fininto	1060
	Assur. Bo. Populaire	82
	Castell. France	225
	Cell 2000	38

\$	GFI Industries	292
\$	Graco Corp.	22,10
\$	GLM S.A.	200
\$	Graphic Arts Co.	186
\$	Kindly Inc.	725
\$	Goetzel Int'l.	174
\$	Hermes Int'l.	363,40
\$	Hawill Bros.	187
\$	ICST Group Inc.	187
\$	L.C.C.S.	179
\$	ICDM Information	598
\$	Int. Computer	59,25
\$	IPBM	52
\$	MG-Metropole TV	954
\$	Moravia Inc.	50
\$	Mansarovar	500
\$	Marie Brizard	600
\$	Macel-LivesProf	49,90
\$	MCI Telecomm.	100
\$	MCG Counter	312
\$	Monneron-Jouventin	120,90
\$	Nat-Inf	79
\$	Net Group (Pty)	464
\$	Oncore	164
\$	Paul Predicto	662

2901	Petit Boy #	108
2906	Phyto-Licor #	230
2907	Pochet #	60
2908	Prochaine Saison (Pd)	199.50
2912	Radiant #	600
2913	Robert #	1100
2922	Roussin-Chachard	\$ 25.10
2923	Scarlatti #	90
2925	Smoby (Lg) #	542
2926	Sofo (Lg) #	13
2927	Sofo (Ss)	353
2928	Sofo (Ss)	2146
2935	Steph. Bellen #	\$ 92.30
2937	Stiles	456
2940	Tessier-France	182
2941	TG	330
2943	Thermador Cps.	393
2945	Transilco #	615
2946	Troncy Cassin #	126.00
2948	Union City	2320
2949	Union City France	651
2952	Viel et Cie #	142
2953	Vilmorin et Cie #	620
2954	Vireo	405
2959		

# NOUVEAU MARC

Une sélection. Cours relevés à la clôture

## MERCREDI 26 AOUT 1995

VALEURS	Cours précédent
Applique Ontor	30
Beholders	102,00
Bova	377,00
Chemstar	19,95
Duran Dataol	350
Euronet Scientific	39,50
FDA Pharma Inc	46,00
Genset	49,6
Gymnor action B	6,60
Infolife	117
Jellco-Sagep	107,00
La Cie Group	151
Obtec	95,6
Omnicom	818
Picojet	245
RCP Saint	435
Serf Recycling	758

# MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

## MERCREDI 26 AOUT

premiers cours	VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
30	Burroughs	♦ 118	118
30	Europe-France Ind.	♦ 750	750
30	Europe-Ind.	♦ 750	750
30	CTT-SCET	♦ 450	450
30	Sin lecaucus du Monde.	♦ 144	144
30	Trac de File	♦ 160	160

### ABRÉVIATIONS

♦ = Bordelais; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
N = Nancy; Ne = Nantes.

### SYMBOLES

♦ ou ♦ = catégories de cotation - sans indication  
catégorie 3; ♦ = cours précédent; ♦ = coupon  
à l'acte; ♦ = droit détaché; ♦ = offert;  
♦ = demandé; ♦ = offre réduite; ♦ = demande  
réduite; ♦ = contrat d'adhésion.

Une sélection  
Cours de clôture le 25 août

VALEURS	Émission Emplacement
---------	-------------------------

---

National Ambition (Aaa)	166.00
National Actions (Aaa)	159.00
<b>BNP</b>	
Antigone Trésorerie .....	51.587
Natio Court Terme 2 .....	144.00
Natio Court Terme 2 .....	99.999
Natio Euro Oblig.	262.00
Natio Ego Créances .....	383.00
Natio Ego Patrimoine .....	167.50
Nation Epargne Netrahe .....	197.60
Natio Epargne Trésor .....	1185.91
Natio Euro Valeurs .....	118.00
Natio Euro Oblig.	1422.37
Natio Euro Perspic.	2201.55
Natio Immobilier .....	1714.59
Natio Inter .....	1164.62
Natio Monétaire C .....	3615.67
Natio Officié D .....	5275.84
Natio Oblig. ATT C .....	236.28
Natio Oblig. MT D .....	891.01
Natio Opportunités .....	254.45
Natio Placement C .....	8121.95
Natio Placement D .....	7652.61
Natio Securité .....	1139.94
Natio Revers .....	1275.14

Rachet net.	<b>CDC Gestion Management</b> LEURS	
	Unrel Bourse Ind. D'PEA	11652,22
	Unrel. de Develop. C	2639,77
	Unrel. de Develop. D	2380,67
	<b>MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDP</b>	
	Participations Realties C	327,81
	Participations Realties D	314,53
	<b>COC TRESOR</b>	
	3616 CDC TRES	
	Montcal C	2035,97
	Fortuna, depôts Sicav C	2013,5
	<b>CAISSE D'EPARGNE</b>	
	Eour. Act. Futur D PEA ...	382,58
	Eour. Act. Capitalisation C	272,55
	Eour. Expansion C	823,68
	Eour. Investisseurs C	446,19
	Eour. Investis. D PEA	305,93
	Eour. Montaire C	1349,025
	Eour. Montaire D	1242,95
	Eour. Trésorerie C	328,96
	Eour. Trésorerie D	308,44
	Eour. Trésorerie D	2087,58
	Eour. Trésorerie D	195,53
	Eour. Trésorerie D	1745,18
	Eour. Trésorerie D	1250,86
	Eour. Trésorerie D	2857,04
	Eour. Trésorerie D	106,23
	<b>CDCCAM</b>	
	<b>CREDIT AGRICOLE</b>	
	Amplis ...	12682,32
	Amort. Américain	2140,97
	Amort. Asie	74,22
	Amort. France Europe	1144,58
	Amort. FRANCE BULG	271,59

	Indices	2418,51
	Indocum Convert. C.	16294,91
	Indocum Convert. D.	16294,91
	Indocum European Monev.	1229,64
	Indocum Eur. Exr. C.	2650,25
	Indocum Eur. Exr. D.	1019,20
	Indocum Italian Oblig.	1187,28
	Indocum Orient. C.	146,10
	Indocum Orient. D.	132,97
	Indocum Uniqusop.	176,85
	Indocim Str. 5-7 C.	2076,08
	Indocim Str. 5-7 D.	1485,64
	Monev. C.	12299,67
	Monev. D.	11651,69
	Oldifium C.	604,02
	Oldifium D.	357,44
	Oracion	1204,64
	Revent-Vart	1207,02
	Sivola	725,47
	Synchro	294,03
	Univers. Actions	234,73
	Unif. Associations	121,35
	Unif-Foncier	1848,98
	Unif-Religies	2033,94
	Univ. D.	218,82
	Univ. D.	596,72
	Univ. Obligations	264,91
	<b>Fonds communs de placements</b>	
	Indocum Dollar 3 m.	18532,96
	Indocum Dollar 6 m.	18532,96
	Optical Dynamic C.	119,57
	Optical Dynamic D.	118,68
	Optical Equilib. C.	116,94
	Optical Equilib. D.	116,94
	Optical Expansion C.	108,61
	Optical Expansion D.	108,61
	Optical Sérénité C.	110,42
	Optical Sérénité D.	105,48
	Pace Vert. Logem.	355,44
	Pace Vert. T. Monde	333,97

[illegible][illegible][illegible]

**BRED BANQUE POPULAIRE**

About Futur C.....	1115,17
About Futur D.....	1088,81
Coxis.....	2087,90
Diéze.....	2756,69
Elkash.....	963787,89

<b>CIC</b>	<b>CIC BANQUES</b>
Francie.....	200,66
Francie Pierre.....	188,95
Europe Régions.....	300,56

198,82	Cred.Mut.Ep.Michoe	1973,01
175,68	Cred.Mut.Ep.Oblig.	2024,62
297,81	Cred.Mut.Ep.Quatre	1118,31
	<b>Fonds communs de placements</b>	
	CM Option Moderation	115,07

1964.00	Revenus Trimestr. D .....	5315,07
1964.02	Trésora C .....	1082,66
1964.08	Trésora D .....	947,23
	Trésors .....	276875,99
112.81	Solstice D .....	2399,48

**SYMBOLES**  
♦ cours du jour; ♦ cours précédent.



**SCIENCES** Charles Darwin faillit bien ne jamais embarquer sur le *Beagle*, le navire de l'armateur britannique à bord duquel il ébaucha sa théorie de l'évolution. ● SON

PÈRE, riche médecin, souhaitait qu'il devint pasteur et s'opposait à ce voyage autour du monde. Le jeune Charles embarqua néanmoins le 27 décembre 1831. ● DES ILES DU

CAP VERT au Brésil, de la Patagonie à la Terre de Feu, il se découvre vite une vocation de naturaliste. Aux Galapagos, il observe, dissèque et décrit minutieusement l'histoire natu-

relle « éminemment curieuse » de l'archipel volcanique. ● EN COMPARTANT cette faune à celle de l'Amérique du Sud, s'impose l'idée de l'origine des espèces : sous la pres-

sion de la sélection naturelle, les animaux ont la faculté de devenir autres. ● NOTRE CONCEPTION de l'évolution des êtres vivants en fut bouleversée.

## Le périple circumterrestre qui révolutionna l'origine des espèces

En décembre 1831, le « *Beagle* » quitte l'Angleterre pour un voyage autour du monde. A son bord, un jeune homme de vingt-deux ans : Charles Darwin. Cinq ans plus tard, c'est un naturaliste confirmé qui revient à Plymouth. Avec, en tête, les prémisses de la théorie de l'évolution

« MON CHER PÈRE, j'ai peur de m'approprier à vous être très désagréable, mais, après réflexion, je pense que vous m'excuserez d'exposer une fois encore mes opinions à propos de cette offre de voyage (...). J'ai donné à l'oncle Jos ce que je pense très sincèrement être une liste complète et précise de vos objections, et il est assez aimable pour donner son opinion à leur sujet (...). La théorie de l'évolution aurait-elle vu le jour si Charles Darwin, futur clerc, avait alors été de vingt-deux ans, n'avait insisté de la sorte, le 31 août 1831, auprès de son médecin de père ? Si Josiah Wedgwood, qui partageait avec son neveu l'amour de la chasse, n'avait à son tour pris la plume pour défendre son cas ?

Quarante-cinq ans plus tard, au

### Le vrai naturaliste du « *Beagle* »

Contrairement à ce que l'on croit souvent, Darwin n'était pas le naturaliste officiel du *Beagle*. Celui qui occupait cette fonction était le médecin de bord, Robert Mac Cormick. Mais ce dernier fut si discret qu'il fallut attendre une étude publiée par l'anthropologue J. W. Gruber en 1969 pour que cette vérité soit rétablie.

Que venait faire Darwin dans ce navire ? Il tenait compagnie au capitaine Fitzroy. Ce dernier n'avait que 26 ans en 1831, et savait combien pouvait se payer cher l'absence prolongée de contacts humains : son prédécesseur sur le *Beagle* s'était suicidé dans l'hémisphère sud en 1828. Pour échapper à la solitude, il lui fallait emmener un passager en surnombre. Mais pas n'importe lequel. « Fitzroy était un aristocrate et descendait directement du roi Charles II », rappelle l'évolutionniste Stephen Jay Gould. « Seul un gentleman pouvait partager ses repas, et, à n'en pas douter, Darwin en était un. » Dans le monde scientifique comme ailleurs, il valait mieux être bien né que roturier.

soir de sa vie, le génial concepteur de l'origine des espèces l'affirmait en tout cas sans hésitation : « Déterminant pour toute ma carrière, le voyage du *Beagle* fut de loin l'événement le plus important de ma vie. » L'offre, il est vrai, était exceptionnelle : le capitaine Robert Fitzroy désirait céder une partie de sa cabine à un jeune naturaliste pour l'accompagner, sans traitement, dans un périple circumterrestre de cinq ans à bord d'un navire de l'Armada chargé du relevé topographique des côtes de Patagonie, du Chili, du Pérou et de quelques îles du Pacifique. « Plus tard, devenu intime avec Fitzroy, j'apprends que j'avais bien failli être éconduit à cause de la forme de mon nez ! », écrit Darwin dans les rares pages de son *Autobiographie* (1876) consacrées au *Beagle*. « Ardent disciple de Lavater, il était convaincu qu'il pouvait juger du caractère d'un homme d'après ses caractéristiques extérieures. Aussi doutait-il que qui-conque pourvu d'un nez tel que le mien pût posséder une énergie et une détermination suffisantes pour le voyage. »

#### PRÉCIEUX PRÉSENT

Le capitaine se laisse pourtant séduire. Le 27 décembre 1831, le jeune Darwin embarque à Davenport. Dans ses bagages : la Bible, des poèmes de Milton, les récits de voyage d'Alexandre von Humboldt. Et le premier volume, tout juste sorti de presse, des *Principes de géologie* de Charles Lyell. John Stevens Henslow, professeur de botanique à Cambridge – le premier à avoir inspiré à Charles sa passion pour la nature –, le lui a offert comme cadeau de départ. Sans savoir, sans doute, à quel point ce présent serait précieux pour l'avenir de la science. Lyell (1797-1875), le géologue britannique le plus influent de l'époque, pensait en effet que la Terre avait été façonnée par des forces uniformes encore en action, tels l'érosion des eaux, l'accumulation des sédiments et les séismes. Sa théorie, qui reçut plus tard le nom d'uniformitarisme, allait influencer profondément la pensée de Darwin.

Mais, pour l'heure, le jeune Charles voyage. Un peu lassé des

Sur les Galapagos, « un petit monde à lui seul », Darwin (ci-dessous dans un portrait de 1840) va particulièrement s'intéresser à « un groupe très singulier de moineaux ». Ces treize espèces d'oiseaux, baptisées plus tard « pinsons de Darwin », rappellent certes celles du continent sud-américain, mais s'avèrent absolument propres à l'archipel. Elles lui serviront de modèle pour sa théorie de l'évolution.



humeurs du capitaine, conservateur et passablement névrosé, il découvre le bonheur de l'observation. Et il a de quoi faire. Les îles du cap Vert, le Brésil, la Patagonie et la Terre de Feu, le Chili et le Pérou... Constatant que « le plaisir d'observer l'emportait de beaucoup sur celui des tours d'adresse et du sport », il renonce même à la chasse. En septembre 1835, le brick de la marine royale fait escale aux îles Galapagos, au large de la côte Pacifique de l'Amérique du Sud. Sans le savoir, Darwin vient d'aborder les premiers rivages de sa théorie.

Le naturaliste, il est vrai, a été bien préparé. A son arrivée à Montevideo, grâce à la bienveillance d'Henslow, il a trouvé le deuxième

volume des *Principes de géologie*. Lyell, qui a lu Lamarck (1744-1829), n'y traite plus seulement de sciences de la Terre, mais aussi de biologie. Contrairement à la plupart des savants des années 1830, il ne croit pas à la fixité des espèces. Tout au long des temps géologiques, soutient-il, des variétés nouvelles ont vu le jour tandis que d'autres s'éteignaient. Ce qui explique les extinctions d'espèces constatées grâce à l'étude des fossiles.

L'archipel volcanique des Galapagos se compose de dix îles principales et se situe exactement au niveau de l'équateur. A leur arrivée à l'île Chatham, le 17 septembre 1835, les passagers du *Beagle* sont loin de

découvrir un paradis terrestre. « Rien de moins attrayant que l'aspect de cette île, décrit Darwin. Une coulée de lave basaltique noire, à la surface extrêmement rugueuse, traversée çà et là par d'immenses fissures, et partout recouverte d'arbrisseaux rabougrés, brûlés par le soleil et qui semblent à peine pouvoir vivre. »

Les îles n'en abritent pas moins une faune endémique. Des tortues de terre et de mer géantes, les galapagos, qui ont donné leur nom à l'archipel, des iguanes, des otaries et d'innombrables petits animaux, qui s'y ébattaient en toute liberté, splendides isolés des continents. Lézards, serpents, insectes, poissons : Darwin observe, dissèque et décrit longuement l'his-

toire naturelle « éminemment curieuse » de cette région du monde. Et c'est ainsi, en comparant cette faune à celle de l'Amérique du Sud, que s'impose l'idée maîtresse de sa théorie future : les espèces ont la faculté de devenir autres. « Ainsi donc, et dans le temps et dans l'espace, nous nous trouvons face à face avec ce grand fait, ce mystère des mystères, la première apparition de nouveaux êtres sur la Terre. »

#### ARCHIPEL « SATELLITE »

Pour forger sa conviction, le jeune naturaliste s'attache à l'étude des oiseaux, notamment à un « groupe très singulier de moineaux » qui deviendront célèbres sous le nom de « pinsons de Darwin ». Tout en présentant entre elles d'étroites ressemblances morphologiques, les treize espèces qu'il répertorie se distinguent par divers détails, comme la grosseur de leur bec ou leur mode d'alimentation. Surtout, et bien qu'elles rappellent beaucoup celles du continent sud-américain, toutes ces espèces sont particulières à l'archipel.

Comme si ce dernier formait « un petit monde à lui seul, ou plutôt un satellite attaché à l'Amérique, d'où il a tiré quelques habitants ». Comme si une seule espèce s'était à l'origine installée dans une des îles pour ensuite s'y diversifier, et que les descendants de cette population pionnière avaient à leur tour émigré sur une autre île pour y donner une nouvelle espèce.

Ainsi pourrait s'expliquer que les pinsons, d'une île à l'autre, ne fussent ni tout à fait identiques, ni tout à fait autres... Ainsi se mit en marche la théorie de l'évolution, comme il l'expliquera plus de vingt ans plus tard en introduction de *L'origine des espèces*.

Un fabuleux périple l'attend encore avant de rentrer au pays : Tahiti, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la Tasmanie, les îles Keeling, Maldives, Maurice et Sainte-Hélène, le Brésil à nouveau, à nouveau le cap Vert, enfin, les Açores. Le 2 octobre 1836, Charles Darwin revient à Plymouth. Ce sera son unique voyage.

Catherine Vincent

### Une vocation tardive

NÉ LE 12 février 1809 à Shrewsbury, dans le comté du Shropshire, Charles Robert Darwin est petit-fils d'Erasmus Darwin, médecin, physiologiste et poète, et fils de Robert Darwin, riche médecin de la ville. Le petit Charles ne brillait guère à l'école. Mais il est le seul parmi ses cinq frères et sœurs à s'intéresser à diverses collections – coquilles, médailles, cachets de poste, plantes et minéraux.

Destiné à devenir médecin, Darwin fréquente l'université d'Édimbourg de 1825 à 1828. Les cours l'ennuient « intolérablement », et les deux opérations auxquelles il assiste, « avant l'époque bénie du chloroforme », le font fuir définitivement. Sa seule passion consiste alors à tuer les oiseaux. « Tu ne t'occupes que de chasse, de chiens et d'attraper des rats : tu seras le déshonneur de ta famille », lui dit un jour son père. Ferme opposé à l'oisiveté, celui-ci lui propose de devenir pasteur. Sans grand enthousiasme, Charles entre au Christ's College de l'université de Cambridge. Les études académiques l'assomment tout autant que les précédentes (« à Cambridge, mon plus grand centre d'intérêt, ma plus grande source de plaisir était de collectionner les coléoptères »), mais il y fréquente plusieurs professeurs qui deviendront ses amis. Notamment John Stevens Henslow (1796-1861), respectable botaniste dont le grand œuvre sera de transformer, au cours de nombreuses promenades, son indolent élève en naturaliste passionné.

Insensiblement, le jeune homme

multit. Lors de sa dernière année à Cambridge, en 1831, il lit la *Narration personnelle* du naturaliste et géologue Alexandre von Humboldt. « Cet ouvrage, ainsi que l'introduction à l'étude de la philosophie naturelle de Sir J. Herschel, suscita en moi une envie brillante d'ajouter ne serait-ce qu'une modeste contribution au noble édifice de la science de la nature », se souviendra-t-il plus tard. Il rêve aussi de nouveaux horizons et commence à se renseigner sur les navires. Signe du destin, c'est à ce moment précis que survient l'opportunité du voyage sur le *Beagle*.

Cinq ans plus tard, lorsqu'il reprend pied sur son sol natal, Darwin est devenu un naturaliste confirmé. Henslow et Lyell, les deux hommes de science qui l'ont le plus influencé, joignent leur renommée pour que lui soit accordée la subvention nécessaire (1 000 livres sterling) à la compilation de ses cinq volumes de notes.

Secrétaire de la Geological Society de 1838 à 1841, il épouse, en janvier 1839, sa cousine Emma Wedgwood. Les jeunes mariés quittent Londres en 1842 pour s'installer à Down, dans le comté de Kent, où ils élèvent leurs nombreux enfants (ils en eurent dix, dont sept survivront). De santé précaire, Darwin ne devait plus quitter cette demeure cosue et retirée, que l'English Heritage vient de restaurer à grands frais. C'est là qu'il rédigea, à l'abri du besoin, tous ses ouvrages fondamentaux. Il y mourut le 19 avril 1882, à l'âge de 73 ans.

C. V.

### Des pinsons des Galapagos à la paléontologie moléculaire

AU RETOUR de son voyage, alors qu'il tente de mettre en ordre ses innombrables observations, Darwin ne croit déjà plus à la fixité des espèces. Pourtant, entre ses premières intuitions et la publication de son œuvre maîtresse, *De l'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle* (1859), il s'écoulera près d'un quart de siècle. Le temps pour le génial biologiste de mûrir ses idées – notamment grâce à la lecture de l'ouvrage de Malthus, *Essai sur le principe de population* (1797) – et d'étayer sa théorie par des arguments solides. Le temps, surtout, d'oser formuler publiquement l'impensable : une vision du monde où l'homme « descend du singe », où de nouvelles espèces peuvent naître d'autres espèces. Une conception incompatible avec celle de la création divine couronnée par l'homme.

« Contrairement à ce que l'on imagine, l'évolution fut une croyance très répandue pendant la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle. On en discutait partout, et ouvertement. Beaucoup la refusaient, c'est vrai, mais la plupart des grands naturalistes l'admettaient, ou tout au moins l'envisageaient », rappelle l'évolutionniste américain Stephen Jay Gould (Darwin et les grandes énigmes de la vie, Le Seuil, coll. « Points/Sciences »). Mais Darwin, qui s'intéressait à la philosophie, savait son intuition bien plus « hérétique » que l'évolution elle-même. « Les évolutionnistes parlaient de forces vitales, de sens de l'Histoire, de lutte organique et d'irréductibilité fondamentale de l'esprit... Autant de notions qui permettaient à un Dieu chrétien de conserver sa place, à condition seulement de remplacer "création" par "évolution". Darwin, lui, ne parlait que de variations dues au hasard et de sélection naturelle », poursuit Gould. Et il applique sa théorie matérialiste à toutes les manifestations de la vie. Y compris à ce qu'il nomme « la citadelle elle-même » : l'esprit humain.

Comme il l'avait prévu, la publication de *L'origine des espèces* suscita une vive opposi-

tion des théologiens. L'ouvrage n'en connut pas moins un succès fulgurant (60 000 exemplaires avaient été vendus, rien qu'en Angleterre, en 1876), et la majorité des biologistes se rallia rapidement à l'idée de l'évolution des espèces. Mais une violente controverse éclata entre ceux qui acceptaient le mécanisme proposé par Darwin (la sélection naturelle) et ceux qui le refusaient, préférant se rallier aux convictions du fondateur du transformisme, le biologiste français Jean-Baptiste Lamarck (1744-1829).

#### L'ADAPTATION AU MILIEU, SELON LAMARCK

Pour ce dernier, la cause de la transformation des espèces était leur adaptation au milieu : si celui-ci changeait, les animaux devaient changer à leur tour, et transmettaient ce nouveau caractère à leurs descendants. Pour Darwin, l'évolution était un phénomène lent et progressif. Les individus variaient pour des raisons inconnues, mais le principe de la sélection naturelle expliquait que les plus adaptés à leur milieu avaient plus de chances de survivre et de se reproduire. Une théorie à laquelle les lois de l'hérédité (établies en 1865 par le moine George Mendel, et redécouvertes au début du XX<sup>e</sup> siècle) donnèrent une formidable caution, en mettant en évidence le jeu des mutations dans les transformations du vivant.

Depuis, les progrès conjoints de la zoologie, de la paléontologie et de la génétique ont considérablement précisé le puzzle établi par le grand homme. De la confrontation de ces diverses disciplines a finalement émergé le néodarwinisme, « théorie synthétique de l'évolution », dont les plus illustres fondateurs sont Theodosius Dobzhansky (généticien des populations), George C. Simpson (paléontologue) ou Ernst Mayr (naturaliste). Leurs travaux et ceux de leurs successeurs n'ont cessé de mettre en évidence la profonde hétérogénéité des populations naturelles : ils ont

également permis de vérifier que cette diversité apparaît, se maintient et évolue selon les lois de la génétique classique – discréditant définitivement la thèse lamarckienne de la transmission héréditaire des caractères acquis.

La théorie de l'évolution est-elle définitivement aboutie pour autant ? Loin s'en faut. Aujourd'hui encore, la polémique fait rage sur de nombreux points parmi les néodarwinistes. Quelle est la part dans la transformation des espèces des gènes « neutres », sur lesquels la sélection naturelle n'a pas de prise ? Au-delà du subtil passage d'une variété à une autre, par quel processus sont apparus les nouvelles familles, les nouveaux ordres du vivant ? A quel point et pourquoi l'évolution a-t-elle progressé par « sauts », faisant soudain émerger un type d'organisation inconnu auparavant ? Sur tous ces aspects, les règles du jeu évolutif restent à préciser. Avec l'apport récent et prometteur de la paléontologie moléculaire.

Cette nouvelle discipline est fondée sur le fait que les analogies de séquences moléculaires entre espèces sont d'autant plus grandes que celles-ci sont considérées comme phylogénétiquement proches par les anatômistes. Si l'on suppose que les gènes varient dans le temps selon un rythme déterminé (ce qui reste à prouver), le taux de mutations observé entre deux espèces permet alors d'estimer leur degré de divergence, et de préciser la date de leur séparation à partir de leur ancêtre commun. Cette approche, qui permet de combler les vides laissés par les fossiles, entraîne parfois une remise en cause de l'arbre phylogénétique établi jusqu'alors (Le Monde du 20 mars). Pour ne citer que quelques exemples, elle soulève actuellement des débats passionnés sur l'évolution des baleines ou des rongeurs, ainsi que sur l'origine de la cellule eucaryote dont nous descendons tous.

C. V.



GRANDS HÔTELS D'ÉPOQUE

# Le Nacional de La Havane rentre dans le patrimoine

Du haut de son promontoire, le palace témoigne de soixante-dix ans d'histoire. Il vient d'être classé monument national

LA HAVANE  
de notre envoyé spécial

L'inauguration de l'Hôtel Nacional de Cuba, le 30 décembre 1930, fut un événement, une fête sans pareille qui mêla, au rythme des rumbas, le gotha havanais, un improbable « roi de l'ivoire », des milliardaires nord-américains, quelques veuves fortunées et même Joe Kennedy, le père du futur président. C'était le temps où une clientèle huppée embarquait à New York à bord de trains Pullman, direction Miami. Puis cap sur La Havane, exotique et tropicale, dépaysement assuré.

A ses débuts, le Nacional fut géré par la National City Bank. Le patron venait du Waldorf Astoria de Manhattan, le maître d'hôtel aussi. On était entre soi. Les moins enthousiastes n'étaient pas les solitaires qui fuyaient l'Amérique alors en pleine prohibition. Champagne et bourbon pour tout le monde, rum, par-dessus le marché, pour les intempérants. Le Nacional reste le plus bel hôtel de La Havane. Du haut du promontoire rocheux où il se dresse face à l'océan, ses tours à la sévillane sont comme deux vigies. Elles toisent soixante-dix ans d'histoire cubaine et témoignent d'une époque révolue, celle d'avant la révolution castriste. Palace sous la dictature de Fulgencio Batista, palace il est redevenu, après une longue éclipse, lorsque Cuba s'est offerte de nouveau au tourisme. Tout y est luxe, calme et nostalgie. Ce n'est pas ici que l'on découvre la Cuba d'aujourd'hui. Mais la vraie Havane n'est pas loin. Juste au bout de l'allée royale plantée de palmiers façon Beverly Hills qui, de l'hôtel, conduit à la ville.

## NE RIEN SAVOIR

Le Nacional conjugué passé et présent avec un bel entrain, celui de l'orchestre qui, au crépuscule, joue pour les clients *Besame mucho* ou *Hasta siempre*, un hymne à la mémoire du Che, promu récemment sce international. Les dernières heures du jour sont propices à la nostalgie, sous les arcades qui, ciment, face à la mer, le jardin de l'hôtel. Stroter ici dans la quiétude d'un *daiquiri* ou un *mojito*, deux fameux cocktails à base de rum, c'est s'extrait du temps. C'est oublier la chaude haleine de la ville toute proche, sa piquante odeur de salpêtre, ses plaies et sa joie de vivre que quarante ans de socialisme tropical n'ont pas réussi à entamer.

No man's land doré, l'hôtel compte quatre cent cinquante chambres, rénovées entre 1992 et 1997. Il abrite un cabaret, des bars et plusieurs restaurants ; et pour les sportifs, deux piscines et un tennis. Service attentif, gentillesse comprise qui compense et au-delà une logistique parfois défaillante. Tout cela au bénéfice exclusif de vacanciers et d'hommes d'affaires étrangers, car l'hôtel filtre sévèrement les autochtones. C'est sa manière à lui de prévenir la contagion capitaliste et de fermer les yeux sur la

prostitution qui s'épanouit à ses portes.

Ainsi le Nacional ne veut-il rien savoir du Cuba d'aujourd'hui, celui qui peste contre les écus vides, rêve en dollars et cauchemarde en pesos, la ruine de son local. L'hôtel est d'une autre planète et d'une autre époque qui font son charme aussi. Il vient d'être classé monument national et tisonne tant et plus ses souvenirs. Pourquoi pas ? La révolution donne l'impression d'avoir baissé les bras, en orchestrant à coups de

photo de Lucky Luciano, figure de la pègre américaine, qui tint ici, en décembre 1946, un sommet de la Mafia. Ces messieurs, leurs amis et leurs porte-fingues avaient réquisitionné l'hôtel du haut en bas. Le gouvernement ferma les yeux. Un soir, Frank Sinatra, venu spécialement des États-Unis, poussa pour eux la chansonette, assure un témoin oculaire, même si le chanteur a toujours nié. Point n'est besoin de ce folklore pour jeter un pont avec le passé. Il



Sur le Malecon, le bord de mer de La Havane. Au fond à gauche, l'Hôtel Nacional, inauguré en 1930. Sur un mur de l'hôtel, des portraits témoignent de sa gloire passée. Ava Gardner (ci-contre) y fut photographiée en 1952. Le « parrain » Meyer Lansky y vint en 1946 (à gauche, avec son garde du corps), au congrès de la Mafia convoqué par Lucky Luciano, et y demeura jusqu'à la révolution, en 1960. Fidel Castro y fut alors reçu (ci-dessus) par Jorge Jorge, promu gérant de l'hôtel.

Pour leur magie, les nuits de La Havane mériteraient elles aussi être classées monument national. Le temps n'a pas de prise sur elles. C'est toujours la même chaleur poissée, chargée de vent marin, d'aventures et de musiques. Cabarets, discothèques, orchestres en plein air, il y en a pour tous les goûts, tous les rêves et toutes les nostalgies. Il sera toujours temps, à l'aube, de regagner le cocon du Nacional, ses touristes en short et ses hommes d'affaires pressés, veilles par les fantômes du passé.

Bertrand Le Gendre

## Jorge Jorge, employé modèle et patron providentiel

A soixante-seize ans, Jorge Jorge est la mémoire de l'hôtel Nacional de Cuba. Il en connaît en détail l'histoire mouvementée, pour l'avoir vécue de près, tour à tour syndicaliste émérite, homme de paille de la Mafia et, par la grâce de Fidel Castro en personne, patron de l'hôtel, en 1960, au lendemain de la chute du dictateur Fulgencio Batista. Jorge Jorge est entré par la petite porte, comme homme de service, au Nacional. C'était en 1938, il avait seize ans. L'hôtel vivait des années inoubliables, chics et cosmopolites. Employé modèle au service des très riches, Jorge Jorge prenait peu à peu du grade, en même temps qu'il militait au syndicat maison. Comme lui, les cinq cents salariés de l'hôtel travaillaient dur pour peu. Jorge Jorge devint bientôt leur porte-parole. Ignorant tout des rouages d'un palace, les *barbudos* se souviendront le moment venu de ce syndicaliste cinq-étapes depuis longtemps au fait des réalités de l'hôtel.

Homme providentiel déjà, Jorge Jorge avait acquis quelques années plus tôt la confiance de Meyer Lansky, un boss des jeux, grillé à Las Vegas, que Fulgencio Batista avait accueilli à bras ouverts à Cuba. A l'hôtel Nacional précisément, dont Lansky contrôlait le casino. L'histoire se passe à la fin des années 50. La révolution est en marche mais nul, dans la bulle du Nacional, ne veut le savoir. Meyer

Lansky moins que personne. Devant l'évidence – les *barbudos* sont entrés dans La Havane –, il espère encore. Au pire, calcule-t-il, il faudra quelques mois aux Américains pour rétablir l'ordre. En attendant, mieux vaut s'écarter. Jorge Jorge est là, respecté et respectueux. Pourquoi ne pas lui confier provisoirement les clés des salles de jeu ? En quelques heures, après un mouvement d'hésitation, l'employé stylé, le syndicaliste convaincu, est intronisé patron du casino. Il en sera le dernier propriétaire légal, avant que le nouveau régime ne ferme définitivement ce symbole homni du capitalisme nord-américain. Des dizaines de milliers de dollars dormaient alors dans le coffre du casino, destinés aux tapis verts. Sous bonne garde, celle de Jorge Jorge. Vêtu d'une *guayabera* usée, la chemise traditionnelle cubaine, le vieil homme parle aujourd'hui sans émotion de ce magot. Ce n'était pas son argent. Il était juste qu'il revienne à la Révolution. Et c'est effectivement ce qui arriva. Aux débuts des années 60, donc, Jorge Jorge est promu directeur du Nacional, déserté par ses clients. Un temps, même, l'hôtel accueillera sous sa houlette une école pour jeunes filles méritantes des campagnes. Jorge Jorge sera remplacé à la tête du palace, en 1962. Commence alors pour lui une nouvelle carrière dans l'hôtellerie nationalisée de son pays. Aujourd'hui, après une existence de labeur, le voilà aussi dénué que n'importe quel retraité cubain. Mais sa réputation d'homme-mémoire du Nacional est sa consolation.

B. L. G.



## Carnet de route

● L'avion. Avec Air France (tél. : 0-802-802-802), vol hebdomadaire pour La Havane (environ 10 h), au départ de Roissy le dimanche (5 012 F TTC, A/R, à partir du 28 août) et, à compter du 29 octobre, un second vol, le jeudi. Sur AOM (tél. : 0-803-00-1234) de Orly-Sud à La Havane trois fois par semaine (à partir de 5 800 F jusqu'au 30 septembre). Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33) propose des vols sur Iberia à partir de 4 687 F et la chambre double à l'Hôtel Nacional à partir de 700 F la nuit avec petit déjeuner. Pour les vols de Cubana (tél. : 01-53-63-23-23 et 3615 Cubana), la compagnie nationale cubaine, compter entre 4 800 et 5 000 F. ● L'hôtel. Au Nacional (calle 0 et 21, Vedado, La Havane, tél. : 00-53-7-33-55-64, télécopie : 00-53-7-33-50-54), un séjour-découverte, vol Cubana compris, revient à 4 700 F par personne (du 23 au 30 août), 4 570 F (de septembre au 22 octobre) et 5 580 F (fin octobre) pour deux nuits en chambre double, petit déjeuner compris. Se renseigner auprès d'Havanatur (tél. : 01-44-51-50-95, et agences), spécialiste de la destination, qui propose formules à la carte (avec Cubana, AOM et Air France) et extensions dans l'île. Hors forfait, les prix varient de 600 F la nuit pour une chambre individuelle (en basse saison) à 1 000 F pour une chambre double en haute saison (de décembre à mars et en juillet/août). Plusieurs suites, dont la « présidentielle » où dormit l'ex-roi Edouard VIII (6 000 F la nuit). Soixante-treize chambres et deux suites sont réservées aux hommes et femmes d'affaires (fax, location de téléphones mobiles, etc.). L'hôtel appartient au groupe Gran Caribe, à capitans d'Etat cubains. ● Voyageurs. Cuba est à la mode et les voyageurs s'y bousculent. Parmi les généralistes : Accor Tour (brochure « Antilles »), Alternative Travel, Americatours/El Condor, l'association Arts et Vie, le Club Med, Croisfleur, Fram, Jet Tours,

Kuoni, Rev'Antilles, Transtours, Club Adventure et Torres d'aventure. D'autres lui consacrent une place de choix : Marsans (Cuba extraordinaire), Voyageurs dans les Iles (tél. : 01-42-86-16-39) et Vacances Air Transat (tél. : 01-53-02-23-34). A signaler une « Route du cigare » (9 jours, 7 900 à 8 900 F en pension complète et vols AOM de Paris) avec Buena Vista (agences et 01-53-93-65-30/31) et un périple de 9 jours (7 380 F de Paris) avec Le monde des Amériques (tél. : 01-53-63-13-40), deux circuits qui font étape au Nacional.

● Visites. Le Nacional propose des tours de ville, mais la Vieille Havane se visite aussi bien sans guide. Héritage de la colonisation espagnole, elle accuse les années avec langueur et distinction. Certaines bâtisses s'écroulent, d'autres ont été rénovées ou vont l'être. A voir aussi, au centre-ville, le Musée de la Révolution, installé dans un palais qui fut celui de Batista. Il retrace l'épopée des barbudos, de la guérilla dans la sierra Maestra à l'assassinat du Che en Bolivie. Cette histoire héroïque mérite d'être revisitée. Constantement ressaisie, elle sert de ciment idéologique au régime, faute, pour les Cubains, de croire encore aux vertus du socialisme.

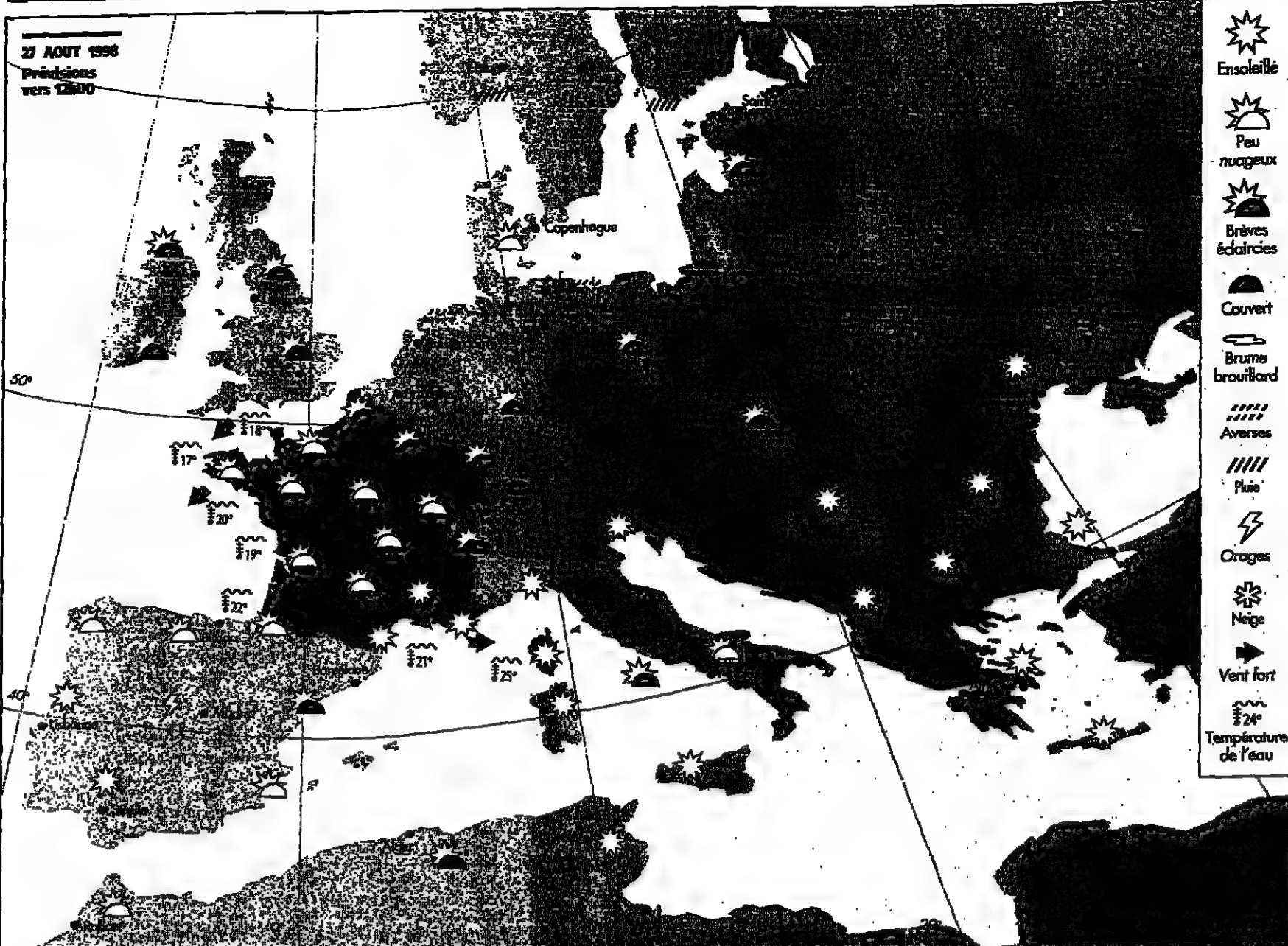
● Paladares. Un paladar est un restaurant privé dont la capacité est limitée réglementairement à une douzaine de couverts. L'un d'eux, La Guarida, est installé là où fut tourné *Fresa y Chocolate* (calle Concordia, 418 ; tél. : 62-49-40) ; un autre, Amor, est situé dans une maison bourgeoise du début du siècle, au décor intact (calle 23, 759 ; tél. : 38-150). ● Sorties. Jouxant la forteresse San Carlos de la Cabaña, le café Le Mirador domine la mer. Les Havanais viennent parfois y rêver d'une autre vie (la Floride est à 150 km droit devant). Pour la musique : le Palacio de la salsa (dans l'hôtel Riviera, sur le Malecon, le boulevard du bord de mer ; tél. : 33-37-33) ou La Casa de la Amistad, en plein air, dans le jardin d'une riche demeure d'autrefois. On y écoute de la musique cubaine traditionnelle popularisée en France par Compay Segundo (Pasco et 3ra ; tél. : 30-31-14). ● Guides. Celui du Routard (Hachette, 79 F) est bref, mais informé et riche de conseils avisés. Le meilleur de notre avis. A signaler aussi les guides « Visa » (Hachette), Olizane, Lonely Planet, Flammarion, Gallimard (« Bibliothèque du voyageur »), Marcus, Petit Futé et Ulisse, ainsi que la carte IGN de Cuba avec le plan des villes. ● Renseignements. Office de tourisme de Cuba, 280, bd Raspail, 75014 Paris (tél. : 01-45-38-90-10 et 3615 Cuba). ● Formalités. Pour les Français, passeport valide six mois après la date de retour et « carte de tourisme » (150 F) disponible au consulat (14, rue de Presles, 75015 Paris, tél. : 01-45-67-55-35, de 9 h à 12 h). La plupart des agences et voyageurs se chargent de cette formalité. ● Monnaie. Le peso. Mais le dollar est roi, même si chèques de voyage et carte de crédit American Express (ainsi que celle du Diners'Club) sont indésirables. Acceptées, les cartes Visa internationale, Eurocard et Mastercard.

**EVASION**

VOLS RÉGULIERS  
CASABLANCA : 2 050 F  
PRAGUE : 1 047 F

GRÈCE / 8 jours / 2 280 F  
Vol + Hôtel club CILIA + Pension Complète  
PRAGUE / 10 jours / 1 995 F  
3 vols / 2 vols  
Vol + Hôtel 5\* + Petit Déjeuner  
EGYPTE / 10 jours / 1 080 F  
Vol + Hôtel 4\* + Pension Complète  
4 vols de 4 vols réguliers au départ de Paris  
Ch. Compagnie - Vols 1-2 - 3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-165





## LE CARNET DU VOYAGEUR

**ISLANDE.** Il reste encore quelques places pour assister à la première rencontre officielle de l'équipe de France de football de la Coupe du Monde, un match qui doit opposer les Bleus aux Islandais, samedi 5 septembre à Reykjavik, lors des premières rencontres de qualification de l'Euro 2000. Le forfait signé Réducteur inclut le billet d'avion sur vol régulier islandais, trois nuits dans une pension de famille avec petits déjeuners, et le billet d'entrée sur le stade. Départ le jeudi 3 septembre à 22 h 20, arrivée Reykjavik à 0 h 30. Retour le dimanche à 16 heures, arrivée à 21 h 30 à Paris. 4 350 F par personne en partant à deux, 530 F de supplément pour une chambre individuelle. Réservation sur Minitel 3615 Réducteur.

**ASIE.** Une promotion signée Gulf Air, valable jusqu'au 30 septembre, propose un prix unique sur les destinations d'Asie. Les vols depuis Paris vers Delhi, Bombay, Karachi, Bangkok, Hongkong, Jakarta et Kuala Lumpur sont affichés à 2 780 F, plus 100 F de taxes (environ, variable selon les destinations) l'aller-retour, avec changement d'appareil dans le Golfe, à Bahrein ou à Mascate. Pour sa part, Cathay Pacific annonce une liaison pour l'Australie, de Paris à Sydney et Brisbane, via Hongkong, à 5 280 F (plus taxes), avec un retour au plus tard, le 31 octobre. Ces deux tarifs, qui s'appliquent sur un nombre limité de sièges par vol, sont en vente chez les revendeurs spécialisés. Notamment à la Compagnie des voyages : vente par téléphone au 01-45-08-44-88 ou réservation en temps réel, avec carte bancaire sur le site Internet (www.kdv.com).

## Nuageux au nord-est

JEUDI, un anticyclone se renforce sur les îles Britanniques et sur l'ouest de la France. Une vaste dépression est située sur les pays scandinaves et un front froid associé s'évacue le matin de la Bourgogne à la Franche-Comté.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages bas seront nombreux le matin, puis l'après-midi le soleil fera de belles apparitions, surtout sur les pays de Loire. Le vent de nord-est sera modéré près des côtes. Il fera 15 à 18 degrés près des côtes de la Manche et 19 à 22 degrés dans l'intérieur.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - De Nord-Picardie aux Ardennes le ciel restera très nuageux avec quelques averses l'après-midi. Ailleurs, les nuages bas du matin laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi. Il fera 18 à 22 degrés du nord au sud l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - De la Champagne à l'Alsace et à la Lorraine le ciel

restera très nuageux avec quelques averses l'après-midi. Ailleurs, de belles éclaircies reviendront l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 19 à 22 degrés du nord au sud des régions.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le soleil brillera largement, surtout l'après-midi. Sur les Pyrénées le ciel sera plus nuageux avec quelques orages locaux. Le vent de nord-est sera sensible près des côtes. Il fera 23 à 26 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - Les quelques passages nuageux du matin laisseront place à un après-midi bien ensoleillé. Le thermomètre marquera 22 à 25 degrés l'après-midi.

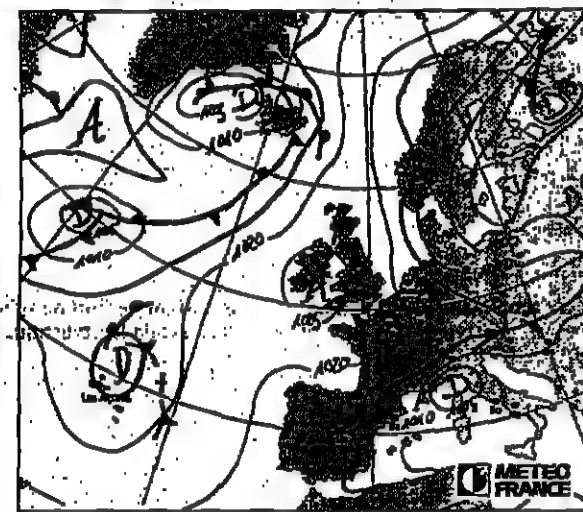
Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil sera encore au rendez-vous en toute région. Le vent de nord-ouest en rafales du golfe du Lion à la Corse. Il fera 28 à 31 degrés l'après-midi.

**PRÉVISIONS POUR LE 27 AOÛT 1998**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.  
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; \* : neige.

FRANCE métropole	1728 S
AVIGNON	1824 S
BORDEAUX	1626 S
BRETAGNE	1918 N
CAEN	1217 N
CHERBOURG	1116 N
CLERMONT-F.	1122 S
DIJON	1222 N
GRENOBLE	1226 S
LILLE	917 N
LIMOGES	1322 S
LYON	1424 N
MARSEILLE	1929 S
NANCY	1122 N
NANTES	1321 S
NICE	2026 S
PARIS	1120 N
PAU	1223 S
PERPIGNAN	2121 S
RENNES	1220 N
STRASBOURG	1121 N
TOULOUSE	1627 S
TOURS	1223 S
FRANCE outre-mer	
COCHIN	2422 S
FOR-DE-FR.	2631 P



Situation le 26 AOÛT - 0 heure TU



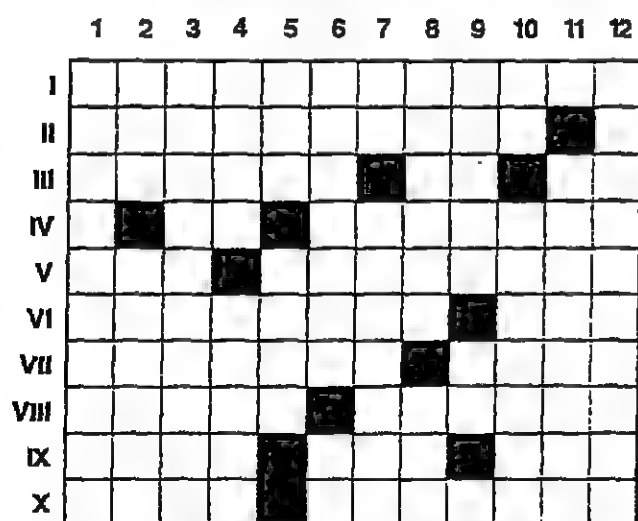
Prévisions pour le 28 AOÛT - 0 heure TU

2030 S	VENISE	1827 S	SANTAGHETTA	1119 S	ASIE-OCCIDENTALE
1015 P	VIENNE	1629 S	TORONTO	2333 C	BANGKOK
1017 P			WASHINGTON		BOMBAY
2429 N	AMÉRIQUES	1532 S	AFRIQUE	2233 S	DUBAI
779 P	BRASIL	417 S	ALGER	2233 S	HANOI
2232 S	BUENOS AIRES	2331 P	DAKAR	2230 C	HONGKONG
913 S	CARACAS	1928 C	KINSHASA	2028 P	JERUSALEM
2228 S	CHICAGO	1529 N	LECAIRE	2433 S	NEW DELHI
1430 S	LIMA	1925 S	MARRAKECH	1937 S	PEKIN
1428 S	LOS ANGELES	1422 P	MAROC	1422 N	SEKUL
1215 P	MEXICO	1826 S	PRETORIA	2229 S	SINGAPOUR
913 P	MONTREAL	1826 S	RABAT	1723 N	SYDNEY
1425 S	NEW YORK	1920 S	TUNIS	2334 S	TOKYO
912 P	SAN FRANCISCO				

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 96204

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



## HORIZONTALEMENT

I. Pour débiter les grosses pièces. - II. Le bon moment pour faire le vide. - III. En dessous de la moyenne. Un peu d'émotion. Personnel. - IV. Dans la gamme. Atmosphère vaporeuse sur la toile. - V. Pour un frère de service. Recouvrir la pièce. - VI. Donnent la grosseur des fils. Couleur de montagne. - VII. Sauriens estimés pour leur chair. Du raisin ou du café dans la tasse. - VIII. A besoin d'un maître pour avancer. Préparai la coiffure. - IX. Désordonné avec

méto. Sur une table vietnamienne. En route. - X. Pour suspendre. Que l'on retrouve aux champs ou au palais.

## VERTICALEMENT

I. Quel que soit le propos, elle ne termine jamais les mots. - 2. Groupe plein d'assurances. Petits ou grands, ils font de belles feuilles. - 3. S'opposèrent au pape et à leur ordre par fidélité à la pauvreté. - 4. Sans latin. Satisfait. - 5. Découpage historique. Oiseau aquatique. - 6. Galerie couverte.

Négation. - 7. L'astate. Jamais on ne fit tout un plat de ses lentilles. - 8. A mettre de notre côté. Compositeur contemporain. - 9. Fromage de Savoie. Meunier. - 10. Pour garder l'anonymat. Pierre blanche. - 11. Mélange gras. - 12. Réfléchit beaucoup, agit parfois.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 96203

**HORIZONTALEMENT**  
I. Recouvrement. - II. Electricité. Or. - III. Coût. Afro. Ta. - IV. Rila. Ile. VII. - V. Egalisatrice. - VI. An. En. Régné. - VII. Têt. Onde. - VIII. Ioue. Stars. - IX. Onction. Agit. - X. Nasse. Nettoyé.

## VERTICALEMENT

I. Récréation. - 2. Eloigne. Na. - 3. Cella. Tics. - 4. Octale. Oté. - 5. Ut. Inouï. - 6. Vrais. Néon. - 7. Riffard. Né. - 8. Ecrites. - 9. Méo. RG. TAT. - 10. Vintage. - 11. Notice. Rlt. - 12. Trapéziste.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0244-4725

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gounod  
94022 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

## BRIDGE

PROBLÈME N° 1803

**UNE DÉFENSE NORVÉGIENNE**  
Lors d'un championnat joué en Norvège, un coup de flanc de Kjaernrod a été considéré en 1990 comme la défense la plus brillante de l'année.

▲ R8742  
♦ 75  
♦ A10  
♦ RV53  
♦ 1093  
♥ A86  
♦ V8752  
♦ 74  
♦ AD6  
♦ 9  
♦ R943  
♦ D10986  
♦ V5  
♦ RDV10432  
♦ D6  
♦ A2

Ann. : S. don. Tous. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
Lorentz X. Kjaern. Y.  
1 0 4

passé passe passé  
Ouest a entamé le 7 de Trèfle pour le 3, le 8 et l'As de Sud qui a continué avec le Roi de Cœur, puis il a joué la Dame de Cœur prise par l'As, et Est a défaussé un Trèfle.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0244-4725

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gounod  
94022 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Ouest a alors contre-attaqué le 5 de Carreau (4<sup>e</sup> meilleure) pris par l'As du mort. Sud a rejoint le 10 de Carreau, Est a pris du Roi et Ouest a mis le 2 de Carreau. Comment Est a-t-il fait chuter ce contrat de QUATRE CŒURS ?

Réponse  
Si Est fait un flanc normal en continuant Carreau, Sud coopera et tirera tous ses atouts jusqu'à cette situation :

▲ R8 RV  
♦ V5 10 4 2  
♦ AD D10

Sur le dernier Cœur et la défausse automatique du 8 de Pique. Est est victime d'un squeeze placement car, s'il jette la Dame de Pique, Sud le met en main à Pique pour l'obliger à se jeter dans la fourchette à Trèfle du mort.

Comment empêcher cette fin de coup ? Est en main, après le Roi de Carreau, comprit que s'il jouait Trèfle (au lieu de Carreau) il donnerait la levée du Valet de Trèfle, mais ce cadeau serait empoisonné !

En effet, Sud n'a plus été en mesure de faire la levée du Roi de Trèfle puisque Ouest avait encore un atout pour couper ce Roi !

Ainsi, malgré la défausse du 5 de Pique sur le Roi de Trèfle que Ouest coupa, Sud chuta d'une levée (As de Cœur, Roi de Carreau, 8 de Cœur et As de Pique).

**PAS DE REPRISE AU MORT**  
Quand le mort semble inaccessible, il faut faire preuve d'imagination pour découvrir une reprise. Dans cette donne de l'expert anglais Hugh Kesley, on voit que Sud, grâce aux annonces, pouvait jouer comme à cartes ouvertes.

♦ 943  
♦ 82  
♦ V73  
♦ V10762  
♦ DV9763  
♦ 10862  
♦ 843  
♦ ARV8652  
♦ A  
♦ D5  
♦ RD5

Ann. : N. don. N-S vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
- passe - 1 SA contre  
3 4 4 4

Ouest ayant entamé la Dame de Cœur, Sud a pris avec l'As sec et a tiré l'As de Pique, mais Ouest a défaussé un Cœur. Comment Sud a-t-il dû jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères  
Sur le contre de « 1 SA », le saut à « 3 Cœurs » était un barrage qui promettait une main très faible avec six Cœurs.

Philippe Bruvion



## CULTURE

LE MONDE / JEUDI 27 AOÛT 1998

**CINÉMA** Critique de cinéma sur Radio Nova en 1996, Jamel Debbouze s'est depuis fait connaître grâce au « Monde de Jamel », une série de sketches diffusée pendant

l'émission « Nulle part ailleurs » sur Canal Plus. « CE « MONDE », c'est celui de la banlieue, de la culture hip-hop et des tchatcheurs, dont ce Marocain est un des plus brillants repré-

sentants. Ignorant en effet ce que peut signifier un rôle de composition, Jamel Debbouze porte naturellement en lui un nombre infini de personnages, loufoques, désespérés,

qui ne demandent qu'à exister. « JE NE SUIS PAS COMÉDIEN, je joue à faire le comédien », précise celui qui a reçu pour seule formation les cours de la Ligue d'improvisation

de Trappes. « IL DÉBUTE au cinéma dans *Zonzon*, deuxième film de Laurent Bouhnik, qui tente audacieusement (et en vain) de renouveler le genre convenu, le film de prison.

## Jamel Debbouze, l'improvisateur qui joue à faire le comédien

Repéré sur les ondes de Radio Nova et à « Nulle part ailleurs », sur Canal Plus, ce Marocain issu de la banlieue et de la culture hip-hop a réussi à imposer son monde de personnages loufoques et désespérés. Il débute à l'écran dans « Zonzon »

JAMEL DEBBOUZE a réussi à lui tout seul à résoudre le paradoxe du comédien. Il n'interprète plus personne. La question n'est plus de savoir s'il devrait se contenter d'être lui-même, mais jusqu'à quel niveau de folie il arrivera à perfectionner son grand œuvre, connu sous ce beau nom : « Le monde de Jamel », d'après le nom d'une de ses séries de sketches diffusée pendant « Nulle part ailleurs » sur Canal Plus. « Je ne suis pas comédien, je joue à faire le comédien. On me parle de respecter des marques sur un tournage, mais je ne sais même pas ce que c'est, je suis brut de pomme. »

Ce monde de Jamel, qui serait grossièrement celui de la banlieue, d'un phrasé et d'un détournement de la langue, d'une culture hip-hop et d'un goût pour les grosses productions hollywoodiennes, ne repose pas sur une quelconque haine, un terme que l'on s'est trop longtemps senti obligé d'employer pour évoquer tout ce qui est à la périphérie des grandes villes. Jamel a dépassé depuis longtemps le stade de la colère. Mais un monde qui ne ressemblerait pas à celui de la banlieue, ne partagerait pas sa culture et son langage, est une chose aberrante pour lui. « Le monde de Jamel est une idée superbe, je me dis que s'il y a ne serait-ce qu'une personne, parmi les plusieurs millions qui me regardent à la télévision, qui change d'avis sur les "reubeu" [les beurs], la partie est gagnée. »

## TONY MONTANA POUR HÉROS

Dans un style très différent, le comique noir américain Richard Pryor (suivi au début de sa carrière par son héritier Eddie Murphy, avant qu'il ne dévoile son talent) avait dans les années 70 bâti un comique qui se moquait royalement du regard que les Blancs pouvaient poser sur les Noirs. Pour Pryor, les Blancs étaient incroyables, au sens strict du terme, ils les avait donc tout simplement fait disparaître de son horizon. Pryor appartenait à un mouvement

culturel noir qui avait à son époque dépassé les frontières du ghetto pour occuper une place centrale dans la culture américaine. Le monde de Jamel, l'horizon dans lequel il s'inscrit, en réunissant une cohabitation improbable entre Aretha Franklin, le hip-hop, *Les Liaisons dangereuses*, Bruce Willis et Jean-Claude Vandamme, a lui aussi quitté depuis longtemps sa position périphérique pour devenir, discrètement et sûrement, un mouvement de masse.

Depuis ses débuts à Radio Nova en 1996, ses premiers sketches sur Paris Première la même année, son passage à « Nulle part ailleurs » en 1997, jusqu'à ses débuts au cinéma dans *Zonzon* dans le rôle d'un jeune détenu, Jamel se contente de poursuivre cette même démarche qui consiste à mettre pacifiquement le monde à ses pieds. Les différentes déclinaisons de Jamel dans ses sketches - Jamel Cendrillon (« Transforme-toi, dit-il à sa ci-

trouille, pressé de la voir se métamorphoser en cabriolet, tu me fous la honte »), Mike Jamel, détective privé gérant une clientèle recommandée par Aretha Franklin, Jamel CRS, Jamel chirurgien, Jamel pédagogue, Jamel duc des Lombards (une version libre des *Liaisons dangereuses* où le comédien explique que « l'amour a ses raisons que les limites ne connaissent pas les raisons de l'amour ») - portent toute la marque d'un comédien qui ignore ce qu'un rôle de composition signifie, mais possède un nombre infini de personnages en lui, fous, désespérés, loufoques, et qui ne demandent qu'à sortir de ses pores.

Avant de se faire un prénom, Jamel Debbouze n'avait pas le monde à ses pieds, mais sur la tête. « Je suis l'ami d'une famille de six enfants. Mon père était chef de groupe à la RATP, ma mère travaillait chez Bouygues, elle faisait le ménage. A partir de l'instant où on franchissait le seuil de la maison, on

se retrouvait au Maroc, même si nous habitions Trappes. C'est tout juste s'il ne fallait pas se faire tamponner son passeport, mon père avait même acheté une parabole pour pouvoir regarder les programmes de la télévision marocaine. Grâce à cela j'ai toujours été porteur d'une double culture. Je pratique toujours ma religion, tout en ayant grandi avec des films qui défoulaient sacrément : Les Affranchis de Martin Scorsese, Scarface de Brian De Palma. Scarface est une véritable religion, et j'ai longtemps rêvé, comme Tony Montana, le héros du film, de posséder un jacuzzi, et trois télévisions que je pourrais regarder un cigare dans la bouche. A Trappes, si tu leur demandes quelle phrase du film ils retiennent, ils te répondront tous : "J'ai les mains faites pour l'or et elles sont dans la merde." »

Les mains de Jamel resteront longtemps dans la boue. « Je me souviens encore d'un épisode de mon adolescence où j'ai failli laisser la

vie, un coup de fusil qui est passé à un centimètre de ma tête à la suite d'un menu larcin. Je connais tellement de types qui fonctionnent sur le mode braquage-prison, ballottés de l'un à l'autre, il y a des gens qui cataloguent tout, ils voient un reubeu, et lisent sur son front livre à la Serenam. Mais si on se donne un peu de mal pour comprendre la vie des gens en banlieue, on voit des choses formidables. Il y a des appartements dans les cités où les huissiers sont passés si souvent qu'ils ont fini par devenir des amis des gens qu'ils devaient expulser. Il y a comme ça des types qui font une connerie juste pour payer le loyer. Un de mes amis d'enfance, Hamid, en a pris pour dix ans. Il voulait tout, tout de suite. A onze piges, il roulait déjà en Ford Escort. Moi aussi j'aurais sombré dans la délinquance s'il n'y avait pas eu Radio Nova. »

La seule formation de Jamel se réduit à des cours d'improvisation théâtrale à Trappes. Les cours au

lycée ont, eux, été consciencieusement séchés. Il était dit qu'il ne lirait jamais *Les Liaisons dangereuses* à l'école. Mais son talent d'improvisation, cette capacité à se réinventer en permanence sont son meilleur bagage. Il suffit de le voir au travail, durant le tournage de *H*, une sitcom qui devrait être diffusée sur Canal Plus en octobre. Il joue un réceptionniste qui écrit des poèmes dans un hôpital où rien ne marche. Aucun texte ne résiste à la mécanique de Jamel qui en improvise la moitié, en recompose une partie d'une prise à l'autre, et s'impose comme une locomotive dominant un rythme que ses partenaires sont obligés de suivre.

« Je ne suis pas le découvreur de Jamel mais son tabouret, affirme Jean-François Bizot, le patron de Radio Nova. Celui qui l'a découvert est la personne qui s'occupait de la Ligue d'improvisation des Yvelines. J'ai remarqué qu'il faisait rire tous les gens avec qui il était. Mais j'ai surtout regardé sa démarche. Je lui ai dit de se pointer le lundi suivant à Nova, j'en ai fait la critique de cinéma de la station. Sa tchatche est bien sûr très impressionnante, mais elle est bien plus répandue qu'on ne le pense. Seulement, Jamel y met un contenu très particulier. Il vient d'une famille marocaine bien élevée, ce qui est au moins aussi bien qu'une famille française bien élevée. »

Une des meilleures scènes de *Zonzon*, manifestement improvisée, est typique du « style Jamel ». Son personnage cherche à remonter le moral d'un autre prisonnier en lui faisant miroiter une virée dans la boîte de son cousin, et une nuit avec une fille. Il devient à la fois le propriétaire de la boîte, l'entraîneur de service et la voix du détenu dépressif qui ne voit plus la fin de son incarcération. Jamel ainsi reste lui-même, c'est-à-dire un type qui invente des blagues, les raconte merveilleusement bien, mais ne peut s'empêcher de nous laisser entrevoir la part de mélancolie qui régit dans son monde.

Jean-Michel Frodon

Samuel Blumenfeld

## Derrière les barreaux du cinéma-choc

**Zonzon. Récit simpliste et surenchère d'effets cadenassent le deuxième film de Laurent Bouhnik**

Film français de Laurent Bouhnik. Avec Pascal Gregory, Gaël Morel, Jamel Debbouze, Fabienne Babe, Elodie Bouchet. (1 h 42.)

Le début du film suggère une tentative audacieuse : reprendre un des genres les plus convenus et par nature le plus facilement étouffant, le film de prison, et s'en évader par une escalade stylistique et une envolée rythmique prenant de vitesse les poncifs. Radicalisant les partis pris de composition des images - lumières, cadrages, effets de distance - et du tempo, Laurent Bouhnik atteint d'emblée une sorte d'abstraction assez impressionnante, qui sous-entend la double violence carcérale (celle de l'institution pénitentiaire et celle du film de genre) à laquelle il se confronte.

Il y aurait même l'idée astucieuse d'un parallèle entre la bricole à laquelle sont contraints les prisonniers (pour communiquer, pour améliorer l'ordinaire, pour rêver) et le bricolage de la mise en scène pratiqué par le réa-

lisateur (pour atteindre les mêmes objectifs).

Malheureusement, au bout de dix minutes, le réalisateur s'avise qu'il lui faut aussi raconter une histoire (pourquoi ?). C'est là que les embêtements commencent. L'histoire aura donc pour cadre la très prévisible et finalement très arrangeante convention de la prétendue guerre civile dont la taupe serait le théâtre exemplaire, à droite la société qui est méchante, à gauche les hommes qui par essence devraient être libres et donc sont victimes d'un sort injuste. Au dernier sondage de comptoir, même les philosophes du Café du commerce ont abandonné cette banalité, pas les scénaristes. Sur ce subtil arrière-plan se dessinent donc les silhouettes de Frankie, le dur qui ne pille jamais, d'Arnaud, le pied-tendre tombé pour une bêtise et de Kader, qui assure la « présence humaine » et bouche les trous du récit pendant que les deux autres s'occupent de l'architecture dramatique, l'un face à l'autre et les deux face à l'administration de la « zonzon » (prison).

Et nous revoilà partis pour un revival des vieilles lunes du réalisme poétique à la française : après les petits marginaux du *Select Hotel*, premier film du même réalisateur déjà très « tu l'as vu ma virtuosité de filmage ? », entrent le truand d'honneur, les vrais mecs et tout le fourbi. Pis, on est placé dans la déplaisante situation de comparer les trois types enfermés ensemble dans la cellule scénaristique. Jamel Debbouze (Kader) l'emporte sans problème, simplement parce qu'il a l'air de se fiche éperdument de l'histoire, ne jouant d'autre jeu que celui de sa propre survie (d'acteur et de personnage). Pascal Gregory, s'il mouille abondamment ses tatouages dans son numéro de puissant félin en qui bat un cœur pur que le monde n'a pas su comprendre, convainc de son talent en éteignant le pauvre Gaël Morel (qui ne méritait pas un tel traitement), mais se retrouve *ipso facto* dévoré par le néant d'artifices où s'enfoncent le film.

## LA PHOTOGRAPHIE DE STUART FREEDMAN

VISA POUR L'IMAGE, PERPIGNAN

## STUART FREEDMAN

Né à Londres en 1967, il travaille à partir de 1993 pour l'agence britannique Select Photos et réalise des reportages de guerre en Yougoslavie, en Albanie et en Irlande du Nord pour Der Spiegel. En 1995, il devient membre de l'agence Frank Spooner/Gamma et publie dans Life, Time, Newsweek, Paris Match. Il a remporté le prix Amnesty International 1998 pour le reportage humanitaire avec Lord of the Flies (Sa Majesté des mouches), projet sur lequel il continue de travailler : « Les conflits qui sévissent en Afrique en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle trouvent leur force motrice dans la sexualité débridée des jeunes adolescents, la disponibilité d'armes dangereuses et la "culture Rambo". (...) Pour certains enfants, tuer est un jeu dont la vie est l'objet. »



Freetown, Sierra Leone, mai 1997.

Exposition : « The Lord of the Flies »

Couvent des Minimes, rue Rabelais.

Du 29 août au 13 septembre, de 10 h à 20 h.

Entrée gratuite.



# Réflexions sur le témoin historique aux Etats généraux du film documentaire de Lussas

Le Festival a permis de mesurer la vitalité des lieux alternatifs de diffusion

Pour sa dixième édition, le Festival de Lussas a rouvert son débat, entamé l'année précédente, sur l'utilisation des archives dans le do-

cumentaire historique, en insistant cette fois-ci sur le personnage du témoin. Six films ont nourri la discussion. Un autre atelier a permis

de constater que les lieux de diffusion alternatifs se sont multipliés en France depuis le début de cette décennie.

LUSSAS (Ardèche)  
de notre envoyé spécial

A la différence de la plupart des festivals de cinéma, celui de Lussas se donne le temps de la réflexion. Qu'à l'approche d'une année sur l'autre, un débat dont la richesse n'aurait pas été épuisée. C'est ce qui est arrivé au cours de cette dixième édition qui s'est achevée le 22 août, avec, en dehors de l'ensemble des travaux consacrés à la représentation du Front national (Le Monde du 25 août), Le Temps des récits. Cet atelier, coordonné par Gérard Collas, producteur à l'INA, déplaçait cette fois sur le « personnage » du témoin le débat inauguré en 1997 sur l'utilisation des archives dans le documentaire historique.

Insister sur cette notion de personnage, c'est remettre en question le pré-supposé selon lequel, en matière documentaire, le réel se livre sous la forme d'un matériau brut et objectif qu'il suffirait de recueillir. Pourtant, de façon encore plus évidente qu'avec les archives et leur éventuelle manipulation, le témoin n'est pas nécessairement garant de la vérité. Moins parce que sa mémoire ou sa bonne foi seraient faillibles ou récusables qu'en vertu du fait que le récit par lequel il évoque le passé est en soi le fruit d'une réappropriation, d'une mise

en scène permanente de lui-même sur la scène de l'histoire. « L'histoire travaille le témoin tout autant et dans le même temps que celui-ci pense qu'il travaille pour elle », précise Gérard Collas. Il suggère ainsi qu'avec le témoin le documentaire se frotte à un matériau déjà élaboré, sa propre tâche consistant dès lors à le restituer en forme par sa propre mise en scène.

Six films – depuis *Leçons d'histoire*, de Straub et Huillet, lecture brechtienne de l'impérialisme sous les auspices de la Rome antique, jusqu'à *Republica*, de Gineeta Lavigne, sur la liquidation d'un journal portugais et, à travers lui, du projet utopique de la révolution des œillots – ont permis d'alimenter la discussion, en compagnie du cinéaste Jean-Louis Comolli et de la philosophe Marie-José Mondzain. Deux moments ont marqué les débats. D'abord la projection, en présence de son auteur, d'*Un vivant qui passe*, de Claude Lanzmann (diffusé voici quelques mois sur Arte), où Maurice Rossel, ancien délégué de la Croix-Rouge, relate sa visite au camp-vitrine de Theresienstadt durant la seconde guerre mondiale. Ce film démontre à l'évidence combien un témoin peut manquer à son rôle par aveuglement plus ou moins délibéré, et que c'est bien au cinéaste de dire alors ce qu'il en est,

à la fois de la vérité historique et de celle du témoin. Mentionnons au passage la polémique qui s'ensuivit, où quelques voix reprochèrent à Lanzmann, outre sa méthode (sans laquelle, pourtant, le film n'existerait pas), d'accorder trop d'importance à l'antisémitisme.

PAS VU À LA TÉLÉ

Il est rassurant de constater, à l'occasion de ce dixième anniversaire de Lussas, que depuis sa création, le nombre de documentaires produits en France a été multiplié par cinq. Bien peu cependant d'entre eux échappent au « programme » de son principal bailleur de fonds : la télévision. L'atelier proposé par Christophe Postic et Eric Vidal a permis de constater que les lieux de diffusion alternatifs en France se sont multipliés depuis le début des années 90. Les représentants de Vidéo Les Beaux Jours (Strasbourg), Les Apéros Ciné (Toulouse), Vidéoème (Roubaix), Polly Magoo (Marseille), Tété Troqué (Paris) ou Les Apéros Vidéos (Metz) étaient présents pour expliquer leur politique : montrer au public ce qui ne passe pas à la télévision et redonner au cinéma (documentaire mais pas exclusivement) sa vocation de lieu collectif et d'outil de réflexion sur le monde. Ces structures cumulent le cas

échant des activités de production, telle la plus prospère d'entre elles, Vidéo Les Beaux Jours à Strasbourg, qui a cofinancé le dernier film de Robert Kramer, *Soy Koni Sa* (présenté à Locarno), ou plus modestement Les Apéros Ciné à Toulouse, qui ont présenté un remarquable petit film d'intervention de Jean-Luc Galyan, intitulé *Un film « une tomate »*. L'action se déroule dans la banlieue de Toulouse le 3 décembre 1996, lors de l'inauguration du multiplexe Gaumont-Labège. Les intermittents du spectacle en lutte y bloquent joyeusement l'accès quand surgit, à la suite d'un nervi prêt à faire le coup de poing, le PDG de la firme, Nicolas Seydoux en personne. Ce que la caméra enregistre dès lors, ce n'est pas, comme on s'y attendrait, la ridiculisation du grand patron, mais bel et bien l'engagement d'un dialogue assez palpitant où deux conceptions du cinéma s'affrontent sans se disqualifier a priori (la tolérance du groupe, qui pourrait facilement noyer Nicolas Seydoux sous les quolibets, et le courage de celui-ci, qui y va seul). Ce petit dialogue ciné-social est une réjouissante illustration de la nature du cinéma en même temps que de son pouvoir.

Jacques Mandelbaum

## Un conte philosophique dans le Queens Henry Fool. Hal Hartley s'inspire d'un épisode de l'histoire littéraire du XVIII<sup>e</sup> siècle

Film américain de Hal Hartley. Avec Thomas Jay Ryan, James Urbaniak, Parker Posey, Maria Portier. (2 h 17.)

*Henry Fool* n'est pas un hommage à Shakespeare, mais un conte moderne qui tourne autour de l'idée de la création dans quelques rues du Queens, banlieue modérément édenique de New York. C'est là qu'entre une mère dépressive et une sœur nymphomane niche l'éboueur Simon Grim, créature vaguement kafkaïenne, long jeune homme maigre, crispé et mutique, dont le rapport quasi organique au monde évoque à certains égards celui de la tique sur un organisme au sang chaud. Grim, comme le suggèrent les premières séquences (tapé, il observe derrière ses grosses lunettes d'écaillé noire un jeune couple faire l'amour, réurgite plus tard le fait qu'il vient de boire, avant de vomir sur les pieds d'une jeune fille), est donc d'emblée défini sous le signe du voyeurisme, de la passivité et de la souillure. Ce Grégoire Samsa du Queens va se métamorphoser, mais pas dans le sens qu'on croit.

L'agent de cette métamorphose se nomme Henry Fool et débarque un beau matin avec

armes et bagages dans la vie de Grim, réquisitionnant d'autorité une chambre sous sa maison. Henry l'idiot, qui est en apparence tout le contraire de Grim, fait grande impression sur ce dernier. La tournure avantageuse, l'allure aléatoire, le verbe haut, l'homme se dit « en edit », pose au révolutionnaire et au génie incompris, et ne passe pas une journée sans laisser entendre qu'il travaille à son grand œuvre, modestement nommé *Les Confessions*, entreprise qui par définition « n'est jamais d'exemple, et dont l'exécution n'aura point d'imitateur ». Découvrant par ailleurs que Grim écrit lui-même, il devient son mentor. Contre toute attente, l'élève prend de l'assurance, et remporte un sulfureux succès de librairie, tandis que le maître voit son manuscrit refusé et que le capital de sympathie des personnages, sur fond de campagne politique moralisatrice et de mercantilisation de l'art, tourne à son avantage.

Commencé comme un récit moderne, *Henry Fool* prend insensiblement la forme d'un conte philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle. Difficile, en effet, de ne pas rapprocher cette histoire de celle de Jean-Jacques Rousseau et du critique allemand Frédéric Melchior Grimm, arriviste et auteur mé-

diocre, qui se poussa dans le grand monde en prenant fait et cause pour le philosophe, avant de le renier et de le discréditer auprès de sa protectrice, Mme d'Épigny. Toute l'affaire est au demeurant contée, précisément, dans *Les Confessions*, auxquelles Grimm doit sa postérité, bien plus qu'à ses propres écrits.

On n'en retrouve pas moins dans ce film l'univers de l'auteur de *Trust Me* et de *The Unbelievable Truth* : effets de distanciation, goût pour la citation et les longues diatribes, inclination à rapprocher les contraires et constat réitéré de l'incommunicabilité moderne. Ces constantes transformant insensiblement son œuvre en un système qui ne parvient désormais qu'à grand-peine à éviter l'écueil qui a toujours menacé son cinéma : ne plus filmer que des idées. Non sans talent, ni parfois de belles idées de cinéma justement, comme la séquence où Henry Fool se dégonfle comme une baudouche, à grands pets sonores, quand il apprend sa paternité. Enfin, lorsque action et personnages se déhinent enfin, au cours d'un final utopique aussi enlevé qu'inévitablement.

J. M.

## LES NOUVEAUX FILMS

### LA MUTANTE 2

Trois astronautes américains reviennent triomphalement d'une mission sur Mars. Deux d'entre eux ont été contaminés sans le savoir par un gène extraterrestre qui ne se manifeste qu'à l'occasion de rapports sexuels. Un détective de l'armée et une laborantine tentent de retrouver leur trace. Malgré un scénario cohérent et des effets spéciaux soignés, le film de Peter Medak manque d'inspiration. *La Mutante 2* recycle plaisamment plusieurs classiques de la science-fiction.

*La Mutante 2* recycle plaisamment plusieurs classiques de la science-fiction. *La Mutante 2* recycle plaisamment plusieurs classiques de la science-fiction.

Avec Natasha Henstridge, Michael Madsen, Justin Lazard. (1 h 33.)

### 6 JOURS, 7 NUITS

Robin Monroe, jeune journaliste new-yorkaise dynamique, est convoquée par son fiancé, le falot Frank, à un séjour paradisiaque dans une île du Pacifique sud. A peine l'a-t-elle demandée en mariage qu'elle doit s'envoler vers une île voisine pour les besoins d'un reportage, en compagnie de Quinn, un bel ours mal léché qui passe ses plumes existentielles en exerçant la profession de pilote de coucou exilé dans le tiers-monde. Une tempête arrive à propos, qui les fait atterrir en catastrophe sur une île déserte. Tout cela évoque un mélange d'*Indiana Jones* et du *Sauvage* de Jean-Paul Rappeneau, qui déclinait la figure canonique du couple explosif issu de la comédie classique américaine. Ce qu'il en reste ici ne ressemble à rien d'autre qu'à un chaplet de tics laborieusement égrenés par des acteurs désabusés et par un réalisateur qui a troqué sa vocation de cinéaste pour celle de mercenaire.

J. M.  
Film américain d'Ivan Reitman. Avec Harrison Ford, Anne Heche, David Schwimmer. (1 h 35.)

### METROLAND

Metroland comporte une dimension anthropologique qu'il serait dommage de négliger. On y apprend, entre autres choses, que les Françaises sont délaissées et

portent des jarretelles, que les Anglaises sont coincées, et que les patrons de bar parisiens se plaignent en permanence de la baisse du niveau de la mer. Le film de Metroland, sorte de France comme Hollywood regardait les tribus africaines dans les Tarzans des années 30, avec une ignorance et une accumulation de clichés stupéfiants. L'histoire du film semble sortie du courrier des lecteurs d'un magazine pour adolescents (elle est en réalité tirée d'un roman de Julian Barnes) : un jeune photographe anglais assume mal son couple et sa paternité et se souvient des jours heureux où il vivait à Paris et filait le parfait amour avec une nymphette locale. Conscrit au blues de la trentaine, le film risque surtout de déprimer le spectateur. La vie est triste, nous explique Philip Saville. Elle l'est ici surtout pour les acteurs, Emily Watson (*Breaking the Waves*), Elsa Zylberstein et Christian Bale, tous les trois très courageux (ou inconscients), mais réduits à l'état de marionnettes.

J. M.  
Film anglo-français de Philip Saville. Avec Christian Bale, Elsa Zylberstein, Emily Watson. (1 h 36.)

### ZONZON

Lire page 21  
HENRY FOOL  
Lire ci-dessus  
A VENDRE  
CHARITÉ BIZ/NESS  
Critique dans une de nos prochaines éditions

## SORTIR

### PARIS

**La Voix solitaire de l'homme**  
Lentement, aussi lentement que le déroulement des séquences dans ses films, le nom d'Alexandre Sokourov s'impose comme celui d'un cinéaste contemporain de première importance. Voilà pourtant près de vingt-cinq ans que cet artiste singulier a commencé de tourner. La disparition de l'URSS et le quasi-effondrement du cinéma russe ont à peine affecté son œuvre, marquée par une recherche formelle unique dans l'histoire du cinéma. Commencé en 1978, interdit avant de pouvoir être achevé en 1987, *La Voix solitaire de l'homme*, son premier long métrage, inspiré de deux récits d'André Platonov, témoigne de l'audace de ses recherches formelles et de l'émotion intense dont elles fraient la voie. Ce film, sorti d'une façon quasi confidentielle en France en 1987, resurgit parmi les « nouveautés » de la semaine. *Reflet Médicis Logos*, 3, rue Champollion, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-54-42-34. 33 F et 43 F. Pâte feuilletée  
Un jour où tout va de travers, dans les coulisses d'un restaurant fier de sa cuisine française, Emile (Bernard Fresson) et Adrien (Claude Evrard) s'affrontent. Ce jour-là, c'est mariage.

L'atmosphère est particulièrement tendue. Entre Adrien et le Chef, rien ne va plus. Jusqu'à l'arrivée de Simon (Frédéric Quiring), que l'on n'attendait pas... Ecrite par Alain Stern, cette pièce est mise en scène par Didier Long. *Petit Théâtre de Paris*, 15, rue Blanche, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trinhé. A partir du 26 août. Du mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à 17 h 30 et 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 01-42-80-01-81. 180 F et 230 F. Jusqu'au 31 décembre

### MONTPELLIER

« Reflets d'un siècle d'or »  
L'exposition « Reflets d'un siècle d'or », que le Musée Fabre de Montpellier présente, compte près de cent dix tableaux issus de sa propre collection et une dizaine de toiles prêtées pour l'occasion par plusieurs autres musées français. Deux donateurs, François-Xavier Fabre (1766-1837) et Antoine Valedou (1777-1836), sont principalement à l'origine de cette collection de peinture nordique. Le musée doit au second ses prestigieux Teniers, Dou, Ter Borch, Metsu, Potter, Mieris, Wouverman... *Pavillon du Musée Fabre, esplanade Charles-de-Gaulle, 34000 Montpellier*. Tél. : 04-67-66-13-46. Jusqu'au 20 septembre.

## GUIDE

### REPRISES

Charade de Stanley Donen. Américain, 1963 (1 h 54).  
Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).  
Les Contes de la lune vagabonde de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-26-19-09).  
Le Départ de Jerzy Skolimowski. Belge, 1967, noir et blanc (1 h 30).  
Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-65).  
La Fille de Ryan de David Lean. Britannique, 1970 (3 h 15).  
L'Arlésquin, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80).  
Les hommes préfèrent les blondes de Howard Hawks. Américain, 1954 (1 h 31).  
Élysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (01-43-59-36-14).  
Honkytonk Man de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 02).  
Madame Bovary de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).  
Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-65).  
La Randomness de Nicholas Roeg. Britannique, 1970 (1 h 35).  
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G.-de-Beauregard, 6<sup>e</sup> (01-42-22-87-23).  
Le Balzac, 6<sup>e</sup> (01-45-61-10-60).

### FESTIVALS

Au fil de l'eau  
Et vogue le navire, de Federico Fellini : le 26, à 22 h.  
Parc de la Villette. Prairie du triangle, 19<sup>e</sup> (01-40-03-76-92).  
John Cassavetes  
Opening Night : le 26, à 18 h 50, 21 h 30.  
Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (01-46-33-97-77).  
Cinéma d'Égypte d'hier et d'aujourd'hui  
Le Pacha des miracles, de Hassan Al-Imam : le 26, à 19 h 45 ; Une nuit chaude, de Atef Al-Tayeb : le 26, à 22 h 15.  
Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (01-44-07-20-48).  
Marguerite Duras  
Agathe ou les lectures illimitées : le 26, à 20 h.  
Le République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-33).  
Jean-Luc Godard  
Le Petit Soldat : le 27, à 12 h 05.  
Reflet Médicis III, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).  
Alfred Hitchcock  
Le Faux Coupable : le 26, à 18 h, 20 h.  
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).  
Kenji Mizoguchi  
La Rue de la honte : le 27, à 12 h 15.  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-26-19-09).  
Max Ophüls  
Le Plaisir : le 26, à 18 h, 20 h, 22 h.  
L'Arlésquin, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80).  
Pier Paolo Pasolini  
Quatre histoires comiques : le 26, à 19 h 20. Les Contes de Canterbury : le 27, à 15 h 10.  
Académie, 5<sup>e</sup> (01-46-33-86-86).  
Sergei Ray  
La Grande Ville : le 26, à 18 h 45, 21 h 15.  
Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (01-46-33-97-77).  
Osson Welles  
Le Splendeur des Amberson : le 26, à 17 h 40.  
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).  
Billy Wilder  
Témoin à charge : le 26, à 19 h, 21 h 30.  
Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour

vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

L'Austère anglaise de Marguerite Duras, mise en scène de Pierre Tabard. *Studio des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>*. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Le 26, à 20 h 45. Tél. : 01-53-23-99-13. 60 F et 150 F  
Avent la nuit de Thomas Bernhard, mise en scène d'Armand Delcampe. *Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Dullin, Paris 18<sup>e</sup>*. M<sup>e</sup> Abbesses. Le 26, à 21 heures. Tél. : 01-46-06-49-24. De 50 F à 250 F  
La Dernière Parade de Samuel Beckett, avec Éliane Briery. *Poches-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6<sup>e</sup>*. M<sup>e</sup> Montparnasse-Bienvenue. Le 26, à 21 heures. Tél. : 01-45-48-52-97. 100 F et 130 F

Les Mains sales de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Jean-Marie Bonna. *Théâtre de la Ville, 1, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>*. M<sup>e</sup> Place-de-Clichy. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F et 90 F  
Les Archers de France Œuvres de Vivaldi, Mozart, Pachelbel, Albinoni, Bach et Haendel. *Christophe Guist (violin, direction)*. *Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Palais, Paris 1<sup>er</sup>*. M<sup>e</sup> Cité. Le 26, à 19 h 15 et 21 heures. Tél. : 01-42-77-65-65. De 100 F à 150 F  
Quintette à vent Nielsen *Reicha : Quintette à vent op. 51. Hindemith : Kleine Kammermusik. Villa-Lobos : Quintette en forme de chœurs. Poulenc : Sextuor. Berlioz : Opus Number Zoo. Jacques Rouvier (piano).* *Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>*. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Le 26, à 19 h 30. Tél. : 01-43-16-45-38. 120 F  
Thierry Chauvet, Philippe Chayeb, Francis Sibon *Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>*. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 26, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F

### RESERVATIONS

Quartier de Helmer Müller, mise en scène de Jean-Renaud Leloup et Fabrice Lods, d'après *Les Liaisons dangereuses*, de Choderlos de Laclos. *Théâtre du Gulcher Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14<sup>e</sup>*. Du 7<sup>e</sup> septembre au 30 octobre. Tél. : 01-43-27-88-01.  
Les Femmes savantes de Molière, mise en scène de Simon Eine. *Comédie-Française, rue Richelieu, Paris 1<sup>er</sup>*. A partir du 7 septembre. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F

### DERNIERS JOURS

29 août : *Filao* Par les Colporteurs, mise en scène de Huot. *Espace chapiteau du parc de la Villette, Paris 19<sup>e</sup>*. Du mercredi au samedi, à 20 heures. Tél. : 08-03-07-30-75. 90 F et 110 F  
30 août : *Les Années supports/surfaces* *Galerie nationale du Jeu-de-Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>*. Tél. : 01-47-03-12-50. 28 F et 38 F  
*Photographies d'Égypte* *Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>*. Tél. : 01-40-49-48-14. 30 F et 40 F

Envie de vacances...  
Tapez VOL !

Tous les tarifs aériens en un seul clin d'oeil  
(vols réguliers, charters, promotionnels)  
...et des billets d'avion à gagner



MERCREDI 26 AOÛT

## FILMS DE LA SOIRÉE

16.35 **Utopia** ■ ■ ■  
Iraj Ajami (France, 1978,  
90 min.) CinéCinéma

19.30 **E.T. l'extraterrestre** ■ ■ ■  
Steven Spielberg (États-Unis, 1982,  
110 min.) CinéCinéma

20.30 **King Kong** ■ ■ ■  
E. B. Schoenack et M. Cooper  
(EU, 1933, N., 95 min.) CinéCinéma

21.45 **Hélas...** ■ ■ ■  
Michael Mann (États-Unis, 1995,  
160 min.) TSK

22.05 **Mata-Hari** ■ ■ ■  
George Fitzmaurice (EU, 1931, N., v.o.,  
90 min.) CinéCinéma

22.50 **Le wagon de nuit** ■ ■ ■  
Federico Fellini (Italie, 1963, v.o.,  
125 min.) CinéCinéma

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

18.00 **Stars en stock**, Richard Burton.  
Oscar Martin. Paris Première

19.00 **De l'actualité à l'histoire**.  
L'empire américain. Avec Alain Gresh ;  
Alfred G.A. Valadão. Paris Première

19.00 et 23.25 **Rive droite, rive gauche**.  
Paris Première

20.00 **Les Documents de Savoir plus**.  
Un avion-hôpital pour les yeux. TV 5

20.00 **20 h Paris Première**. Best of  
Invité : Claude Berri. Paris Première

20.45 **Les Mercredis de l'histoire**.  
Diana et la monarchie : l'héritage  
de la princesse de Galles. Arte

20.50 **Sagas**. Les grandes familles.  
La bête sous la manche. TF 1

21.00 **Envoyé spécial**, les années 90.  
La bête sous la manche. Histoire

21.45 **Indéfini**.  
Mémoires de Chine (3/5). RTBF 1

0.15 **Un siècle d'écrivains**.  
John Dos Passos. France 3

0.25 **Le Canal du savoir**. Paris.  
cent ans d'utopie. Paris Première

## DOCUMENTAIRES

19.00 **La Route de la soie**.  
Odyssée

19.30 **Guatemala**.  
le pays des cent mille veuves. Arte

19.40 **Que la reine s'en aille**.  
Odyssée

19.50 **Oman, paradis des animaux**.  
12/31 Les yeux du désert. Arte

20.05 **Les Nouveaux Explorateurs**.  
Planes amoncelés au secours du cancer.  
Planète

20.35 **La Longue Ballade**.  
des sans-papiers. Planète

20.35 **Amérique latine**.  
un continent décliné (2/6).  
Mythes, rites et conflits. Odyssée

21.20 **La Grande Saga des animaux**.  
Les animaux de la savane. Odyssée

21.45 **Une maison romaine à Narbonne**.  
Odyssée

22.05 **Les Jardins du paroxysme**.  
Planète

22.15 **Sans oublier les enfants**.  
Odyssée

## SPORTS EN DIRECT

17.45 et 20.05 **Cyclisme**.  
Championnats du monde sur piste.  
A Bordeaux. Eurosport

18.45 **Cyclisme**. Championnats du monde  
sur piste. France 2

20.00 **Rugby**. Ligue des Champions  
(2<sup>e</sup> tour préliminaire, match retour) :  
FC Metz - HJK Helsinki (Fin). Canal +

20.05 **Cyclisme**. Championnats du monde  
sur piste. France 2

## DANSE

18.55 et 0.10 **American Ballet Theatre**.  
à San Francisco. Muzik

21.00 **American Ballet Theatre**.  
à la Met. Muzik

22.30 **La Mendra**.  
Par la compagnie Ultima Vez. Muzik

22.45 **Bogus Pump**.  
Chorégraphie de Ralph Lemon.  
Musique de Frank Zappa.  
Avec Nathalie Delaunay, etc. Muzik

23.28 **Roseland**.  
Par la compagnie Ultima Vez. Muzik

## MUSIQUE

19.20 **Schumann**. Concerto pour violoncelle  
et piano opus 129. Par l'Orchestre  
philharmonique de Berlin.  
dir. Christoph Eschenbach. Muzik

19.45 **Schumann**.  
Symphonie n° 4 en ré mineur opus 120.  
Par l'Orchestre symphonique  
du SWF de Baden-Baden.  
dir. Erich Leinsdorf. Muzik

21.50 **Musica**. *La Crépescule des dieux*.  
Mise en scène d'Alfred Kirchner.  
Par l'Orchestre et les chœurs  
du Festival de Bayreuth.  
dir. James Levine. Muzik

Avec Wolfgang Schmidt (Siegfried),  
Deborah Poffel (Brünnhilde),  
Erik Haffmans (Hagen), etc.

21.55 **La Famille Marley**. Paris Première

## THÉÂTRE

22.40 **Laisse parler ta mère**.  
Yves Jamiaque. Mise en scène  
d'Arnaud Blanchard. France 2

## TÉLÉFILMS

20.35 **Les Enfants de Lascoux**.  
Maurice Bunio. TMC

20.40 **La Lutte acharnée de Ryan White**.  
John Harsford. RTL 9

20.50 **Le Coucher d'une mère**.  
Eric Worth. M 6

21.00 **Le Serment de Baldi**.  
Claude d'Anna. France 2

21.05 **An cœur des ténébres**.  
Charles Jarrot (2/2). France 3

22.30 **Léla, née en France**.  
Miguel Courouls. TV 5

22.35 **Double risque**. Roger Young. M 6

23.05 **Le Secret de Chateau Valmont**.  
Charles Jarrot (2/2). TF 1

23.30 **Scandales dans le grain**.  
G. Rol. 13ème Rue

## SÉRIES

19.00 **Sliders**, les mondes parallèles.  
Un monde renversé. M 6

20.30 **Les Cinq Dernières Minutes**.  
Mise en scène. Festival

21.00 **Star Trek**, la nouvelle génération.  
Paris. Canal Jimmy

22.15 **Les Anges de la ville**.  
Série Club

22.45 **Presque parfaite**. Quand le Canada  
rit (v.o.). Canal Jimmy

23.10 **Star City**.  
Off (v.o.). Canal Jimmy

23.35 **Game On**. L'enfer, c'est dehors.  
Canal Jimmy

23.45 **Clair de lune**.  
L'annonce faite à Madeleine. Têva

0.05 **Profit**. Sykes (v.o.). Canal Jimmy

0.25 **Nash Bridges**.  
Les guerriers de l'ombre. TSR

23.30 **Star Trek**, la nouvelle génération.  
Paris (v.o.). Canal Jimmy

## NOTRE CHOIX

## ● 20.35 Planète

## La Longue Ballade

## des sans-papiers

Au moment du deuxième anniversaire de l'évacuation des Africains sans-papiers de l'église Saint-Bernard, Planète rediffuse le documentaire de Samir Abdallah et Raffael Ventura, qui retrace le mouvement depuis mars 1996 - de Saint-Ambroise à Saint-Bernard en passant par les manifestations dans toute la France. Une approche généreuse (les auteurs ont pris le parti des familles immigrées), mais un peu confuse.

## ● 19.30 Cinétoile

## E.T. l'extraterrestre

Une créature extraterrestre oubliée par une soucoupe volante à proximité d'une petite ville de Californie est recueillie par un gamin de dix ans qui la cache dans sa chambre. E.T. devient l'ami de l'enfant, de son frère et de sa sœur. Mais il a été repéré. Un film de Steven Spielberg qui mérite la palme des merveilles par son esprit d'enfance, sa manière de changer la science-fiction en conte de fées, ses valeurs humanistes opposées à la froide recherche scientifique, et sa poésie. - J. S.

## ● 22.50 Cinétoile

## Le wagon de nuit

En juillet 1914, les admirateurs d'une célèbre cantatrice morte s'embarquent à Naples pour aller disperser ses cendres en pleine mer. Feuilleton d'abord le cinéma de l'époque, puis il installe sa mise en scène dans un univers volontairement artificiel (décors, toiles peintes, airs d'opéra connus avec d'autres paroles). En chemin surgit la réalité historique. C'est génial, avec la magie des images féliniennes. - J. S.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

18.05 Contre vents et marées.  
19.05 Mérose Place.  
19.50 Le Journal de Paris.  
20.00 Journal, Météo.  
20.50 Sags.  
21.05 Le Secret de Chateau Valmont.  
22.05 Charles Jarrot (2/2).  
0.50 Patinage artistique.

## FRANCE 2

18.40 1 000 enfants vers l'an 2000.  
18.45 Cyclisme.  
Championnats du monde sur piste.  
19.50 et 20.5 *Le 19-20 de l'information*.  
19.55 Au nom du sport.  
19.56 Météo.  
20.00 Journal, Météo.  
21.00 Le Serment de Baldi.  
21.05 Le Serment de Baldi.  
22.40 Laisse parler ta mère.  
0.40 Journal, Météo.  
1.00 Tattari.

## FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Météo des plages.  
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.  
20.05 Cyclisme.  
Championnats du monde sur piste.  
20.50 Tout le sport.  
21.00 Consensus.  
21.05 Au cœur des ténébres.  
21.10 O. Nicolas Roge.  
22.50 Météo, Soir 3.  
23.20 Portes en dérive.  
Coup de chapeau à Raymond Devos.  
0.15 Un siècle d'écrivains.  
John Dos Passos.

## CANAL +

En clair jusqu'à 20.30  
18.35 A l'auto-école.  
19.00 Best of Nulle part ailleurs.  
19.55 Présentation du match.  
20.00 Football.  
FC Metz - HJK Helsinki.  
22.00 Flash Infos.  
22.05 Embrasse-moi Pasquillano.  
Film. Carmine Amoroso (v.o.).  
23.35 Le Journal des sorties.

## ARTE

19.00 **Beany & Cecil**.  
19.30 **Guatemala**.  
le pays des cent mille veuves.  
20.00 **Oman, paradis des animaux**.  
20.30 **12 Journal**.  
20.45 **Les Mercredis de l'histoire**.  
Diana et la monarchie.  
L'héritage de la princesse de Galles.  
21.40 **Les Cent Phantos du siècle**.  
21.50 **Musica**. *Le Crépescule des dieux*.  
Opéra de Richard Wagner, retransmis en simultané sur France-Musique.  
2.25 **Ayez donc des gosses !**

## M 6

19.00 **Sliders**, les mondes parallèles.  
19.54 **Le Six Minutes**, Météo.  
20.10 **Une noume d'enfer**.  
20.35 **La Météo des plages**.  
20.40 **E = M 6 Junior**. Le monde souterrain.  
20.50 **Le Cauchemars d'une mère**.  
Téléfilm. Eric Worth.  
22.35 **Double risque**.  
Téléfilm. Roger Young.  
0.35 **L'Heure du crime**.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

21.00 **La Radio à l'encre**.  
Concert donné par les solistes de l'Orchestre de chambre Gustav Mahler, dir. Daniel Harding.  
0.05 **Du jour au lendemain** (rediff.).  
Marie Depassé (Lé ou le soleil se lève).

## FRANCE-MUSIQUE

19.37 **Festival international d'art lyrique d'Alsace-Porvenec**.  
Concert donné par les solistes de l'Orchestre de chambre Gustav Mahler, dir. Daniel Harding.  
21.40 **Le Crépescule des dieux**.  
Opéra de Richard Wagner, retransmis le 1<sup>er</sup> août 1998, émis en simultané sur Arte, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. James Levine. Wolfgang Schmidt (Siegfried).

## RADIO-CLASSIQUE

20.40 **Les Solistes**. Le VIII<sup>e</sup> opéra-ballet de Puccini, par le Chœur Ambrosiano et le National Philharmonic Orchestra, dir. Maazel, Nucci (Guglielmo), Gobbi (La narratrice), Scotti (Anna).  
22.20 **Les Solistes** (suite). *Meurtre dans la cathédrale*, opéra de Puccini, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Vienne, dir. Karajan.

## FILMS DU JOUR

14.00 **Maine-Océan** ■ ■ ■  
Jacques Rozier (France, 1986,  
130 min.) CinéCinéma

17.15 **Friedrich Schiller**.  
Triumph eines Genies ■ ■ ■  
Herbert Achter (Allemagne, 1989,  
N., v.o., 105 min.) CinéCinéma

19.00 **Mata-Hari** ■ ■ ■  
George Fitzmaurice (États-Unis, 1931,  
N., 90 min.) CinéCinéma

19.05 **La Fille de quinze ans** ■ ■ ■  
Jacques Doillon (France, 1989,  
95 min.) CinéCinéma

20.00 **La Garce** ■ ■ ■  
C. Pascal (F, 1984, 95 min.) TV 5

20.30 **Les Virtuoses** ■ ■ ■  
Mark Herman (Grande-Bretagne,  
1997, 100 min.) Canal +

20.50 **Garde à vue** ■ ■ ■  
C. Miller (F, 1981, 105 min.) M 6

20.55 **Man man amory** ■ ■ ■  
Nagisa Oshima (France - États-Unis,  
1986, 95 min.) Têva

21.00 **Charlie**.  
et ses deux nénettes ■ ■ ■  
J. Sica (F, 1978, 90 min.) Canal Jimmy

21.10 **L'Homme le plus dangereux du monde** ■ ■ ■  
Jack Lee-Thompson (États-Unis, 1969,  
100 min.) France 3

21.10 **Mon homme** Godfrey ■ ■ ■  
Cécile de France (France-États-Unis, 1936,  
N., v.o., 90 min.) CinéCinéma

22.20 **La Bande des quatre** ■ ■ ■  
Jacques Rivette (France - Suisse, 1989,  
160 min.) CinéCinéma

22.35 **Tommy** ■ ■ ■  
Ken Russell (Grande-Bretagne, 1975,  
v.o., 110 min.) Canal Jimmy

22.40 **Les Sept Mercenaires** ■ ■ ■  
John Sturges (États-Unis, 1960,  
125 min.) CinéCinéma

1.00 **Tom et Viv** ■ ■ ■  
Brian Gilbert (EU - GB, 1994,  
125 min.) CinéCinéma

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

14.05 **Le Canal du savoir**.  
Météo : l'actualité aujourd'hui  
est demain. Paris Première

15.00 **Les Documents de Savoir plus**.  
Un avion-hôpital pour les yeux. TV 5

16.45 **A bout portant**.  
Jean-Pierre Cassel. Paris Première

17.00 **De l'actualité à l'histoire**.  
L'empire américain.  
Invités : Jean-Marie Guichenne,  
Alain Gresh, Alfred G.A. Valadão. Histoire

18.00 **Stars en stock**.  
Dean Martin. Paris Première

19.00 **Le Magazine de l'histoire**.  
L'Allemagne nazi.  
Invités : Saul Friedländer,  
Mikro Gmel, Louisa Lamirault,  
André Glucksmann. Histoire

19.00 **Rive droite, rive gauche**.  
Le phénomène Cocho.  
Pourquoi les hommes politiques  
écrit-ils ? Paris Première

20.00 **20 h Paris Première**.  
Juliette Gréco. Paris Première

20.05 **Temps présent**.  
Mon école au Canada. Diana,  
une image qui rapporte. Le siècle  
en images : la révolte des boers. TSR

21.00 **Les Nouveaux Mondes**.  
Les secrets du règne animal, Afrique  
du Sud. Chasseurs de serpents, Yémen.  
Des arthropodes pas comme les autres,  
Guyane. Des pièces et des requins,  
Bahamas. Des fourmis et des guppys,  
Congo. France 2

21.00 **Courts particuliers**.  
Pierre Salvadori. Paris Première

23.00 **Les Dossiers de l'histoire**.  
Maurice Richard.  
et la violence. Histoire

0.10 **Capital spécial été**.  
Régis ailleux. M 6

## DOCUMENTAIRES

18.30 **Le Retour du furet**.  
à petites noires. La Cinquième

18.35 **A l'auto-école**. (4/5).  
Rick et Maggie, le défi. Canal +

18.50 **Le Maître de chorale**.  
18.50 **Trinidad**.  
Pie aux grenouilles. TMC

19.00 **Civilisations englouties**.  
(1/3). Les eaux de feu. Odyssée

19.30 **Le Torillard du Xal Xal**.  
Le Système Solari, rébellion  
des Mayas au Chiapas. Arte

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

■ Signifié dans « Le Monde »  
■ Télévision-Radio-Multimédia  
■ On peut voir  
■ Ne pas manquer  
■ Chef d'œuvre ou classique  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-tundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.  
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.  
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## SPORTS EN DIRECT

18.45 **Cyclisme**.  
Championnats du monde sur piste.  
A Bordeaux. Eurosport - France 2

20.05 **Cyclisme**. Championnats  
du monde sur piste. France 3

20.30 **Le 19-20 de l'information**.  
France 2

20.40 **Soirée thématique**.  
L'Est de la Palestine. Arte

21.00 **Elle Fitzgerald**.  
Une grande dame du jazz. Muzik

21.15 **Les Chans prestigieuses d'Italie**.  
(9/12). Palerme. Odyssée

21.40 **La Route de la soie**.  
Odyssée

21.55 **Les Grands Interprètes**.  
Maria Callas. Muzik

22.00 **Les Nouveaux Explorateurs**.  
Planes amoncelés au secours  
du cancer. Planète

22.25 **Que la reine s'en aille**.  
sauve la BBC. Odyssée

22.30 **La Longue Ballade**.  
des sans-papiers. Planète

22.45 **Les Amoureux**.  
du printemps de Prague. France 2

23.15 **Amérique latine**.  
un continent décliné (2/6).  
Mythes, rites et conflits. Odyssée

23.30 **Avoir vingt ans...** à Sydney. TV 5

23.45 **Paroles d'hommes**.  
Têva

23.55 **Le Sile des hommes**.  
Le réseau des rivières. France 2

23.55 **Les Jardins du paroxysme**.  
(2/7). Les Jardins  
classiques français. Planète

0.00 **Les Grands Explorateurs**.  
(10/10). Christophe Colomb. Histoire

0.40 **La Case de l'Oncle Doc**.  
Les bouzous du désert. France 3

## TÉLÉFILMS

20.30 **Pauvre frère**.  
Vincent Marzanna. Festival

21.00 **La Comète**.  
John Harsford. Histoire

22.10 **L'Amour tagad**.  
Bruno Carrère. Festival

22.30 **Contes d'outre-tombe**.  
Walter Hill, Robert Zemeckis  
et Richard Donner. 13ème Rue

22.45 **Made in America**.  
Détail d'amour. O. Carl Schenkel. TF 1

## SÉRIES

17.40 **L'Incrovable Hulk**.  
La différence. 13ème Rue

17.55 **King Fit**. Avis de tempête. France 2

18.00 **Highlander**.  
Causette d'innocence. M 6

18.10 **Hawaiï police d'État**.  
La mort d'un ami. Série Club

19.00 **Sliders**.  
les mondes parallèles.  
Un monde d'eau pure. M 6

19.00 **Highlander**.  
Une prison dorée. Série Club

19.20 **Deux flics à Miami**.  
Thames. 13ème Rue

19.55 **Mike Land détective**.  
Les arnaqueurs. RTL 9

20.13 **L'homme qui valait**  
trois milliards.  
Épisode pilote. 13ème Rue

20.50 **Julie Lescaut**.  
de Sherlock Holmes. L'aventure  
de Sherlock Holmes. Disney Channel

21.30 **L'île**. (3/7). Série Club

21.40 **Urgences**. Fais un vœu.  
En attendant le suite. TSR

21.45 **American Gothic**.  
La leçon de maître Buck. 13ème Rue

22.25 **Les Incorruptibles**.  
Tueur sans pitié. Série Club

22.30 **La Loi de Los Angeles**.  
Tueur sans pitié. Têva

22.35 **Topol**.  
les aventuriers du surnaturel. o.  
Le phare du diable.  
Quelqu'un pour veiller sur moi. M 6

## 19.25 Barbara Hendricks

à Leningrad 87.  
Cécile de France, Brahms, Fauré,  
Rachmaninov et Gershwin. Dmitri  
Alexeev, piano. Muzik

22.30 **Francfort de Montréal**.  
TV 5

23.20 **Guy Béart**.  
D'après 1996 (2/2). France 3

23.45 **Ceci n'est pas Mozart**.  
Concerto pour violon en ré majeur  
de Wolfgang Amadeus Mozart.  
Par l'Orchestre de chambre  
de la télévision suisse.  
dir. Richard Donner. Muzik

0.10 **Zubin Mehta**.  
dirige Bruckner. Symphonie n° 8  
en ré mineur. Paris Première

## TÉLÉFILMS

20.30 **Pauvre frère**.  
Vincent Marzanna. Festival

21.00 **La Comète**.  
John Harsford. Histoire

22.10 **L'Amour tagad**.  
Bruno Carrère. Festival

22.30 **Contes d'outre-tombe**.  
Walter Hill, Robert Zemeckis  
et Richard Donner. 13ème Rue

22.45 **Made in America**.  
Détail d'amour. O. Carl Schenkel. TF 1

## SÉRIES

17.40 **L'Incrovable Hulk**.  
La différence. 13ème Rue

17.55 **King Fit**. Avis de tempête. France 2

18.00 **Highlander**.  
Causette d'innocence. M 6

18.10 **Hawaiï police d'État**.  
La mort d'un ami. Série Club

19.00 **Sliders**.  
les mondes parallèles.  
Un monde d'eau pure. M 6

19.00 **Highlander**.  
Une prison dorée. Série Club

19.20 **Deux flics à Miami**.  
Thames. 13ème Rue

19.55 **Mike Land détective**.  
Les arnaqueurs. RTL 9

20.13 **L'homme qui valait**  
trois milliards.  
Épisode pilote. 13ème Rue

20.50 **Julie Lescaut**.  
de Sherlock Holmes. L'aventure  
de Sherlock Holmes. Disney Channel

21.30 **L'île**. (3/7). Série Club

21.40 **Urgences**. Fais un vœu.  
En attendant le suite. TSR

21.45 **American Gothic**.  
La leçon de maître Buck. 13ème Rue

22.25 **Les Incorruptibles**.  
Tueur sans pitié. Série Club

22.30 **La Loi de Los Angeles**.  
Tueur sans pitié. Têva

22.35 **Topol**.  
les aventuriers du surnaturel. o.  
Le phare du diable.  
Quelqu'un pour veiller sur moi. M 6

## NOTRE CHOIX

## ● 14.30 La Cinquième

La 5<sup>e</sup> RencontreCap-Vert,  
la force de l'espoir

LA LÉGENDE veut qu'après avoir pénétré la terre, *Deia* se soit frottée les mains et les miettes qui tombèrent dans la mer formeront les îles du Cap-Vert. L'archipel n'a de vert que le nom, la nature ayant oublié de l'abreuver. L'aridité du lieu fait de la survie un perpétuel combat : « *Desenrasca* » (dérouille-toi) est le leitmotiv des Cap-Verdiens. Dans un paysage basaltique, ils disent leur inébranlable confiance dans la vie, et leurs paroles sont rythmées par les notes de *Petit pays*, la chanson de Cesária Évora qui donne son titre à ce documentaire de Laurence Attali.

*Petit pays* parcourt deux îles de l'archipel : Sao Vicente et Fogo. A Mindelo, port et « capitale » de Sao Vicente, cinq peintres ont ouvert une galerie. Ils évoquent la mémoire d'Amílcar Cabral, l'âme du mouvement indépendantiste, celui qui a affirmé la prédominance du rôle de la culture dans la lutte. La *morna*, tendue célèbre par les plus belles voix du pays, résonne chaque nuit dans les rues de la ville aux murs habillés de fresques. Le temps n'a plus cours dans ces rencontres improvisées où musiciens et danseurs partagent jusqu'à petit matin des instants magiques incarnant l'espoir d'un peuple uni dans l'amour d'une terre hostile.

A Fogo, des habitants ont été expulsés de chez eux par une coulée de lave. Ils assurent pourtant que le volcan reste un « ami ». Sur les restes ensevelis de sa maison, Danilo dit ce que tous ressentent : « *Jamais je n'échangerais ce lieu contre rien au monde* ». Fatalistes et sans rancune, les Cap-Verdiens parlent des lendemains qui chantent, comme une évidence : « *Nous mourons et ressuscitons tous les ans* ». Sur ces îles peuplées d'une population métissée - fruit d'un « *orgasme colonial* », selon l'expression du peintre Tchale Figueira -, les destins sont intimement liés par une solidarité spontanée. « *On dirait une grande famille* », constate un homme en voyant ses voisins s'affairer à la reconstruction de sa maison. Rudesse du décor, richesse humaine, le Cap-Vert, c'est un peu « *l'autre face de la lune* ».

Sandrine Bourguignon

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

13.50 **Les Feux de Pamour**.  
14.40 **Le 19-20 de l'information**.  
15.35 **La loi est la loi**.  
16.25 **Sunset Beach**.  
17.15 **Beverly Hills**.  
18.05 **Contre vents et marées**.  
19.05 **Mérose Place**.  
19.50 **Le Journal de Paris**.  
20.00 **Journal, Météo**.  
20.50 **Julie Lescaut**.  
22.45 **Made in America**. Détail d'amour.  
Téléfilm. O. Carl Schenkel.  
0.25 **Embarquement porte n° 1**.  
0.55 TF 1 nuit, Météo.

## FRANCE 2

13.5



